



*Liberté • Égalité • Fraternité*

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

**PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE**

# **RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS**

*Edition n° 08 du 24 février 2012*

**Les actes dans leur intégralité peuvent être consultés** à la préfecture ou auprès des services concernés.

**Le recueil peut aussi être consulté :**

- ➡ sur le site Internet des services de l'État en Meurthe-et-Moselle :  
***[www.meurthe-et-moselle.gouv.fr](http://www.meurthe-et-moselle.gouv.fr)***
- ➡ aux guichets d'accueil de la préfecture et des sous-préfectures,  
pendant deux mois à partir du 24 février 2012

## SOMMAIRE

<b>ARRETES, DECISIONS, CIRCULAIRES.....</b>	<b>235</b>
<b>SOUS-PREFECTURE DE BRIEY.....</b>	<b>235</b>
Bureau des réglementations et des relations avec les collectivités locales.....	235
Arrêté du 23 février 2012 portant modification des statuts de la communauté de communes de l'agglomération de Longwy.....	235
Arrêté du 23 février 2012 portant modification statutaire de la communauté de communes du Jarnisy.....	235
<b>PREFECTURE DE MEURTHE-ET-MOSELLE.....</b>	<b>236</b>
<b>CABINET.....</b>	<b>236</b>
Bureau de la prévention et de la sécurité.....	236
Arrêté du 10 février 2012 portant délégation de signature à Monsieur le préfet délégué pour la défense et la sécurité auprès du préfet de zone de défense et de sécurité EST, chargé du secrétariat général pour l'administration de la police EST.....	236
Bureau des polices administratives.....	236
Arrêté n° 20110498 du 13 février 2012 autorisant la mise en oeuvre de l'installation d'un système de vidéoprotection à la SNC LHUILLIER-FRANCOIS, Bureau de Tabac Presse Jeux « AU CHIQUITO » à Pompey.....	236
Arrêté n° 20110572 du 13 février 2012 autorisant la mise en oeuvre de l'installation d'un système de vidéoprotection à la SARL LOLASAB « CARREFOUR CONTACT » à Tucquegnieux.....	237
Service interministériel de défense et de protection civile.....	238
Arrêté N° 0040/2012/SIDPC du 10 février 2012 portant modification de l'agrément d'organisme pour la formation du personnel permanent de sécurité incendie des établissements recevant du public.....	238
Arrêté n° 2012/85/SIDPC du 17 février 2012 portant agrément de l'Association Secourir-Aider-Protéger.....	238
<b>DIRECTION DE L'ACTION LOCALE.....</b>	<b>239</b>
Bureau du contrôle de légalité, de l'intercommunalité et du conseil aux collectivités.....	239
Arrêté du 9 février 2012 autorisant la communauté de communes du Grand Valmon à exercer la compétence « Mise en place d'un relais d'assistantes maternelles ».....	239
Bureau des procédures environnementales.....	239
Arrêté interpréfectoral du 31 janvier 2012 portant refus de création d'une zone de développement de l'éolien sur le territoire des communes de Grimonville, Aboncourt, Repel et Chef-Haut.....	239
Arrêté du 3 février 2012 portant modification et renouvellement de la composition du comité local d'information et de concertation du site Titanobel de Moutiers.....	240
Arrêté du 13 février 2012 portant déclaration d'utilité publique le projet d'acquisition par la mairie de Bulligny de l'immeuble, situé 36, rue Saint Vincent, en vue de permettre la création de logements sociaux et déclarant cessible l'immeuble concerné.....	241
Arrêté du 21 février 2012 portant déclaration d'utilité publique du projet de réalisation de logements sociaux sur le territoire de la commune de Saint-Max, quartier Saint-Michel/Jéricho.....	242
Arrêté de cessibilité du 21 février 2012 en vue de l'acquisition d'une maison d'habitation par voie d'expropriation dans le cadre du projet de réalisation de logements sociaux sur le territoire de la commune de Saint-Max, quartier Saint-Michel/Jéricho.....	242
A.....	243
<b>DIRECTION DE LA COORDINATION INTERMINISTERIELLE ET DES MOYENS.....</b>	<b>243</b>
Bureau de l'interministérialité.....	243
Dossier N° 43-2011 - Demande de création d'un magasin de bricolage à Saint-Nicolas-de-Port - Commission départementale d'aménagement commercial - Arrêté modificatif du 10 février 2012.....	243
Dossier N° 44-2011 - Demande de création d'un ensemble commercial à Saint-Nicolas-de-Port - Commission départementale d'aménagement commercial - Arrêté modificatif du 10 février 2012.....	244
Dossier N° 46-2012 - Demande de création d'un ensemble commercial à Lexy - Commission départementale d'aménagement commercial - Arrêté du 17 février 2012.....	244
Dossier N° 47-2012 - Demande d'extension d'un ensemble commercial à Lunéville - Commission départementale d'aménagement commercial - Arrêté du 17 février 2012.....	245
Extrait de décision de la commission départementale d'aménagement commercial de Meurthe-et-Moselle du 17 février 2012.....	245
<b>SERVICES DECONCENTRES DE L'ETAT.....</b>	<b>246</b>
<b>DIRECTION REGIONALE DE L'ENVIRONNEMENT, DE L'AMENAGEMENT ET DU LOGEMENT DE LORRAINE.....</b>	<b>246</b>
Arrêté du 7 février 2012 N° 2012-DREAL-RMN-51 autorisant à déroger à l'interdiction de capture et d'enlèvement, de destruction et de perturbation intentionnelle de spécimens d'espèces animales protégées ainsi que de destruction, altération, dégradation d'aires de repos ou de sites de reproduction de spécimens d'espèces animales protégées.....	246
<b>DIRECTION REGIONALE DES ENTREPRISES, DE LA CONCURRENCE, DE LA CONSOMMATION, DU TRAVAIL ET DE L'EMPLOI DE LORRAINE.....</b>	<b>253</b>
Arrêté du 3 février 2012 portant extension d'un avenant à la convention collective de travail concernant les exploitations horticoles et les pépinières du département de Meurthe-et-Moselle - IDCC 9542.....	253
<b>UNITE TERRITORIALE DE MEURTHE-ET-MOSELLE.....</b>	<b>255</b>
Section centrale relations travail (S.C.R.T.).....	255
Arrêté du 26 décembre 2011 accordant le statut de société coopérative de production à la SARL SOCIETE NOUVELLE SCHALLER à Fléville-dt-Nancy.....	255
<b>AGENCE REGIONALE DE SANTE DE LORRAINE.....</b>	<b>255</b>
<b>SECRETARIAT DE L'OFFRE DE SANTE, DE L'AUTONOMIE ET DE L'ANIMATION TERRITORIALE.....</b>	<b>255</b>
Etablissements de santé.....	255
Arrêté n° 2012-143 en date du 13 février 2012 fixant la composition nominative du conseil de surveillance du Centre Hospitalier Intercommunal 3H Santé de Cirey-sur-Vezouze - Département de la Meurthe-et-Moselle.....	255
<b>DELEGATION TERRITORIALE DE MEURTHE-ET-MOSELLE.....</b>	<b>256</b>
Cellule établissements et services pour personnes âgées.....	256
Arrêté 2012 ARS/DT54/PA N° 100 du 9 janvier 2012 portant transfert à l'Etablissement public médico-social communal de Faulx de l'autorisation de création et de gestion du service de soins infirmiers à domicile (SSIAD) précédemment accordée à l'Etablissement public de santé « Centre de moyen Séjour » de Faulx.....	256
Arrêté 2011 ARS/DT54/PA N° 109 - DISAS/DIRECTION PA/PH N° 347 du 31 janvier 2012 refusant à la SARL « Le Parc » l'autorisation d'extension de 14 places de la capacité de l'établissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes « Résidence Le Parc » à Nancy.....	257
Cellule prévention et promotion de la santé.....	258
Décision ARS-DT54/20120206-018 du 7 février 2012 fixant pour 2012 la dotation globale de financement d'un établissement médico-social : appartements de coordination thérapeutique (ACT) gérés par l'association « Accueil et Réinsertion Sociale » à Nancy - N° FINESS : 54 002 182 1.....	258
Etablissements de santé.....	258
Arrêté ARS n° 127 du 6 février 2012 fixant la composition nominative de la Commission d'Activité Libérale du Syndicat Inter-hospitalier Nancéien de la Chirurgie de l'Appareil Locomoteur (SINCAL).....	258
Arrêté modificatif ARS-DT 54 N° 146/2012 du 14 février 2012 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû au Centre Hospitalier de Pont-à-Mousson, au titre de l'activité déclarée pour le mois d'octobre 2011 - N° FINESS Entité juridique : 540 000 106 - N° FINESS Etablissement : 540 000 296.....	259
Arrêté ARS-DT 54 N° 2012-0176 du 16 février 2012 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû à la Maternité Régionale de Nancy, au titre de l'activité déclarée pour le mois de décembre 2011 - N° FINESS Entité juridique : 540 000 031 - N° FINESS Etablissement : 540 000 015.....	260
Arrêté ARS-DT 54 N° 2012-0177 du 16 février 2012 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû au Centre Hospitalier de Toul, au titre de l'activité déclarée pour le mois de décembre 2011 - N° FINESS Entité juridique : 540 000 049 - N° FINESS Etablissement : 540 000 023.....	260
Arrêté ARS-DT 54 N° 2012-0178 du 16 février 2012 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû au Centre Hospitalier de Lunéville, au titre de l'activité déclarée pour le mois de décembre 2011 - N° FINESS Entité juridique : 540 000 080 - N° FINESS Etablissement : 540 000 155.....	261

Arrêté ARS-DT 54 N° 2012-0179 du 16 février 2012 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû au Centre Hospitalier de Pont-à-Mousson, au titre de l'activité déclarée pour le mois de décembre 2011 - N° FINESS Entité juridique : 540 000 106 - N° FINESS Etablissement : 540 000 296.....	262
Arrêté ARS-DT 54 N° 2012-0180 du 16 février 2012 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû à la Maison Hospitalière Saint-Charles à Nancy, au titre de l'activité déclarée pour le mois de décembre 2011 - N° FINESS Entité juridique : 540 000 122 - N° FINESS Etablissement : 540 000 395.....	262
Arrêté ARS-DT 54 N° 2012-0181 du 16 février 2012 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû au Centre Jacques Parisot à Bainville, au titre de l'activité déclarée pour le mois de décembre 2011 - N° FINESS Entité juridique : 540 006 707 - N° FINESS Etablissement : 540 000 668.....	263
Arrêté ARS-DT 54 N° 2012-0182 du 16 février 2012 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû au Centre Hospitalier de Briey, au titre de l'activité déclarée pour le mois de décembre 2011 - N° FINESS Entité juridique : 540 000 767 - N° FINESS Etablissement : 540 001 070.....	264
Arrêté ARS-DT 54 N° 2012-0183 du 16 février 2012 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû au Centre Hospitalier Universitaire de Nancy, au titre de l'activité déclarée pour le mois de décembre 2011 - N° FINESS Entité juridique : 540 002 078 - N° FINESS Etablissement : 540 001 138.....	264
Arrêté ARS-DT 54 N° 2012-0184 du 16 février 2012 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû à l'Hôpital de Baccarat, au titre de l'activité déclarée pour le mois de décembre 2011 - N° FINESS Entité juridique : 540 014 081 - N° FINESS Etablissement : 540 000 072.....	265
Arrêté ARS-DT 54 N° 2012-0185 du 16 février 2012 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû au Syndicat Interhospitalier Nancéen de la Chirurgie de l'Appareil Locomoteur (SINCAL), au titre de l'activité déclarée pour le mois de décembre 2011 - N° FINESS Entité juridique : 540 020 112 - N° FINESS Etablissement : 540 001 163.....	266
Arrêté ARS-DT 54 N° 2012-0191 du 17 février 2012 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû à l'Hôpital de Joeuf, au titre de l'activité déclarée pour le mois de décembre 2011 - N° FINESS Entité juridique : 540 000 882 - N° FINESS Etablissement : 540 001 104.....	266
Arrêté ARS-DT 54 N° 2012-0192 du 17 février 2012 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû au Centre Régional de Lutte contre le Cancer Alexis Vautrin à Vandoeuvre, au titre de l'activité déclarée pour le mois de décembre 2011 - N° FINESS Entité juridique : 540 003 019 - N° FINESS Etablissement : 540 001 286.....	267
<b>DIRECTION DE LA STRATEGIE.....</b>	<b>268</b>
Arrêté n° 2012-130 du 7 février 2012 portant modifications à la composition de la Conférence Régionale de la Santé et de l'Autonomie de Lorraine.....	268
Arrêté n° 2012-133 du 8 février 2012 portant modification des membres de la Commission Spécialisée de l'Organisation des Soins de la Conférence Régionale de la Santé et de l'Autonomie de Lorraine.....	272
Arrêté n° 2012-134 du 8 février 2012 modifiant la composition de la Conférence de Territoire - 4 - territoire de santé des Vosges.....	274
Arrêté n° 2012-145 en date du 14 février 2012 modifiant la composition des membres de la Commission Spécialisée dans le domaine des droits des usagers de la Conférence Régionale de la Santé et de l'Autonomie de Lorraine.....	275
Arrêté n° 2012-175 en date du 16 février 2012 modifiant la composition de la commission de coordination dans les domaines de la prévention, de la santé scolaire, de la santé au travail et de la protection maternelle et infantile.....	276
<b>DIRECTION AMBULATOIRE ET ACCES A LA SANTE.....</b>	<b>277</b>
Arrêté n° 2012 02-09-138 du 9 février 2012 fixant le cahier des charges régional de la permanence des soins ambulatoire de la région Lorraine.....	277
<b>DIRECTION DE LA PERFORMANCE ET DE LA GESTION DU RISQUE.....</b>	<b>279</b>
Service produits de santé et biologie.....	279
Arrêté ARS n° 20120203-115 du 3 février 2012 portant modification de l'autorisation initiale de la Pharmacie à Usage Intérieur (PUI) de la Maternité Régionale A. Pinard à Nancy dans le cadre du déménagement des locaux - N° FINESS - Entité juridique 540000031.....	279
<b>DIRECTION DEPARTEMENTALE DES FINANCES PUBLIQUES.....</b>	<b>280</b>
Arrêté du 20 février 2012 relatif au régime d'ouverture au public des services de la direction départementale des finances publiques de Meurthe-et-Moselle.....	280
<b>DIRECTION DEPARTEMENTALE DES TERRITOIRES.....</b>	<b>280</b>
<b>AGRICULTURE - FORET - CHASSE.....</b>	<b>280</b>
Arrêté 2012/DDT54/AFC/Association Foncière/044 du 7 février 2012 adoptant les statuts d'office de l'association foncière de Bruley.....	280
Arrêté 2012/DDT54/AFC/Association Foncière/045 du 7 février 2012 adoptant les statuts d'office de l'association foncière de Lagny.....	280
Arrêté 2012/DDT54/AFC/Association Foncière/046 du 6 février 2012 adoptant les statuts d'office de l'association foncière de Reillon.....	281
<b>AMENAGEMENT DURABLE, URBANISME ET RISQUES.....</b>	<b>281</b>
Unité affaires transversales et contentieux.....	281
Arrêté 2012/DDT54/ADUR03 du 14 février 2012 déclarant d'utilité publique en vue d'une servitude de passage pour le renouvellement de 2 câbles HTA vétustes entre le poste source « Mexy » à MEXY et le poste de distribution public « District » à REHON.....	281
<b>DIRECTION DEPARTEMENTALE DE LA COHESION SOCIALE.....</b>	<b>282</b>
<b>SOLIDARITE - INSERTION.....</b>	<b>282</b>
Arrêté n° DDCS/SI/2012-01 du 17 février 2012 fixant la liste des mandataires judiciaires à la Protection des Majeurs du département de Mthe-et-Mlle.....	282
Arrêté n° DDCS/SI/2012-02 du 17 février 2012 portant agrément pour l'exercice à titre individuel de l'activité de Mandataire Judiciaire à la Protection des Majeurs.....	285
Arrêté n° DDCS/SI/2012-03 du 17 février 2012 portant agrément pour l'exercice à titre individuel de l'activité de Mandataire Judiciaire à la Protection des Majeurs.....	285
<b>DIRECTION DES SERVICES DEPARTEMENTAUX DE L'EDUCATION NATIONALE.....</b>	<b>286</b>
Arrêté du 2 février 2012 accordant subdélégation de signature par le Directeur Académique des Services de l'Education Nationale, Directeur des Services Départementaux de l'Education Nationale de la Meurthe-et-Moselle.....	286
<b>AUTRES SERVICES.....</b>	<b>287</b>
<b>CENTRE HOSPITALIER UNIVERSITAIRE DE NANCY.....</b>	<b>287</b>
Secrétariat direction générale et affaires juridiques.....	287
Délégation de signature du 8 février 2012.....	287
<b>MATERNITE REGIONALE UNIVERSITAIRE DE NANCY.....</b>	<b>289</b>
Délégation de signature des services financiers du 17 janvier 2012.....	289
<b>SYNDICAT INTERHOSPITALIER NANCEIEN DE LA CHIRURGIE DE L'APPAREIL LOCOMOTEUR.....</b>	<b>289</b>
Délégation de signature du 6 février 2012.....	289
<b>AVIS ET COMMUNICATIONS.....</b>	<b>289</b>
<b>SERVICES DECONCENTRES DE L'ETAT.....</b>	<b>289</b>
<b>DIRECTION DEPARTEMENTALE DES TERRITOIRES.....</b>	<b>289</b>
<b>AMENAGEMENT DURABLE, URBANISME ET RISQUES.....</b>	<b>289</b>
Unité affaires transversales et contentieux.....	289
Avis de parution de l'arrêté préfectoral n° 55113 du 13 février 2012 autorisant OPI/B.E à exécuter des travaux sur la commune de Beuville.....	289
Avis de parution de l'arrêté préfectoral n° 61584 du 13 février 2012 autorisant Electricité de France à exécuter des travaux sur la commune de Saffais.....	290
<b>AUTRES SERVICES.....</b>	<b>290</b>
<b>CENTRE HOSPITALIER UNIVERSITAIRE DE NANCY.....</b>	<b>290</b>
<b>DIRECTION DES RESSOURCES HUMAINES.....</b>	<b>290</b>
Service des concours et examens.....	290
Recrutement sans concours dans le grade d'adjoint administratif hospitalier de 2e classe en date du 22 février 2012.....	290
<b>CENTRE HOSPITALIER DE SARREGUEMINES.....</b>	<b>290</b>
<b>DIRECTION DES RESSOURCES HUMAINES.....</b>	<b>290</b>
Avis de concours sur titres pour le recrutement de 3 manipulateurs d'électroradiologie.....	290
Avis de concours sur titres pour le recrutement d'1 technicien de labo.....	290
Avis de concours interne sur titres pour le recrutement d'1 cadre de santé.....	291
Avis de concours interne sur titres pour le recrutement d'1 maître-ouvrier.....	291
<b>CENTRE HOSPITALIER SPECIALISE DE SARREGUEMINES.....</b>	<b>291</b>
<b>DIRECTION DES RESSOURCES HUMAINES.....</b>	<b>291</b>
Avis de concours sur titres pour le recrutement de 1 ergothérapeute.....	291

**ARRETES, DECISIONS, CIRCULAIRES****SOUS-PREFECTURE DE BRIEY***Bureau des réglementations et des relations avec les collectivités locales***Arrêté du 23 février 2012 portant modification des statuts de la communauté de communes de l'agglomération de Longwy**

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L.5214-1 et suivants ;  
VU la loi 82-213 du 2 mars 1982 modifiée, relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;  
VU la loi d'orientation n°92-125 du 6 février 1992, relative à l'administration territoriale de la République ;  
VU le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements et son décret modificatif n°2010-146 du 16 février 2010 ;  
VU l'arrêté préfectoral du 27 février 1960 autorisant la création du district urbain de l'agglomération longovicienne ;  
VU l'arrêté préfectoral du 2 janvier 2002 transformant le district de l'agglomération de Longwy en communauté de communes dénommé « communauté de communes de l'agglomération de Longwy » ;  
VU la délibération du 15 novembre 2011 du conseil communautaire de la communauté de communes de l'agglomération de Longwy approuvant la modification de l'article 17 de ses statuts ;  
VU la notification aux communes membres le 30 novembre 2011 ;  
VU les délibérations favorables des communes membres, à savoir :  
Cons-la-Grandville (05/12/2011), Cosnes-et-Romain (15/12/2011), Cutry (09/01/2012), Gorcy (16/12/2011), Haucourt-Moulaine (22/12/2011), Lexy (28/11/2011), Longwy (12/12/2011), Mexy (28/11/2011), Ugny (21/12/2011) ;  
CONSIDÉRANT les absences de délibérations, valant avis favorable, des autres communes membres ;  
CONSIDÉRANT qu'à l'issue de la procédure de consultation des communes membres, la majorité qualifiée, telle que définie par l'article L.5211-20 du code général des collectivités territoriales, est atteinte ;  
VU l'arrêté préfectoral N° 12.BI.03 du 16 janvier 2012 accordant délégation de signature à Mme BOEHLER Christine, sous-préfète de BRIEY ;

**ARRETE**

**Article 1er** : L'article 17 des statuts de la communauté de communes de l'agglomération de Longwy est modifié comme suit :

« Article 17

Le bureau

Le bureau comprend un président et des vice-présidents élus par le conseil communautaire. Le nombre de vice-présidents est librement arrêté par le conseil communautaire dans la limite des règles fixées par le code général des collectivités territoriales. »

**Article 2** : Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle, la sous-préfète de BRIEY, le président de la communauté de communes de l'agglomération de Longwy sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont copie sera adressé à la Directrice Départementale des Finances Publiques de Meurthe-et-Moselle et qui fera, en outre, l'objet d'une publication au Recueil des Actes Administratifs de la préfecture.

Briey, le 23 février 2012

Le Préfet,  
Pour le Préfet et par délégation,  
La Sous-Préfète,  
Christine BOEHLER

*Voies et délais de recours : conformément aux dispositions de l'article R421-5 du code de justice administrative, le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif dans le délai de deux mois courant à compter de la notification.*

**Arrêté du 23 février 2012 portant modification statutaire de la communauté de communes du Jarnisy**

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L.5214-1 et suivants ;  
VU le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements et son décret modificatif n°2010-146 du 16 février 2010 ;  
VU l'arrêté préfectoral du 29 décembre 2001 portant création de la Communauté de Communes du Jarnisy ;  
VU l'arrêté préfectoral N° 11.BI.43 du 28 février 2011 accordant délégation de signature à Mme BOEHLER Christine, sous-préfète de BRIEY ;  
VU la délibération du 16 décembre 2010 du conseil communautaire de la Communauté de Communes du Jarnisy décidant de la modification de l'article 2 paragraphe B-2 de ses statuts ;  
VU la notification aux communes membres le 03 janvier 2011 ;  
VU les avis favorables rendus par les conseils municipaux des communes membres, à savoir :  
BECHAMPS, le 13 janvier 2011, CONFLANS-EN-JARNISY, le 18 mars 2011, FLEVILLE-LIXIERES, le 15 février 2011, GIRAUMONT, le 01 février 2011, JARNY, le 24 février 2011, LABRY, le 04 février 2011, NORROY-LE-SEC, le 22 février 2011, OZERAILLES, le 28 janvier 2011 ;  
VU les absences de délibérations, valant avis favorable, des autres communes membres ;  
CONSIDÉRANT qu'à l'issue de la procédure de consultation des communes membres du syndicat, la majorité qualifiée, telle que définie par l'article L.5211-20 du code général des collectivités territoriales, est atteinte ;

**ARRETE**

**Article 1er** : La modification de l'article 2 paragraphe B-2 des statuts de la Communauté de Communes du Jarnisy est autorisée comme suit :

« B) Compétences optionnelles

B-2) Équipements culturels, de loisirs et sportifs

- Étude permettant la mise en place d'une politique et d'équipement de loisirs, socioculturels et sportifs sur le Jarnisy.

- Études, réalisation et gestion d'une piscine intercommunale.

- Gestion et animation des équipements culturels de dimension intercommunale : Espace Gérard Philipe à Jarny, et la Tour Mahuet à Labry. »

**Article 2** : Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle, la sous-préfète de BRIEY, le président de la Communauté de Communes du Jarnisy sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont copie sera adressé à la Directrice Départementale des Finances Publiques de Meurthe-et-Moselle et qui fera, en outre, l'objet d'une publication au Recueil des Actes Administratifs de la préfecture.

Briey, le 23 février 2012

Le Préfet,  
Pour le Préfet et par délégation,  
La Sous-Préfète,  
Christine BOEHLER

*Voies et délais de recours : conformément aux dispositions de l'article R421-5 du code de justice administrative, le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif dans le délai de deux mois courant à compter de la notification.*

## PREFECTURE DE MEURTHE-ET-MOSELLE

## CABINET

*Bureau de la prévention et de la sécurité*

**Arrêté du 10 février 2012 portant délégation de signature à Monsieur le préfet délégué pour la défense et la sécurité auprès du préfet de zone de défense et de sécurité EST, chargé du secrétariat général pour l'administration de la police EST**

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le code de la défense (partie réglementaire) ;  
VU la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée, relative aux droits et libertés des communes, départements et des régions ;  
VU la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 modifiée d'orientation et de programmation relative à la sécurité ;  
VU le décret n° 2000-800 du 24 août 2000 modifié relatif aux adjoints de sécurité recrutés en application de l'article 36 de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 d'orientation et de programmation relative à la sécurité ;  
VU le décret n° 2002-916 du 30 mai 2002 modifié, relatif aux secrétariats généraux pour l'administration de la police, et notamment son article 6 ;  
VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;  
VU le décret du 14 septembre 2011 nommant Monsieur Richard VIGNON préfet délégué pour la défense et la sécurité auprès du préfet de la région Lorraine, préfet de zone de défense et de sécurité Est, préfet de Moselle ;  
VU le décret n° 69 du 22 juillet 2011 nommant Monsieur Raphaël BARTOLT préfet du département de Meurthe-et-Moselle ;  
VU l'arrêté ministériel n°10/1500/A en date du 28 décembre 2010 portant nomination de Monsieur Philippe MARTIN, Directeur des Ressources Humaines du SGAP EST ;  
VU l'arrêté ministériel DRCPN/ARH/CR N° 92 du 08 février 2011 portant nomination de Monsieur Laurent BRAULIO, Directeur de Cabinet auprès du Préfet délégué pour la Défense et la Sécurité EST ;  
VU la décision ministérielle du 19 décembre 2002 portant nomination de Monsieur Alain DUPONT, délégué régional du SGAP EST à Dijon ;  
VU l'arrêté interministériel du 24 août 2000 fixant les modalités de recrutement et de formation des adjoints de sécurité ;  
VU l'arrêté ministériel du 24 août 2000 fixant les droits et obligations des adjoints de sécurité ;  
VU les décisions ministérielles et préfectorales affectant le personnel du secrétaire général pour l'administration de la police EST ;  
SUR proposition de madame la directrice de cabinet de la préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

**ARRETE**

**Article 1er :** Délégation de signature est donnée à Monsieur Richard VIGNON, préfet délégué pour la défense et la sécurité auprès du préfet de la région Lorraine, préfet de zone de défense et de sécurité Est, préfet de la Moselle, à l'effet de signer, au nom de Monsieur Raphaël BARTOLT préfet du département de Meurthe-et-Moselle, tous les actes relatifs aux adjoints de sécurité, à l'exclusion de ceux concernant l'organisation de la commission de sélection, l'agrément de la liste des candidats retenus et, le cas échéant, les sanctions disciplinaires de l'avertissement et du blâme.

**Article 2 :** En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Richard VIGNON, la délégation de signature qui lui est conférée est exercée par Monsieur Alain DUPONT, délégué régional du SGAP Est à Dijon.

**Article 3 :** En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Alain DUPONT, la délégation de signature qui lui est conférée est exercée par Monsieur Philippe MARTIN, directeur des ressources humaines.

**Article 4 :** Madame la directrice de cabinet de la préfecture du département de Meurthe-et-Moselle est chargée de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 10 février 2012

Le Préfet,  
Raphaël BARTOLT

*Bureau des polices administratives*

**Arrêté n° 20110498 du 13 février 2012 autorisant la mise en oeuvre de l'installation d'un système de vidéoprotection à la SNC LHUILLIER-FRANCOIS, Bureau de Tabac Presse Jeux « AU CHIQUITO » à Pompey**

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 d'orientation et de programmation modifiée, relative à la sécurité, notamment ses articles 10 et 10-1 ;  
VU le décret n° 96-926 du 17 octobre 1996 modifié, relatif à la vidéoprotection, pris pour l'application de l'article 10 de la loi modifiée susvisée ;  
VU les décrets n° 97-46 et n° 97-47 du 15 janvier 1997 relatifs aux obligations de surveillance incombant à certains propriétaires exploitants ou affectataires de locaux professionnels ou commerciaux, de garages ou de parcs de stationnement ;  
VU l'arrêté ministériel du 3 août 2007 portant définition des normes techniques des systèmes de vidéoprotection ;  
VU la circulaire du 3 août 2007 annexée à l'arrêté susvisé ;  
VU la circulaire ministérielle n° INT/D/09/00057/C du 12 mars 2009 relative à l'application des articles 10 et 10-1 de la loi n°95-73 modifiée susvisée ;  
VU la demande d'autorisation présentée par Mme Marie-Christine LHUILLIER, gérante de la SNC LHUILLIER-FRANCOIS, Bureau de Tabac Presse Jeux « AU CHIQUITO », pour l'installation d'un système de vidéoprotection situé 18 avenue du Général DE GAULLE, 54340 POMPEY ;  
VU l'avis émis par la Commission Départementale de Vidéoprotection en sa séance du 6 février 2012 ;  
SUR proposition de la Sous-Préfète, Directrice de Cabinet du préfet ;

**ARRETE**

**Article 1er :** Mme Marie-Christine LHUILLIER, gérante de la SNC LHUILLIER-FRANCOIS, Bureau de Tabac Presse Jeux « AU CHIQUITO » est autorisée, pour une durée de cinq ans renouvelable, dans les conditions fixées au présent arrêté, à mettre en oeuvre à l'adresse sus-indiquée, un système de vidéoprotection conformément au dossier présenté, annexé à la demande enregistrée sous le numéro 20110498.

Le système considéré répond aux finalités prévues par la loi :

- Sécurité des personnes, Prévention des atteintes aux biens, Autres (FRAUDE).

Il ne devra pas être destiné à alimenter un fichier nominatif.

Le système sera conforme aux normes techniques fixées par la réglementation en vigueur.

**Article 2 :** Le public sera informé dans l'établissement cité à l'article 1er, par une signalétique appropriée :

- de manière claire, permanente et significative, à chaque point d'accès du public, de l'existence du système de vidéoprotection et de l'autorité ou de la personne responsable, notamment pour le droit d'accès aux images des conditions dans lesquelles il peut exercer son droit d'accès aux enregistrements.

- l'affichette mentionnera les références de la loi et du décret susvisés et les références du service et de la fonction du titulaire du droit d'accès ainsi que le numéro de téléphone auquel celui-ci sera joignable.

Le droit d'accès aux images pourra s'exercer auprès de Mme Marie-Christine LHUILLIER, gérante.

**Article 3 :** Le nombre de caméras est de 6 caméras intérieures.

**Article 4 :** Hormis le cas d'une enquête de flagrant délit, d'une enquête préliminaire ou d'une information judiciaire, les enregistrements seront détruits dans un délai maximum de 30 jours.

**Article 5 :** Le titulaire de l'autorisation devra tenir un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au Parquet.

**Article 6 :** Le responsable de la mise en œuvre du système devra se porter garant des personnes susceptibles d'intervenir dans l'exploitation ou le visionnage des images, ainsi que dans la maintenance du système mis en place. Des consignes très précises sur la confidentialité des images captées ou/et enregistrées et des atteintes à la vie privée qu'elles peuvent éventuellement impliquer seront données à toutes les personnes concernées.

**Article 7 :** L'accès à la salle de visionnage, d'enregistrement et de traitement des images, devra être strictement interdit à toute personne n'y ayant pas une fonction précise ou qui n'aura pas été préalablement habilitée et autorisée par l'autorité responsable du système ou de son exploitation.

**Article 8 :** Le droit d'accès aux informations enregistrées est réglé par les dispositions des articles 10 et 10-1 de la loi du 21 janvier 1995 et les articles 14 et 15 du décret du 17 octobre 1996 modifiés susvisés.

**Article 9 :** Toute modification présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès des services préfectoraux (notamment changement d'activité dans les lieux protégés - changement dans la configuration des lieux - changement affectant la protection des images).

**Article 10 :** Sans préjudice des sanctions pénales applicables et après mise en demeure de l'intéressé, la présente autorisation pourra être retirée en cas de manquement aux dispositions des articles 10 et 10-1 de la loi du 21 janvier 1995 et de l'article 13 du décret du 17 octobre 1996 modifiés susvisés, et en cas de modification des conditions au vu desquelles elle a été délivrée.

Cette autorisation ne vaut qu'au regard de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 modifiée susvisée. Elle est délivrée sans préjudice d'autres procédures éventuellement applicables (code du travail, code civil, code pénal...).

**Article 11 :** La présente autorisation sera publiée au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Elle pourra faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif dans un délai de deux mois à compter de la date de sa notification à l'intéressé ou de sa publication au document précité.

**Article 12 :** La présente autorisation devra faire l'objet d'une demande de renouvellement dans un délai de quatre mois au moins avant l'échéance de la dite autorisation.

**Article 13 :** La Sous-Préfète, Directrice de Cabinet du préfet et le Commandant du Groupement Départemental de la Gendarmerie sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera notifié à Mme Marie-Christine LHUILLIER, gérante de la SNC LHUILLIER-FRANCOIS, Bureau de Tabac Presse Jeux « AU CHIQUITO », et dont une copie sera transmise au Maire de POMPEY.  
Nancy, le 13 février 2012

Le Préfet,  
Pour le Préfet,  
La Sous-Préfète, Directrice de Cabinet,  
Magali DAVERTON

---

**Arrêté n° 20110572 du 13 février 2012 autorisant la mise en oeuvre de l'installation d'un système de vidéoprotection à la SARL LOLASAB « CARREFOUR CONTACT » à Tucquegnieux**

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 d'orientation et de programmation modifiée, relative à la sécurité, notamment ses articles 10 et 10-1 ;

VU le décret n° 96-926 du 17 octobre 1996 modifié, relatif à la vidéoprotection, pris pour l'application de l'article 10 de la loi modifiée susvisée ;

VU les décrets n° 97-46 et n° 97-47 du 15 janvier 1997 relatifs aux obligations de surveillance incombant à certains propriétaires exploitants ou affectataires de locaux professionnels ou commerciaux, de garages ou de parcs de stationnement ;

VU l'arrêté ministériel du 3 août 2007 portant définition des normes techniques des systèmes de vidéoprotection ;

VU la circulaire du 3 août 2007 annexée à l'arrêté susvisé ;

VU la circulaire ministérielle n° INT/D/09/00057/C du 12 mars 2009 relative à l'application des articles 10 et 10-1 de la loi n°95-73 modifiée susvisée ;

VU la demande d'autorisation présentée par Mme Sabine FERREIRA, gérante de la SARL LOLASAB « CARREFOUR CONTACT », pour l'installation d'un système de vidéoprotection situé 31 rue Clemenceau, 54640 TUCQUEGNEUX ;

VU l'avis émis par la Commission Départementale de Vidéoprotection en sa séance du 6 février 2012 ;

SUR proposition de la Sous-Préfète, Directrice de Cabinet du préfet ;

**ARRETE**

**Article 1er :** Mme Sabine FERREIRA, gérante de la SARL LOLASAB « CARREFOUR CONTACT » est autorisée, pour une durée de cinq ans renouvelable, dans les conditions fixées au présent arrêté à mettre en œuvre à l'adresse sus-indiquée, un système de vidéoprotection conformément au dossier présenté, annexé à la demande enregistrée sous le numéro 20110572.

Le système considéré répond aux finalités prévues par la loi :

- Sécurité des personnes, Prévention des atteintes aux biens, Autres (FRAUDE).

Il ne devra pas être destiné à alimenter un fichier nominatif.

Le système sera conforme aux normes techniques fixées par la réglementation en vigueur.

**Article 2 :** Le public sera informé dans l'établissement cité à l'article 1er, par une signalétique appropriée :

- de manière claire, permanente et significative, à chaque point d'accès du public, de l'existence du système de vidéoprotection et de l'autorité ou de la personne responsable, notamment pour le droit d'accès aux images des conditions dans lesquelles il peut exercer son droit d'accès aux enregistrements.

- l'affichette mentionnera les références de la loi et du décret susvisés et les références du service et de la fonction du titulaire du droit d'accès ainsi que le numéro de téléphone auquel celui-ci sera joignable.

Le droit d'accès aux images pourra s'exercer auprès de Mme Sabine FERREIRA, gérante.

**Article 3 :** Hormis le cas d'une enquête de flagrant délit, d'une enquête préliminaire ou d'une information judiciaire, les enregistrements seront détruits dans un délai maximum de 14 jours.

**Article 4 :** Le titulaire de l'autorisation devra tenir un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au Parquet.

**Article 5 :** Le responsable de la mise en œuvre du système devra se porter garant des personnes susceptibles d'intervenir dans l'exploitation ou le visionnage des images, ainsi que dans la maintenance du système mis en place. Des consignes très précises sur la confidentialité des images captées ou/et enregistrées et des atteintes à la vie privée qu'elles peuvent éventuellement impliquer seront données à toutes les personnes concernées.

**Article 6 :** L'accès à la salle de visionnage, d'enregistrement et de traitement des images, devra être strictement interdit à toute personne n'y ayant pas une fonction précise ou qui n'aura pas été préalablement habilitée et autorisée par l'autorité responsable du système ou de son exploitation.

**Article 7 :** Le droit d'accès aux informations enregistrées est réglé par les dispositions des articles 10 et 10-1 de la loi du 21 janvier 1995 et les articles 14 et 15 du décret du 17 octobre 1996 modifiés susvisés.

**Article 8 :** Toute modification présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès des services préfectoraux (notamment changement d'activité dans les lieux protégés - changement dans la configuration des lieux - changement affectant la protection des images).

**Article 9 :** Sans préjudice des sanctions pénales applicables et après mise en demeure de l'intéressé, la présente autorisation pourra être retirée en cas de manquement aux dispositions des articles 10 et 10-1 de la loi du 21 janvier 1995 et de l'article 13 du décret du 17 octobre 1996 modifiés susvisés, et en cas de modification des conditions au vu desquelles elle a été délivrée.

Cette autorisation ne vaut qu'au regard de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 modifiée susvisée. Elle est délivrée sans préjudice d'autres procédures éventuellement applicables (code du travail, code civil, code pénal...).

**Article 10 :** La présente autorisation sera publiée au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Elle pourra faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif dans un délai de deux mois à compter de la date de sa notification à l'intéressé ou de sa publication au document précité.

**Article 11 :** La présente autorisation devra faire l'objet d'une demande de renouvellement dans un délai de quatre mois au moins avant l'échéance de la dite autorisation.

**Article 12 :** La Sous-Préfète, Directrice de Cabinet du préfet et le Commandant du Groupement Départemental de la Gendarmerie sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera notifié à Mme Sabine FERREIRA, gérante de la SARL LOLASAB « CARREFOUR CONTACT », et dont une copie sera transmise au Maire de TUCQUEGNIEUX ainsi qu'à Mme la Sous-Préfète de BRIEY.

Nancy, le 13 février 2012

Le Préfet,  
Pour le Préfet,  
La Sous-Préfète, Directrice de Cabinet,  
Magali DAVERTON

---

### *Service interministériel de défense et de protection civile*

#### **Arrêté N° 0040/2012/SIDPC du 10 février 2012 portant modification de l'agrément d'organisme pour la formation du personnel permanent de sécurité incendie des établissements recevant du public**

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le code de la construction et de l'habitation, et notamment les articles R. 122-17, R. 123-11 et R. 123-12, R. 123-31 ;

VU le code du travail, et notamment les articles L. 920-1 à L. 920-13 ;

VU le décret n° 97.1191 du 19 décembre 1997 pris pour l'application au ministère de l'intérieur du 1° de l'article 2 du décret n° 97.34 du 15 janvier 1997 relatif à la déconcentration des décisions administratives individuelles ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;

VU l'arrêté du 18 octobre 1977 modifié, portant règlement de sécurité pour la construction des immeubles de grande hauteur et leur protection contre les risques d'incendie et de panique, et notamment les articles GH 60, GH 62 et GH 63 ;

VU l'arrêté du 25 juin 1980 modifié portant approbation des dispositions générales du règlement de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public, et notamment les articles MS 46, MS 47 et MS 48 ;

VU l'arrêté du 2 mai 2005 et son arrêté modificatif du 30 décembre 2010 relatif aux missions, à l'emploi et à la qualification du personnel permanent des services de sécurité incendie des établissements recevant du public et des immeubles de grande hauteur ;

VU l'arrêté préfectoral du 16 décembre 2010 portant agrément du GRETA du Pays Haut à Jarny, organisme pour la formation du personnel permanent de sécurité incendie des établissements recevant du public ;

VU la demande de changement de dénomination du GRETA du Pays Haut à Jarny en GRETA Lorraine Nord à Metz du 31/01/2012 ;

#### **ARRETE**

**Article 1er :** Suite aux regroupements des GRETA du Pays Haut à Jarny, de Moselle Nord et de Metz, l'article 1er de l'arrêté préfectoral du 16 décembre 2010 portant agrément du GRETA du Pays Haut à Jarny, organisme pour la formation du personnel permanent de sécurité incendie des établissements recevant du public est modifié comme suit :

au lieu de :

GRETA du pays haut - Site de Jarny  
rue Albert 1er - BP.78 – 54802 JARNY cedex

lire :

GRETA LORRAINE NORD  
Lycée Robert Schuman  
4 rue Monseigneur Pelt  
57070 Metz

**Article 2 :** Les autres articles sont sans changement.

**Article 3 :** Le préfet de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Le Préfet,  
Pour le Préfet,  
La Sous-Préfète, Directrice de Cabinet,  
Magali DAVERTON

---

#### **Arrêté n° 2012/85/SIDPC du 17 février 2012 portant agrément de l'Association Secourir-Aider-Protéger**

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU la loi n° 2004-811 du 13 août 2004 de modernisation de la sécurité civile ;

VU le décret n° 2006-237 du 27 février 2006 relatif à la procédure d'agrément de sécurité civile ;

VU l'arrêté du 7 novembre 2006 fixant le référentiel national relatif aux dispositifs prévisionnels de secours portant agrément de sécurité civile pour l'association française de premiers secours ;

SUR proposition de la directrice de cabinet ;

#### **ARRETE**

**Article 1er :** L'association Secourir-Aider-Protéger de Meurthe-et-Moselle est agréée dans le département de Meurthe-et-Moselle, pour une durée de trois ans, pour participer aux missions de sécurité civile selon le type des missions définis ci-dessous :

A : Secours à personnes.

B : Actions de soutien aux populations sinistrées.

D : Dispositifs prévisionnels de secours.

**Article 2 :** L'association Secourir-Aider-Protéger de Meurthe-et-Moselle apporte dans le cadre de cet agrément de sécurité civile, son concours aux missions conduites par le service d'incendie et de secours dans les conditions fixées par le règlement opérationnel prévu à l'article L.1424-4 du code général des collectivités territoriales, à la demande du directeur des opérations de secours et sous l'autorité du commandant des opérations de secours.

**Article 3 :** L'agrément accordé par le présent arrêté peut être retiré en cas de non-respect d'une des conditions fixées par le décret n°2006-237 du 27 février 2006 susvisé.

**Article 4 :** L'association s'engage à signaler, sans délai, au préfet toute modification substantielle susceptible d'avoir des incidences significatives sur le plan de l'agrément de sécurité civile, pour lequel cet arrêté est pris.

**Article 5 :** La directrice de cabinet est chargée de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs du département.

Nancy, le 17 février 2012

Le Préfet,  
Pour le Préfet,  
La Sous-Préfète, Directrice de Cabinet,  
Magali DAVERTON

---

## DIRECTION DE L'ACTION LOCALE

### *Bureau du contrôle de légalité, de l'intercommunalité et du conseil aux collectivités*

#### **Arrêté du 9 février 2012 autorisant la communauté de communes du Grand Valmon à exercer la compétence « Mise en place d'un relais d'assistantes maternelles »**

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L5211-1 et suivants, et L5214-1 et suivants ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

VU l'arrêté préfectoral du 16 décembre 1996 autorisant la création de la communauté de communes du Grand Valmon ;

VU la délibération du conseil communautaire de la communauté de communes du Grand Valmon en date du 15 mars 2011, demandant l'exercice de la compétence « Relais assistantes maternelles » ;

VU les délibérations favorables des conseils municipaux des communes suivantes :

Autreville-sur-Moselle (14/04/2011), Bezaumont (18/04/2011), Sainte-Geneviève (19 avril 2011)

CONSIDÉRANT que l'absence de délibération au terme du délai de consultation vaut avis favorable ;

CONSIDÉRANT qu'à l'issue de la consultation des communes membres, effectuées en application des articles L 5211-17 et L5211-5 du code général des collectivités territoriales, la majorité qualifiée définie par ces articles est atteinte ;

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture ;

#### **ARRETE**

**Article 1er :** La communauté de communes du Grand Valmon est autorisée à exercer la compétence :

« Mise en place d'un relais d'assistantes maternelles :

Mise en œuvre, gestion et financement d'outils et de moyen permettant de faire fonctionner un relais d'assistantes maternelles ».

**Article 2 :** Les statuts de la communauté de communes, modifiés en conséquence, resteront annexés au présent arrêté.

**Article 3 :** Le secrétaire général de la préfecture et le président de la communauté de communes du Grand Valmon sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera adressée aux maires des communes concernées et à la directrice départementale des finances publiques et qui fera, en outre, l'objet d'une publication au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Nancy, le 9 février 2012

Le Préfet,  
Pour le Préfet et par délégation,  
Le Secrétaire Général,  
Jean-François RAFFY

*Les statuts annexés sont consultables en préfecture à la Direction de l'Action Locale - Bureau du contrôle de légalité, de l'intercommunalité et du conseil aux collectivités.*

---

### *Bureau des procédures environnementales*

#### **Arrêté interpréfectoral du 31 janvier 2012 portant refus de création d'une zone de développement de l'éolien sur le territoire des communes de Grimonviller, Aboncourt, Repel et Chef-Haut**

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

La Préfète des Vosges,

VU la loi n° 2000-108 du 10 février 2000 modifiée relative à la modernisation et au développement du service public de l'électricité, notamment son article 10-1, codifiée en partie dans le code de l'énergie,

VU la loi n° 2010-788 du 12 juillet 2010 portant engagement national pour l'environnement, codifiée dans le code de l'énergie

VU le décret du Président de la République du 22 juillet 2011 portant nomination de Monsieur Raphaël BARTOLT en qualité de préfet de Meurthe et Moselle ;

VU le décret du Président de la République du 29 septembre 2011 portant nomination de Madame Marcelle PIERROT en qualité de préfète des Vosges ;

VU la circulaire interministérielle du 19 juin 2006 relative à la création des zones de développement de l'éolien,

VU la proposition de création de zone de développement de l'éolien faite par la communauté de communes du pays de Colombey et du sud toulinois et les communes de Grimonviller, Aboncourt, Repel et Chef Haut du 30 mars 2010 et sa recevabilité du 6 mai 2010,

VU l'avis du conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques du 9 décembre 2010 pour le département de Meurthe et Moselle et du 14 décembre 2010 pour le département des Vosges,

VU l'avis de la commission départementale compétente en matière de nature, de paysages et de sites du 15 décembre 2010 pour le département des Vosges et du 16 décembre 2010 pour le département de Meurthe et Moselle,

VU l'absence d'avis formulés par les communes limitrophes lors de la consultation initiale du 1er juin 2010,

VU les avis des communes limitrophes de Biécourt du 12 novembre 2010 (défavorable), Totainville du 19 novembre 2010 (défavorable) et Férocourt du 25 novembre 2010 (favorable), lors de la consultation complémentaire du 29 octobre 2010,

VU les avis des établissements publics de coopération intercommunale limitrophes de la communauté de communes du Massif de Haye du 04 novembre 2010 (favorable), de la communauté de communes Moselle et Madon du 15 novembre 2010 (favorable) et de la communauté de communes du Toulinois du 22 novembre 2010 (favorable),



VU le rapport d'instruction de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Lorraine du 21 octobre 2011,  
 CONSIDÉRANT que le potentiel éolien, les possibilités de raccordement aux réseaux électriques ainsi que la possibilité pour les projets à venir de préserver la sécurité publique, la biodiversité et le patrimoine archéologique sont compatibles avec le développement de l'énergie éolienne dans la zone proposée,

CONSIDÉRANT que les impacts paysagers des futurs aérogénérateurs susceptibles d'être implantés dans le périmètre de la ZDE proposée, sont incompatibles avec le développement de l'énergie éolienne dans la zone proposée,

CONSIDÉRANT que le territoire présente des contraintes patrimoniales et paysagères fortes, notamment par la proximité (à moins de 10km) de monuments historiques protégés et de sites emblématiques, en particulier la colline de Sion et le site inscrit de Vandeléville,

CONSIDÉRANT que la zone concernée par le périmètre de ZDE est identifiée comme très sensible dans le schéma éolien de Meurthe et Moselle, que le territoire du Saintois, vierge de tout mitage industriel, dispose d'une qualité paysagère exceptionnelle et que l'arrivée massive d'installations à caractère industriel y porterait atteinte,

SUR proposition de MM. les secrétaires généraux des préfectures de Meurthe-et-Moselle et des Vosges,

#### ARRETEMENT

**Article 1er :** Le projet de zone de développement de l'éolien dont le tracé est annexé au présent arrêté est refusé.

**Article 2 :** Le présent arrêté sera affiché à la mairie de chaque commune dont tout ou partie du territoire est compris dans le périmètre de la proposition de zone de développement de l'éolien et des communes limitrophes à celles dont tout ou partie du territoire est compris dans le périmètre de la proposition de zone de développement de l'éolien pendant un mois à compter de la date de sa réception et prendra effet à compter de sa publication.

Il s'agit des communes suivantes :

Communes limitrophes à la ZDE :

- FECOCOURT (54), SAINT PRANCHER (88), BLEMERREY (88), PULNEY (54), BIECOURT (88), TOTAINVILLE (88), COURCELLES (54),  
 BEUVEZIN (54), MACONCOURT (88), OELLEVILLE (88)

Communes d'implantation :

- GRIMONVILLER (54), ABONCOURT (54), REPEL (88), CHEF HAUT (88)

**Article 3 :** Le secrétaire général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle, le secrétaire général de la Préfecture des Vosges, les sous préfets de Toul et Neufchâteau, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Lorraine, le directeur départemental des territoires de Meurthe-et-Moselle, le directeur départemental des territoires des Vosges et les maires des communes de Féocourt, Saint-Prancher, Blemerey, Pulney, Biecourt, Totainville, Courcelles, Beuvezin, Maconcourt, Oelleville, Grimonviller, Aboncourt, Repel et Chef Haut sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs des Préfectures de Meurthe-et-Moselle et des Vosges, et qui pourra faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Nancy dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

Nancy, le 31 janvier 2012  
 Le préfet de Meurthe-et-Moselle,  
 Raphaël BARTOLT

Épinal, le 31 janvier 2012  
 La préfète des Vosges,  
 Marcelle PIERROT

*L'annexe jointe au présent arrêté est consultable à la Préfecture, Direction de l'Action Locale - Bureau des procédures environnementales.*

#### **Arrêté du 3 février 2012 portant modification et renouvellement de la composition du comité local d'information et de concertation du site Titanobel de Moutiers**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le code de l'environnement et notamment ses articles L. 125-2- et L. 125-2-1, L. 515-8, D.125-29 à D.125-34 ;

VU le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;

VU l'arrêté préfectoral du 18 mai 2005 modifié portant création du Comité Local d'Information et de Concertation (CLIC) autour de l'établissement Titanite de Moutiers ;

VU l'arrêté préfectoral n° CLIC 2008-003 en date du 22 octobre 2008 portant renouvellement de la composition du CLIC autour de l'établissement Titanite de Moutiers ;

VU le récépissé 2008-660 du 29 janvier 2009 prenant acte du changement de dénomination sociale de l'exploitant qui porte le nom de Titanobel ;

CONSIDÉRANT que les membres du CLIC ont été nommés pour une période de 3 ans conformément aux dispositions de l'article D 125-30 VII du code de l'environnement et qu'il convient donc de procéder au renouvellement de la composition du CLIC ;

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture,

#### ARRETE

**Article 1er :** Dans l'arrêté préfectoral du 18 mai 2005 susvisé, les mots "Titanite" sont remplacés par les mots "Titanobel".

**Article 2 :** L'article 2 de l'arrêté préfectoral du 18 mai 2005 susvisé est modifié comme suit :

Le comité local d'information et de concertation est composé de 20 membres répartis en cinq collèges, comme indiqué ci-dessous :

Le collège « administration » comprend :

- le préfet ou son représentant,
- le chef du service interministériel de défense et de protection civile ou son représentant,
- le directeur du service départemental d'incendie et de secours ou son représentant,
- le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement, chargé de l'inspection des installations classées ou son représentant,
- le directeur départemental des territoires ou son représentant,
- le directeur régional des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi ou son représentant, en charge de l'inspection du travail.

Le collège « collectivités territoriales » comprend :

- M. Sébastien MANZI, conseiller municipal de Moutiers,
- M. Raymond ZAMPETTI, conseiller municipal de Auboué,
- Un représentant de la commune de Moineville, ou son suppléant, nommés sur proposition du conseil municipal,
- Un représentant de la commune de Valleroy, ou son suppléant, nommés sur proposition du conseil municipal,
- Un représentant de la communauté de communes du Pays de l'Orne, ou son suppléant, nommés sur proposition du conseil communautaire,
- M. Jean-Pierre MINELLA, conseiller général.

Le collège « exploitants » comprend :

- M. Jérôme COUPPEY, directeur régional de Titanobel, titulaire, ou Mme Aude ROGEMAN, ingénieur sécurité-environnement,
- M. Jean-Paul REYNAUD, directeur technique, ou Mlle Annelise WEYCKMANN, ingénieur sécurité-environnement.

Le collège « riverains et personnalités qualifiées » comprend :

*En qualité de riverains :*

- M. Jean-Claude CASSE, domicilié à Moutiers,

- M. Bernard ROOS, domicilié à Moutiers,  
- M. Patrick ZAWADKI, domicilié à Moineville ;  
*En qualité de personnalité qualifiée :*  
- M. Thierry VERDEL, école des mines de Nancy.  
Le collège « salariés » comprend :  
- M. Adrien QUENETTE, chef du dépôt,  
- M. Olivier MOREL, secrétaire du CHS/CT.

**Article 3 :** L'article 2 de l'arrêté préfectoral du 18 mai 2005 susvisé est complété comme suit :

Le directeur général de l'agence régionale de santé ou son représentant siège au comité mais n'appartient à aucun des cinq collèges visés précédemment et ne dispose pas de voix délibérative.

**Article 4 :** Le mandat des membres est de trois ans à compter de la signature du présent arrêté.

**Article 5 :** La liste des membres du comité est tenue à jour et mise en ligne sur le site internet de la DREAL Lorraine.

**Article 6 :** Publications -Délais et voies de recours :

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Nancy dans un délai de deux mois à compter de sa publication au recueil des actes administratifs de la préfecture.

**Article 7 :** Le secrétaire général de la préfecture et la sous-préfète de Briey sont chargés de l'exécution du présent arrêté dont copie sera adressée à chacun des membres du comité et qui sera inséré au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Nancy, le 3 février 2012

Pour le Préfet et par délégation,  
Le Secrétaire Général,  
Jean-François RAFFY

---

**Arrêté du 13 février 2012 portant déclaration d'utilité publique le projet d'acquisition par la mairie de Bulligny de l'immeuble, situé 36, rue Saint Vincent, en vue de permettre la création de logements sociaux et déclarant cessible l'immeuble concerné**

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le code de l'expropriation pour cause d'utilité publique, notamment les articles L.11-1 à L.11-6, L.11-8, L13-7 à L.13-10, R.11-1 à R.11-18 et R.19 à R.11-31 ;

VU le code général des collectivités territoriales, notamment les articles L2243-1 à L.2243-4 ;

VU le décret 2008-466 du 19 mai 2008 modifiant le décret n°55-1350 du 14 octobre 1955 pris pour l'application du décret n° 55-22 du 4 janvier 1955 portant réforme de la publicité foncière ;

VU le décret n°2010-146 du 16 février 2010, modifiant le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et les départements ;

VU le procès-verbal définitif du 8 mars 2007 du maire de Bulligny constatant l'état d'abandon manifeste de l'immeuble sis 36, rue Saint Vincent, cadastré section E1 n°1567 pour une contenance de 617 m2, ainsi que la délibération du conseil municipal de la commune de Bulligny du 30 mars 2007 déclarant l'immeuble en cause en état d'abandon manifeste et décidant d'engager la procédure d'expropriation pour cause d'utilité publique ;

VU les délibérations du conseil municipal de la commune de Bulligny en date du 29 février et 28 mars 2008, confiant à M. CADEL, architecte D.L.P.G, le soin de constituer le dossier d'expropriation et sollicitant du préfet l'ouverture de l'enquête préalable à la déclaration d'utilité publique et de l'enquête parcellaire ;

VU la délibération du conseil municipal de la commune de BULLIGNY du 29 octobre 2010 demandant l'ouverture de la procédure d'acquisition d'immeubles en état d'abandon manifeste par voie d'expropriation pour la création de logements sociaux ;

VU les estimations établies le 24 août 2010 et le 28 octobre 2011 par la direction générale des finances publiques, France Domaine évaluation-conseil, que la dernière estimation établit la valeur vénale du bien concerné à 19500 euros, augmentée le cas échéant d'une provision forfaitaire globale d'un montant de 2 000 € ;

VU les dossiers soumis à enquêtes publiques, préalable à la déclaration d'utilité publique et parcellaire, constitués conformément aux articles R11-3 et R.11-19 du code de l'expropriation pour cause d'utilité publique ;

VU les arrêtés préfectoraux du 7 septembre 2011 prescrivant l'ouverture, du 23 septembre 2011 au 27 octobre 2011 inclus, d'une enquête publique préalable à la déclaration d'utilité publique et d'une enquête parcellaire ;

VU les pièces justificatives de l'accomplissement des formalités de publicité desdites enquêtes ;

VU les résultats des enquêtes préalable à la déclaration d'utilité publique et parcellaire ;

VU le rapport et les avis favorables du 15 novembre 2011 du commissaire enquêteur ;

VU l'avis favorable du sous-préfet de Toul ;

CONSIDÉRANT que toutes les formalités réglementaires ont été accomplies ;

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

**ARRETE**

**Article 1er :** Le projet de création de logement sociaux nécessitant l'acquisition par voie d'expropriation d'un immeuble et de parcelles de terrain en état d'abandon manifeste, situé 36, rue Saint Vincent à BULLIGNY (54113), cadastré section E1 n°1567 pour une contenance de 617 m2, est déclaré d'utilité publique.

**Article 2 :** La commune de BULLIGNY est autorisée à acquérir l'immeuble visé à l'article 1 du présent arrêté, soit à l'amiable, soit par voie d'expropriation, dans les conditions fixées par les textes législatifs et réglementaires.

L'expropriation doit être accomplie dans un délai de cinq ans à compter de la date de publication du présent arrêté.

**Article 3 :** L'immeuble ainsi que les parcelles de terrain désignés sur l'état et le plan parcellaires annexés au présent arrêté, nécessaires à l'opération pour permettre la création de logements sociaux sur le territoire communal de BULLIGNY, sont déclarés immédiatement cessibles à la commune précitée.

La présente déclaration de cessibilité est valable pour une durée de six mois. A défaut de cession amiable, il sera procédé à l'acquisition par voie d'expropriation légale.

**Article 4 :** Le présent arrêté est affiché, dès réception, à la mairie de BULLIGNY, aux lieux habituels d'information du public, pendant la durée de deux mois. L'accomplissement de cette formalité sera constaté par la production d'un certificat d'affichage établi par le maire.

Il sera en outre publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle

**Article 5 :** Le présent arrêté est notifié par le maire de la commune de BULLIGNY en pli recommandé avec avis de réception, aux propriétaires, ou titulaires de droits réels immobiliers et autres intéressés.

**Article 6 :** Le présent arrêté fixe le montant de l'indemnité provisionnelle allouée aux propriétaires ou titulaires de droits réels immobiliers et autres intéressés à la somme de 21 500, 00 euros, comme mentionné à l'annexe 3 par délibération du 27 janvier 2012 du conseil municipal de la commune de BULLIGNY.

**Article 7 :** La date de prise de possession après paiement, ou en cas d'obstacle au paiement, après consignation de l'indemnité provisionnelle, pourra intervenir au plus tôt deux mois après la publication du présent arrêté

**Article 8 :** La présente décision peut faire l'objet, dans le délai de deux mois à compter de sa publication, d'un recours contentieux auprès du tribunal administratif de Nancy.

**Article 9 :** Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle, le sous-préfet de l'arrondissement de Toul, le maire de BULLIGNY, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont copie sera adressée à la présidente du tribunal administratif de Nancy.

Nancy, le 13 février 2012

Pour le Préfet et par délégation,  
Le Secrétaire Général,  
Jean-François RAFFY

*Les annexes (plan et état parcellaires, délibération du conseil municipal du 27/01/2012) sont consultables à la Préfecture, Direction de l'Action Locale - Bureau des procédures environnementales.*

---

**Arrêté du 21 février 2012 portant déclaration d'utilité publique du projet de réalisation de logements sociaux sur le territoire de la commune de Saint-Max, quartier Saint-Michel/Jéricho**

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le code de l'expropriation pour cause d'utilité publique, notamment les articles L.11-1 à L.11-8 et R.11-1 à R.11-14, R11-19 à R11-31 ;  
VU le décret 2008-466 du 19 mai 2008 modifiant le décret n°55-1350 du 14 octobre 1955 pris pour l'application du décret n° 55-22 du 4 janvier 1955 portant réforme de la publicité foncière ;  
VU le décret n°2010-146 du 16 février 2010, modifiant le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et les départements ;  
VU le projet d'acquisition des biens nécessaires à la création de logements sociaux sur le territoire de la commune de SAINT-MAX ;  
VU la délibération du conseil communautaire de la communauté urbaine du Grand Nancy en date du 28 janvier 2011 autorisant le président à signer la convention de veille active et de maîtrise foncière avec le directeur général de l'Etablissement Public Foncier de Lorraine (EPFL) relative au projet susvisé ;  
VU la dite convention, signée le 28 mars 2011, fixant les modalités d'acquisition des biens nécessaires à la réalisation du projet à l'EPFL, bénéficiaire de la demande de déclaration d'utilité publique ;  
VU les délibérations du bureau de l'EPFL en date du 23 février 2011 et du 5 octobre 2011 approuvant la décision de demander la déclaration d'utilité publique du projet de réalisation de logements sociaux nécessitant l'acquisition d'une maison à usage d'habitation cadastrée section AC n° 279 pour 04a84ca, et de solliciter l'ouverture de l'enquête parcellaire ;  
VU la lettre du 12 juillet 2011 du directeur général de l'Etablissement Public Foncier de Lorraine sollicitant du préfet de Meurthe-et-Moselle l'ouverture de l'enquête préalable à la déclaration d'utilité publique et de l'enquête parcellaire pour le projet visé ci-dessus ;  
VU le dossier établi par l'EPFL en vue de l'enquête préalable à la déclaration d'utilité publique ;  
VU l'arrêté préfectoral du 28 octobre 2011 prescrivant l'ouverture, du 24 novembre 2011 au 15 décembre 2011 inclus, d'une enquête préalable à la déclaration d'utilité publique ;  
VU les pièces justificatives de l'accomplissement des formalités de publicité de ladite enquête ;  
VU les résultats de l'enquête préalable à la déclaration d'utilité publique ;  
VU le rapport et l'avis favorable du 15 janvier 2012 du commissaire enquêteur ;  
CONSIDÉRANT que toutes les formalités réglementaires ont été accomplies ;  
SUR proposition du secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

**ARRETE**

**Article 1er :** Le projet de réalisation de logements sociaux nécessitant l'acquisition d'une maison à usage d'habitation par voie d'expropriation sur le territoire de la commune de SAINT-MAX, quartier Saint-Michel/Jéricho est déclaré d'utilité publique.

**Article 2 :** L'établissement public foncier de Lorraine (EPFL) est autorisé à acquérir la maison à usage d'habitation cadastrée section AC n° 279 nécessaire au projet, soit à l'amiable, soit par voie d'expropriation, dans les conditions fixées par les textes législatifs et réglementaires.

**Article 3 :** L'expropriation doit être accomplie dans un délai de cinq ans à compter de la date de publication du présent arrêté.

**Article 4 :** Le présent arrêté est affiché, dès sa réception, dans la commune de SAINT-MAX aux lieux habituels d'information du public, pendant un mois. L'accomplissement de cette formalité sera constaté par la production d'un certificat d'affichage établi par le maire. Il sera, en outre, publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

**Article 5 :** La présente décision peut faire l'objet, dans le délai de deux mois à compter de sa publication, d'un recours contentieux auprès du tribunal administratif de Nancy.

**Article 6 :** Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle, le maire de SAINT-MAX, le directeur général de l'Etablissement Public Foncier de Lorraine sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont copie sera adressée à :

- la présidente du tribunal administratif de Nancy ;
  - le président de la communauté urbaine du Grand Nancy ;
  - le directeur départemental des territoires de Meurthe-et-Moselle ;
  - M. Claude LEMOINE, commissaire enquêteur.
- Nancy, le 21 février 2012

Le Préfet,  
Pour le Préfet,  
Le Secrétaire Général,  
Jean-François RAFFY

---

**Arrêté de cessibilité du 21 février 2012 en vue de l'acquisition d'une maison d'habitation par voie d'expropriation dans le cadre du projet de réalisation de logements sociaux sur le territoire de la commune de Saint-Max, quartier Saint-Michel/Jéricho**

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le code de l'expropriation pour cause d'utilité publique, notamment les articles L.11-1, L.11-8, L.12-1 à L.12-6, L.13-1 à L.13-28, L.16-7 ainsi que les articles R.11-19 à R.11-31 ;  
VU le décret 2008-466 du 19 mai 2008 modifiant le décret n°55-1350 du 14 octobre 1955 pris pour l'application du décret n° 55-22 du 4 janvier 1955 portant réforme de la publicité foncière ;  
VU le décret n°2010-146 du 16 février 2010, modifiant le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et les départements ;  
VU le projet d'acquisition des biens nécessaires à la création de logements sociaux sur le territoire de la commune de SAINT-MAX ;  
VU la délibération du conseil communautaire de la communauté urbaine du Grand Nancy en date du 28 janvier 2011 autorisant le président à signer la convention de veille active et de maîtrise foncière avec le directeur général de l'Etablissement Public Foncier de Lorraine (EPFL) relative au projet susvisé ;  
VU la dite convention, signée le 28 mars 2011, fixant les modalités d'acquisition des biens nécessaires à la réalisation du projet à l'EPFL, bénéficiaire de la demande de déclaration d'utilité publique ;

VU les délibérations du bureau de l'EPFL en date du 23 février 2011 et du 5 octobre 2011 approuvant la décision de demander la déclaration d'utilité publique du projet de réalisation de logements sociaux nécessitant l'acquisition d'une maison à usage d'habitation cadastrée section AC n° 279 pour 04a84ca, et de solliciter l'ouverture de l'enquête parcellaire ;  
VU la lettre du 12 juillet 2011 du directeur général de l'Etablissement Public Foncier de Lorraine sollicitant du préfet de Meurthe-et-Moselle l'ouverture de l'enquête préalable à la déclaration d'utilité publique et de l'enquête parcellaire pour le projet visé ci-dessus ;  
VU le dossier établi par l'EPFL en vue de l'enquête parcellaire ;  
VU l'arrêté préfectoral du 28 octobre 2011 prescrivant l'ouverture, du 24 novembre 2011 au 15 décembre 2011 inclus, d'une enquête préalable à la déclaration d'utilité publique et d'une enquête parcellaire conjointe ;  
VU les pièces justificatives de l'accomplissement des formalités de publicité de ladite enquête ;  
VU les résultats de l'enquête parcellaire et l'avis favorable du 15 janvier 2012 du commissaire enquêteur ;  
VU l'arrêté préfectoral du 21 février 2012 déclarant l'opération d'utilité publique ;  
VU la demande du 3 février 2012 du directeur général de l'Etablissement public foncier de Lorraine sollicitant un arrêté de cessibilité ;  
CONSIDÉRANT que toutes les formalités réglementaires ont été accomplies ;  
CONSIDÉRANT la nécessité d'acquiescer la parcelle destinée à la réalisation de logements sociaux à SAINT-MAX, quartier Saint-Michel/Jéricho ;  
SUR proposition du secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

#### ARRETE

**Article 1er** : Les biens désignés sur l'état et le plan parcellaires annexés au présent arrêté, nécessaires pour la réalisation de logements sociaux sur le territoire de la commune de SAINT-MAX, sont déclarés immédiatement cessibles à l'Etablissement Public Foncier de Lorraine.

**Article 2** : La déclaration de cessibilité est valable pour une durée de six mois.

**Article 3** : A défaut de cession amiable, il sera procédé à l'acquisition par voie d'expropriation légale.

**Article 4** : Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et notifié par l'expropriant, en pli recommandé avec avis de réception, au propriétaire concerné.

**Article 5** : Le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours auprès du tribunal administratif de Nancy dans un délai de deux mois à compter de sa notification.

**Article 6** : Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle, le directeur général de l'Etablissement Public Foncier de Lorraine sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté dont copie sera adressée au maire de SAINT-MAX et au président de la communauté urbaine du Grand Nancy.  
Nancy, le 21 février 2012

Le Préfet,  
Pour le Préfet,  
Le Secrétaire Général,  
Jean-François RAFFY

### DIRECTION DE LA COORDINATION INTERMINISTERIELLE ET DES MOYENS

#### Bureau de l'interministérialité

#### Dossier N° 43-2011 - Demande de création d'un magasin de bricolage à Saint-Nicolas-de-Port - Commission départementale d'aménagement commercial - Arrêté modificatif du 10 février 2012

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le code de commerce ;  
VU le code de l'urbanisme ;  
VU la loi n° 2008-776 du 4 août 2008 de modernisation de l'économie, notamment son article 102 ;  
VU la loi n° 96-987 du 14 novembre 1996 relative à la mise en œuvre du pacte de relance pour la ville notamment l'article 28 ;  
VU les articles L 2122-17 et 2122-18 du code général des collectivités territoriales ;  
VU le décret n° 2008-1212 du 24 novembre 2008 relatif à l'aménagement commercial ;  
VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004, modifié par le décret n° 2010-146 du 16 février 2010 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;  
VU l'arrêté préfectoral du 18 janvier 2012 instituant la commission départementale d'équipement commercial ;  
VU l'arrêté préfectoral du 7 février 2012 fixant la composition de la CDAC pour l'examen du dossier déposé par la société « les portes de Saint Nicolas de Port » ;  
VU la demande d'autorisation présentée par la SCCV « les Portes de Saint-Nicolas » en qualité de promoteur, en vue de procéder à la création d'un magasin de bricolage de 4753 m², situé Route de Ville-en-Vermois à Saint-Nicolas-de-Port ;  
SUR proposition de M. le secrétaire général de la préfecture ;

#### ARRETE

**Article 1er** : La commission départementale d'aménagement commercial, appelée à statuer sur la demande visée ci-dessus, est modifiée comme suit :

##### 1. Élus locaux

A - le maire de la commune d'implantation

- M. le maire de Saint-Nicolas-de-Port ou son représentant

B - le président de l'établissement public de coopération intercommunale compétent en matière d'aménagement de l'espace et de développement

- M. le maire de Dombasle-sur-Meurthe

C - le maire de la commune la plus peuplée de l'arrondissement

- M. le maire de Nancy

D - le président du conseil général ou son représentant autre qu'un élu d'une commune visée au 1. du présent article

E - le président du syndicat mixte chargé du schéma de cohérence territoriale Sud Meurthe-et-Moselle ou son représentant autre qu'un élu d'une commune visée au 1. du présent article.

Le reste sans changement.

**Article 2** : Le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à chacun des membres de la commission et à la société « les portes de Saint Nicolas de Port », représentée par M. Pascal BAUDELET.

Nancy, le 10 février 2012

Pour le Préfet et par délégation,  
Le Sous-Préfet chargé de mission,  
Luc VILAIN

**Dossier N° 44-2011 - Demande de création d'un ensemble commercial à Saint-Nicolas-de-Port - Commission départementale d'aménagement commercial - Arrêté modificatif du 10 février 2012**

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le code de commerce ;  
VU le code de l'urbanisme ;  
VU la loi n° 2008-776 du 4 août 2008 de modernisation de l'économie, notamment son article 102 ;  
VU la loi n° 96-987 du 14 novembre 1996 relative à la mise en œuvre du pacte de relance pour la ville notamment l'article 28 ;  
VU les articles L 2122-17 et 2122-18 du code général des collectivités territoriales ;  
VU le décret n° 2008-1212 du 24 novembre 2008 relatif à l'aménagement commercial ;  
VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004, modifié par le décret n° 2010-146 du 16 février 2010 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;  
VU l'arrêté préfectoral du 18 janvier 2012 instituant la commission départementale d'équipement commercial ;  
VU l'arrêté préfectoral du 7 février 2012 fixant la composition de la CDAC pour l'examen du dossier déposé par les sociétés « les portes de Saint Nicolas de Port » et « Supermarchés Match » ;  
VU la demande d'autorisation présentée par la société SCCV « les Portes de Saint-Nicolas » en qualité de promoteur et par la société « Supermarchés Match » en qualité de future exploitante de l'hypermarché, en vue de procéder à la création d'un ensemble commercial de 15470 m², situé Route de Ville-en-Vermais à Saint-Nicolas-de-Port ;  
SUR proposition de M. le secrétaire général de la préfecture ;

**ARRETE**

**Article 1er** : La commission départementale d'aménagement commercial, appelée à statuer sur la demande visée ci-dessus, est modifiée comme suit :

1. Élus locaux

A - le maire de la commune d'implantation

- M. le maire de Saint-Nicolas-de-Port ou son représentant

B - le président de l'établissement public de coopération intercommunale compétent en matière d'aménagement de l'espace et de développement

- M. le maire de Dombasle-sur-Meurthe

C - le maire de la commune la plus peuplée de l'arrondissement

- M. le maire de Nancy

D - le président du conseil général ou son représentant autre qu'un élu d'une commune visée au 1. du présent article

E - le président du syndicat mixte chargé du schéma de cohérence territoriale Sud Meurthe-et-Moselle ou son représentant autre qu'un élu d'une commune visée au 1. du présent article.

Le reste sans changement.

**Article 2** : Le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à chacun des membres de la commission et à la société « les portes de Saint Nicolas de Port » et « Supermarchés Match », représentées par M. Pascal BAUDELET.

Nancy, le 10 février 2012

Pour le Préfet et par délégation,  
Le Sous-Préfet chargé de mission,  
Luc VILAIN

**Dossier N° 46-2012 - Demande de création d'un ensemble commercial à Lexy - Commission départementale d'aménagement commercial - Arrêté du 17 février 2012**

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le code de commerce ;  
VU le code de l'urbanisme ;  
VU la loi n° 2008-776 du 4 août 2008 de modernisation de l'économie, notamment son article 102 ;  
VU la loi n° 96-987 du 14 novembre 1996 relative à la mise en œuvre du pacte de relance pour la ville notamment l'article 28 ;  
VU les articles L 2122-17 et 2122-18 du code général des collectivités territoriales ;  
VU le décret n° 2008-1212 du 24 novembre 2008 relatif à l'aménagement commercial ;  
VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004, modifié par le décret n° 2010-146 du 16 février 2010 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;  
VU l'arrêté préfectoral du 18 janvier 2012 instituant la commission départementale d'aménagement commercial ;  
VU la demande d'autorisation présentée par la SCI Lexy en qualité de promoteur, en vue de procéder à la création d'un ensemble commercial de 22010 m², situé zone des Maragolles à Lexy ;  
SUR proposition de M. le secrétaire général de la préfecture ;

**ARRETE**

**Article 1er** : La commission départementale d'aménagement commercial, appelée à statuer sur les demandes visées ci-dessus, est composée comme suit :

1. Élus locaux

A - le maire de la commune d'implantation

- M. le maire de Lexy ou son représentant.

B - le président de l'établissement public de coopération intercommunale compétent en matière d'aménagement de l'espace et de développement

- M. le président de la communauté de communes de l'agglomération de Longwy.

C - le maire de la commune la plus peuplée de l'agglomération multicommunale à laquelle appartient la commune d'implantation

- M. le maire de Longwy ou son représentant.

D - le président du conseil général ou son représentant autre qu'un élu d'une commune visée au 1. du présent article

E - le président du syndicat mixte chargé du schéma de cohérence territoriale auquel adhère la commune d'implantation ou son représentant autre qu'un élu d'une commune visée au 1. du présent article

- SCOT Nord

2. Trois personnalités qualifiées en matière de consommation, de développement durable et d'aménagement du territoire du département de la Meurthe-et-Moselle

collège consommation

- Mme Edith BARBIER

collège développement durable

- M. Thierry WEILL

collège aménagement du territoire

- Mme Anne HECKER

3. Un élu et une personne qualifiée du département de la Moselle désignés au titre des articles L751-2 et R751-4 du code de commerce

- M. Jean-Luc PROBST du collège aménagement du territoire (57)

- M. le maire d'Aumetz

4. Un élu et une personne qualifiée du département de la Meuse désignés au titre des articles L751-2 et R751-4 du code de commerce

- Mme Nicole GENTET du collège consommation (55)

- M. le maire d'Arrancy-sur-Crusnes

**Article 2 :** Le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à chacun des membres de la commission et à la SCI Lexy.

Nancy, le 17 février 2012

Pour le Préfet et par délégation,  
Le Sous-Préfet chargé de mission,  
Luc VILAIN

---

**Dossier N° 47-2012 - Demande d'extension d'un ensemble commercial à Lunéville - Commission départementale d'aménagement commercial - Arrêté du 17 février 2012**

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le code de commerce ;

VU le code de l'urbanisme ;

VU la loi n° 2008-776 du 4 août 2008 de modernisation de l'économie, notamment son article 102 ;

VU la loi n° 96-987 du 14 novembre 1996 relative à la mise en œuvre du pacte de relance pour la ville notamment l'article 28 ;

VU les articles L 2122-17 et 2122-18 du code général des collectivités territoriales ;

VU le décret n° 2008-1212 du 24 novembre 2008 relatif à l'aménagement commercial ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004, modifié par le décret n° 2010-146 du 16 février 2010 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;

VU l'arrêté préfectoral du 18 janvier 2012 instituant la commission départementale d'aménagement commercial ;

VU la demande d'autorisation présentée par la SCI Presticib en qualité de propriétaire et futur propriétaire, en vue de procéder à une extension de 1429m² d'un ensemble commercial, 7 avenue de la Libération à Lunéville ;

SUR proposition de M. le secrétaire général de la préfecture ;

**A R R E T E**

**Article 1er :** La commission départementale d'aménagement commercial, appelée à statuer sur les demandes visées ci-dessus, est composée comme suit :

1. Élus locaux

A - le maire de la commune d'implantation

- M. le maire de Lunéville ou son représentant.

B - le président de l'établissement public de coopération intercommunale compétent en matière d'aménagement de l'espace et de développement

- M. le président de la communauté de communes du Lunévillois ou son représentant.

C - le maire de la commune la plus peuplée de l'arrondissement autre que la commune d'implantation

- M. le maire de Chanteheux ou son représentant.

D - le président du conseil général ou son représentant autre qu'un élu d'une commune visée au 1. du présent article

E - le président du syndicat mixte chargé du schéma de cohérence territoriale auquel adhère la commune d'implantation ou son représentant autre qu'un élu d'une commune visée au 1. du présent article

- SCOT Sud

2. Trois personnalités qualifiées en matière de consommation, de développement durable et d'aménagement du territoire du département de la Meurthe-et-Moselle

collège consommation

- Mme Edith BARBIER

collège développement durable

- M. Thierry WEILL

collège aménagement du territoire

- Mme Anne HECKER

**Article 2 :** Le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à chacun des membres de la commission et à la SCI Presticib.

Nancy, le 17 février 2012

Pour le Préfet et par délégation,  
Le Sous-Préfet chargé de mission,  
Luc VILAIN

---

**Extrait de décision de la commission départementale d'aménagement commercial de Meurthe-et-Moselle du 17 février 2012**

Réunie le 17 février 2012, la commission départementale d'aménagement commercial de Meurthe-et-Moselle a décidé d'accorder à la SNC LIDL l'autorisation de procéder à l'extension de l'ensemble commercial, avenue de Metz à Pont-a-Mousson, portant la surface totale à 893 m².

Le texte de la décision est affiché pendant un mois à la mairie de Pont-à-Mousson.

Nancy, le 20 février 2012

Pour le Préfet et par délégation,  
Le Sous-Préfet Chargé de Mission,  
Luc VILAIN

---

## SERVICES DECONCENTRES DE L'ETAT

DIRECTION REGIONALE DE L'ENVIRONNEMENT, DE L'AMENAGEMENT  
ET DU LOGEMENT DE LORRAINE

**Arrêté du 7 février 2012 N° 2012-DREAL-RMN-51 autorisant à déroger à l'interdiction de capture et d'enlèvement, de destruction et de perturbation intentionnelle de spécimens d'espèces animales protégées ainsi que de destruction, altération, dégradation d'aires de repos ou de sites de reproduction de spécimens d'espèces animales protégées**

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le livre IV du Code de l'Environnement, notamment ses articles L 411-1, L 411-2, L 415-1 à 5 et les articles R 411-1 à R 411-14 ;  
VU le décret n° 97-34 du 15 janvier 1997 et le décret n° 97-1204 du 19 décembre 1997 relatifs à la déconcentration des décisions administratives individuelles, notamment en matière de capture d'espèces animales protégées,  
VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;  
VU le décret n°2007-15 du 4 janvier 2007 relatif aux espèces animales non domestiques ainsi qu'aux espèces végétales non cultivées et modifiant le Code de l'Environnement ;  
VU le décret du 22 juillet 2011 nommant M. Raphaël BARTOLT, Préfet de Meurthe-et-Moselle ;  
VU l'arrêté interministériel du 19 février 2007 modifié fixant les conditions de demande et d'instruction des dérogations définies au 4° de l'article L. 411-2 du Code de l'Environnement portant sur des espèces de faune et de flore sauvages protégées ;  
VU l'arrêté du 23 avril 2007 fixant la liste des mammifères terrestres protégés sur l'ensemble du territoire et les modalités de leur protection ;  
VU l'arrêté du 23 avril 2007 fixant les listes des insectes protégés sur l'ensemble du territoire et les modalités de leur protection ;  
VU l'arrêté du 19 novembre 2007 fixant les listes des amphibiens et des reptiles protégés sur l'ensemble du territoire et les modalités de leur protection ;  
VU l'arrêté du 29 octobre 2009 fixant la liste des oiseaux protégés sur l'ensemble du territoire et les modalités de leur protection ;  
VU les demandes de dérogation au régime de protection des espèces formulées par les Conseils Généraux de la Moselle et de Meurthe-et-Moselle, accompagnées de leurs dossiers dans leur version de septembre 2011, déposées conjointement le 15 septembre 2011 en préfectures de la Moselle et de la Meurthe-et-Moselle et soumis à l'avis du président de la commission faune du Conseil National de Protection de la Nature le 14 octobre 2011 ;  
VU l'avis favorable sous conditions de la commission faune du Conseil National de Protection de la Nature n°11/715 du 05 décembre 2011 ;  
CONSIDERANT que le projet de création de l'infrastructure routière « liaison Belval vers autoroute A30 portant désenclavement du bassin de l'Alzette » a été déclaré d'utilité publique par arrêté conjoint des Préfets de la Moselle et de la Meurthe-et-Moselle en date du 6 juillet 2005 et prorogée en date du 19 février 2010 pour le département de la Moselle et du 1er juin 2010 pour le département de la Meurthe-et-Moselle ;  
CONSIDERANT que les objectifs ci-dessous de la liaison « Belval vers autoroute A30 portant désenclavement du bassin de l'Alzette » justifient la réalisation du projet au regard des dispositions de l'article L.411-2 alinéa 4.c du Code de l'Environnement : « dans l'intérêt de la santé et de la sécurité publiques ou pour d'autres raisons impératives d'intérêt public majeur, y compris de nature sociale ou économique, et pour des motifs qui comporteraient des conséquences bénéfiques primordiales pour l'environnement » :  
- Desserte des futures zones de développement de l'opération d'aménagement « Alzette-Belval » inscrite par décret n° 2011-414 du 18 avril 2011 parmi les opérations d'intérêt national mentionnées à l'article R.\* 121-4-1 du code de l'urbanisme ;  
- Inscription dans une démarche d'aménagement du territoire accompagnant le développement du site de Belval au Luxembourg et structurant le développement côté français tout en limitant la consommation des espaces agricoles et en valorisant un foncier dégradé ;  
Réponse à la saturation du réseau routier actuel et ainsi faciliter l'écoulement du trafic actuel des RD 26 (en Meurthe-et-Moselle) et RD 16 (en Moselle) vers le Luxembourg ;  
- Amélioration des liaisons entre le Pays Haut Lorrain et le site de Belval, Esch-sur-Alzette et, plus largement, le Luxembourg ;  
- Diffusion du trafic en direction des différents échangeurs de l'Autoroute A 30, en s'appuyant à la fois sur la présente opération et sur un réseau de routes départementales de bonne qualité capables de supporter ce trafic ;  
- Délestage des traversées d'agglomération d'Audun-le-Tiche, de Thil et de Villerupt d'une part importante du trafic de transit empruntant les RD 26 en Meurthe-et-Moselle et RD 16, RD 16a, RD16 b en Moselle, et ainsi diminuer pour les riverains l'inconfort, l'insécurité et les différentes nuisances comme la pollution et le bruit, et par conséquent amélioration de leur cadre de vie ;  
- Sécurité des usagers accrue notamment en ce qui concerne les piétons dans les centres ville.  
CONSIDERANT que le projet de liaison routière « liaison Belval vers autoroute A30 portant désenclavement du bassin de l'Alzette » est porté par deux maîtres d'ouvrage, à savoir le Conseil Général de Moselle et le Conseil Général de Meurthe-et-Moselle, et que ces deux maîtres d'ouvrage ont déposé conjointement des demandes de dérogation relatives aux espèces animales protégées pour ce projet, avec à l'appui une étude permettant d'évaluer globalement les impacts sur les espèces protégées ;  
CONSIDERANT que les demandes de dérogation au régime de protection des espèces formulées par les Conseils Généraux de la Moselle et de la Meurthe-et-Moselle portant sur des spécimens d'espèces protégées relatives à la création de l'infrastructure routière « liaison Belval vers autoroute A30 portant désenclavement du bassin de l'Alzette » à Tiercelet (54), Villerupt (54) et Thil (54) ont mis en évidence la présence d'espèces protégées d'oiseaux, de chiroptères, de mammifères, d'insectes, d'amphibiens et de reptiles sur le site du projet routier ;  
CONSIDERANT que le développement spontané de la biodiversité sur la friche industrielle et minière de Micheville a permis de qualifier cet espace pour un projet de Zone Naturelle d'Intérêt Ecologique Faunistique et Floristique (ZNIEFF) et que certains espaces de cette friche industrielle font partie des propositions d'Espaces Naturels Sensibles par les Conseils Généraux ;  
CONSIDERANT l'intérêt d'une restauration et d'une requalification dynamiques de cette friche, favorisant l'accès et l'éducation à la biodiversité ;  
Considérant qu'il n'existe pas de solution technique pertinente et satisfaisante permettant d'éviter la destruction des spécimens d'espèces animales et végétales protégées ainsi que des habitats concernés en raison de leur localisation géographique ;  
CONSIDERANT que les mesures de suppression, de réduction d'impact, de compensation et d'accompagnement présentées par le pétitionnaire dans les dossiers de demande de dérogation sont satisfaisantes pour permettre un maintien, dans un état de conservation favorable, de toutes ces espèces ;  
CONSIDERANT ainsi que les conditions d'octroi d'une dérogation à l'interdiction :  
- de capture et d'enlèvement, de destruction et de perturbation intentionnelle de spécimens d'espèces animales protégées citées au dossier,  
- de destruction, altération et dégradation de sites de reproduction et d'aires de repos des espèces protégées citées au dossier,  
se trouvent ici réunies ;  
SUR proposition du Directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement ;

## ARRETE

**Article 1er** : Identité des bénéficiaires

Les bénéficiaires de la dérogation sont :

1.1- Pour les dérogations mentionnées à l'article 2, le Conseil Général de la Moselle – 17 Quai Paul Wiltzer - 57036 METZ en la personne de Monsieur le Président du Conseil Général de la Moselle. Il est seul responsable du respect des dispositions correspondantes du présent arrêté.

Peuvent intervenir pour son compte, et sous sa responsabilité, les structures ci-dessous :

- Les entreprises mandatées par le Conseil Général de la Moselle pour la réalisation des travaux faisant l'objet de la demande de dérogation,
- Les sociétés concessionnaires de réseaux citées page 113 de la demande de dérogation, pour les seuls travaux rendus nécessaires par la réalisation de l'infrastructure routière,
- Les bureaux d'étude compétents en écologie mandatés par le Conseil Général de la Moselle pour les opérations de capture, déplacement et relâcher des spécimens, ainsi que les écologues et bénévoles d'associations naturalistes associés à la mise en œuvre de ces mesures, et toute autre structure missionnée sous le contrôle de l'assistant à maîtrise d'ouvrage.

1.2- Pour les dérogations mentionnées à l'article 5 du présent arrêté, le Conseil Général de la Meurthe-et-Moselle – 48, Esplanade Jacques Baudot – 54035 NANCY en la personne de Monsieur le Président du Conseil Général de la Meurthe-et-Moselle. Il est seul responsable du respect des dispositions correspondantes du présent arrêté.

Peuvent intervenir pour son compte, et sous sa responsabilité, les structures ci-dessous :

- Les entreprises mandatées par le Conseil Général de la Meurthe-et-Moselle pour la réalisation des travaux faisant l'objet de la demande de dérogation,
- Les bureaux d'étude compétents en écologie mandatés par le Conseil Général de la Meurthe-et-Moselle pour les opérations de capture, déplacement et relâcher des spécimens, ainsi que les écologues et bénévoles d'associations naturalistes associés à la mise en œuvre de ces mesures et toute autre structure missionnée sous le contrôle de l'assistant à maîtrise d'ouvrage.

#### Chapitre I : Dispositions applicables au Conseil Général de la Moselle

##### Article 2 : Localisation et nature des dérogations autorisées

Sur le territoire de la commune de Villerupt, au droit des emprises nécessaires à la création de l'infrastructure routière « liaison Belval vers autoroute A30 portant désenclavement du bassin de l'Alzette » telles qu'identifiées en annexe 1, le bénéficiaire défini à l'article 1.1 est autorisé, sous réserve du respect des modalités définies aux articles 3 à 4 et 8 à 12 du présent arrêté, à déroger aux interdictions suivantes :

- de capture, déplacement et relâcher des spécimens :
  - d'amphibiens : Crapaud calamite (*Epidalea calamita*), Crapaud commun (*Bufo bufo*), Alyte accoucheur (*Alytes obstetricans*), Pélodyte ponctué (*Pelodytes punctatus*), Triton palmé (*Lissotriton helveticus*) ;
  - de reptiles : Coronelle lisse (*Coronella austriaca*), Orvet fragile (*Anguis fragilis*), Lézard des souches (*Lacerta agilis*), Couleuvre à collier (*Natrix natrix*), Lézard des murailles (*Podarcis muralis*), Lézard vivipare (*Zootoca vivipara*).
- de destruction et de perturbation intentionnelle de spécimens :
  - d'amphibiens : Crapaud calamite (*Epidalea calamita*), Crapaud commun (*Bufo bufo*), Alyte accoucheur (*Alytes obstetricans*), Pélodyte ponctué (*Pelodytes punctatus*), Triton palmé (*Lissotriton helveticus*) ;
  - de reptiles : Coronelle lisse (*Coronella austriaca*), Orvet fragile (*Anguis fragilis*), Lézard des souches (*Lacerta agilis*), Couleuvre à collier (*Natrix natrix*), Lézard des murailles (*Podarcis muralis*), Lézard vivipare (*Zootoca vivipara*) ;
  - de chiroptères : Sérotine commune (*Eptesicus serotinus*), Vespertilion de Daubenton (*Myotis daubentoni*), Vespertilion à moustaches (*Myotis mystacinus*), Pipistrelle commune (*Pipistrellus pipistrellus*), Oreillard roux (*Plecotus auritus*) ;
  - de mammifères : Hérisson d'Europe (*Erinaceus europaeus*), Ecureuil roux (*Sciurus vulgaris*) ;
  - d'insectes : Cuivré des marais (*Lycaena dispar*), Azuré du serpolet (*Maculinea arion*) ;
  - d'oiseaux : Buse variable (*Buteo buteo*), Epervier d'Europe (*Accipiter nisus*), Autour des palombes (*Accipiter gentilis*), Milan noir (*Milvus migrans*), Faucon pèlerin (*Falco peregrinus*), Grèbe castagneux (*Tachybaptus ruficollis*), Héron cendré (*Ardea cinerea*), Petit Gravelot (*Charadrius dubius*), Faucon crécerelle (*Falco tinnunculus*), Coucou gris (*Cuculus canorus*), Chouette hulotte (*Strix aluco*), Hibou moyen-duc (*Asio otus*), Martinet noir (*Apus apus*), Torcol fourmilier (*Jynx torquilla*), Pic vert (*Picus viridis*), Pic noir (*Dryocopus martius*), Pic épeichette (*Dendrocopos minor*), Alouette lulu (*Lulula arborea*), Hirondelle rustique (*Hirundo rustica*), Hirondelle de fenêtre (*Delichon urbica*), Pipit des arbres (*Anthus trivialis*), Bergeronnette grise (*Motacilla alba*), Bergeronnette printanière (*Motacilla flava*), Troglodyte mignon (*Troglodytes troglodytes*), Accenteur mouchet (*Prunella modularis*), Rougegorge familier (*Erithacus rubecula*), Rossignol philomèle (*Luscinia megarhynchos*), Rougequeue noir (*Phoenicurus phoenicurus*), Rougequeue à front blanc (*Phoenicurus phoenicurus*), Locustelle tachetée (*Locustella naevia*), Rousserolle effarvée (*Acrocephalus scirpaceus*), Rousserolle verderolle (*Acrocephalus palustris*), Hypolaïs polyglotte (*Hypolaïs polyglotta*), Fauvette à tête noire (*Sylvia atricapilla*), Fauvette des jardins (*Sylvia borin*), Fauvette babillarde (*Sylvia curruca*), Fauvette grisette (*Sylvia communis*), Pouillot fitis (*Phylloscopus trochilus*), Pouillot véloce (*Phylloscopus collybita*), Roitelet huppé (*Regulus regulus*), Roitelet triple-bandeau (*Regulus ignicapillus*), Mésange à longue queue (*Aegithalos caudatus*), Mésange boréale (*Parus montanus*), Mésange bleue (*Parus caeruleus*), Mésange charbonnière (*Parus major*), Mésange nonnette (*Parus palustris*), Sittelle torchepot (*Sitta europaea*), Grimpereau des bois (*Certhia familiaris*), Grimpereau des jardins (*Certhia brachydactyla*), Pie-grièche écorcheur (*Lanius collurio*), Choucas des tours (*Corvus monedula*), Moineau domestique (*Passer domesticus*), Pinson des arbres (*Fringilla coelebs*), Serin cini (*Serinus serinus*), Verdier d'Europe (*Carduelis chloris*), Chardonneret élégant (*Carduelis carduelis*), Linotte mélodieuse (*Carduelis cannabina*), Bouvreuil pivoine (*Pyrrhula pyrrhula*), Bruant jaune (*Emberiza citrinella*), Bruant des roseaux (*Emberiza schoeniclus*).
- de destruction, altération et dégradation des aires de repos et des sites de reproduction :
  - d'amphibiens : Crapaud calamite (*Epidalea calamita*), Alyte accoucheur (*Alytes obstetricans*) ;
  - de reptiles : Coronelle lisse (*Coronella austriaca*), Couleuvre à collier (*Natrix natrix*) ;
  - d'insectes : Cuivré des marais (*Lycaena dispar*), Azuré du serpolet (*Maculinea arion*) ;
  - d'oiseaux : Petit Gravelot (*Charadrius dubius*), Alouette lulu (*Lulula arborea*), Rossignol philomèle (*Luscinia megarhynchos*), Rousserolle verderolle (*Acrocephalus palustris*), Mésange boréale (*Parus montanus*).

##### Article 3 : Conditions de la dérogation

La dérogation est délivrée sous réserve du respect des engagements et des mesures décrites par le titulaire dans son dossier de demande de dérogation relatif à la faune dans sa version de septembre 2011 (pages 259 à 294 et pages 313 à 333) déposée en Préfectures le 15 septembre 2011.

Ce dossier est consultable à la Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement Lorraine - Service Ressources et Milieux Naturels.

Le Conseil Général doit avertir les services de l'Etat (DREAL, DDT) du début des travaux et leur communiquer un planning.

D'éventuelles adaptations des conditions techniques de mise en œuvre de l'ensemble de ces mesures doivent être présentées au comité scientifique et technique de suivi prévu par l'article 4 ci-dessous et validées par les services de l'Etat.

La carte de synthèse des mesures est jointe en annexe 5.

##### 3.1- Mesures prises dans la conception du projet :

- 3.1.1- Utilisation de voiries existantes entre Villerupt et le giratoire du Moulin à Audun le tiche ;
- 3.1.2- Mise en valeur du délaissé SNCF entre le giratoire du Moulin et le crassier de Russange ;
- 3.1.3- Calage du projet routier au plus près du crassier des terres rouges entre le crassier de Russange et le raccordement sur le projet luxembourgeois ;
- 3.1.4- Modification du profil en long du tracé entre Villerupt et le giratoire du Moulin ;
- 3.1.5- Opérations nécessaires pour raidir les talus de remblai et les porter à 3 de base horizontale (3H) et 2 de hauteur verticale (2V) ;
- 3.1.6- Abandon du projet de comblement du fossé de la Beler à des fins agricoles en adaptant le profil en travers du projet sur environ 100 m. Le talus du remblai est remplacé par un mur souple avec habillage minéral ou végétal ;
- 3.1.7- Modification des emprises du rétablissement du chemin agricole desservant actuellement les parcelles situées sur Russange au nord de l'ancienne voie ferrée et à l'ouest du crassier des Terres rouges afin de limiter au maximum l'empiétement sur la haie arbustive en bordure de prairie ;



3.1.8- Intégration dans les emprises du projet de délaissés agricoles incluant des haies : Il s'agit en particulier des parcelles englobant une double haie qui est coupée en deux par l'infrastructure, et dont les deux extrémités sont comprises dans des parcelles qui font l'objet d'une maîtrise foncière. Renforcement du réseau de haies existantes par des plantations parallèlement à l'infrastructure au sein de ces parcelles, tout le long de la vallée de la Beler jusqu'à la trémie. En complément, chaque couloir est constitué par un double alignement, le premier côté infrastructure continu à 2/3 tiers de hauteur de la crête du remblai ou à la naissance du déblai et le second plutôt discontinu aux limites des emprises routières ou à 5 m de l'entrée en terre. Les haies sont constituées d'essences autochtones et concernent au moins 1 800 m pour les haies arborées et 1 000 m pour les haies arbustives ;

L'ensemble de ces mesures, hormis les plantations, doit être effectif au plus tard à la mise en service de la route. Les plantations doivent être réalisées au plus tard un an après la mise en service de la route.

3.2- Mise en place de dispositifs anti-collision :

3.2.1- Implantation de séparateurs latéraux en béton (GBA) de 80 cm de hauteur sur l'ensemble du linéaire compris entre le giratoire de la plateforme de Micheville au sud et le raccordement sur le projet luxembourgeois au nord (linéaire routier total d'environ 3900 m). Les séparateurs en béton sont soit équipés de cornières métalliques ou soit le moule d'extrusion est adapté pour créer une engravure à l'arrière de la GBA.

3.2.2- Implantation d'une clôture à gibier sur le tronçon compris entre le giratoire du Moulin à Audun-le-Tiche et l'extrémité nord du projet (linéaire d'environ de 2950 m). Celle-ci est enterrée dans sa partie inférieure et est disposée dans les remblais à un tiers de hauteur de la plateforme routière et à un tiers de la naissance du déblai ;

3.2.3- Adaptation de la clôture à gibier à maille progressive sur la zone du crassier de Russange, entre l'ancienne voie ferrée au nord et l'Alzette au sud (environ 400 m). Celle-ci est déviée comme précisé sur le schéma de la page 269 du dossier de demande de dérogation relatif à la faune.

L'ensemble de ces mesures doit être effectif au plus tard à la mise en service de la route.

3.3- Mise en place de dispositifs de franchissement :

3.3.1- Réalisation d'un passage inférieur (PI1) isostatique de 35 m de portée, qualifié de non courant, entre la rue Salvator Allende à Villerupt et la plateforme basse de Micheville. Ouverture utile de 27 m au moins entre le mur de front de la culée côté Villerupt et le mur de soutènement de la plateforme basse de Micheville ;

3.3.2- Réalisation d'un ouvrage hydraulique (OH2) permettant au projet de franchir l'Alzette en amont du giratoire du Moulin à Audun-le-Tiche, avec une ouverture minimale de 4,75 x 2,75 m de section intérieure. Le cadre est doté de 2 banquettes de 1 m de largeur chacune ;

3.3.3- Réalisation d'un ouvrage en palplanche avec dalles encastrées (OH3) permettant au projet de franchir l'Alzette en amont de la station d'épuration à Audun-le-Tiche (au minimum 7 m d'ouverture). Cet ouvrage est constitué de deux rideaux de palplanches sur lesquels est ancrée une dalle en béton armé. Les berges actuelles sont maintenues en l'état ;

3.3.4- Réalisation d'un ouvrage hydraulique (OH4) permettant le rétablissement de la Beler, avec une ouverture minimale de 3,75 x 3,00 m de section intérieure. Le cadre est doté de 2 banquettes de 1 m de largeur chacune ;

3.3.5- Réalisation d'un passage supérieur (PS1) de type trémie (50 m de longueur et 25 m de largeur utile pour le corridor) permettant le rétablissement du corridor biologique de dispersion joignant le plateau boisé d'Audun-le-Tiche et d'Esch-sur-Alzette. Les modalités techniques pour une insertion biologique optimale sont intégrées dans les dossiers de consultation des entreprises, et mis au point au stade projet, avec l'aide du bureau d'étude en environnement, chargé de l'assistance à maîtrise d'ouvrage. L'aménagement final de l'ouvrage et son suivi doivent être conformes aux recommandations des guides SETRA de 1995 et 2005 ;

3.3.6- Mise en place de dalots de dimensions minimales de 1 m x 0,60 m (section intérieure) espacés de 200 m maximum sur l'ensemble du projet non déjà couvert par un des ouvrages listés ci-dessus ;

3.3.7- Mise en place de dispositifs de guidage couplés à des systèmes de franchissement à destination des amphibiens (dalots rectangulaires minimum de 1 m x 0,60 m (section intérieure) tous les 30 m sur la zone du crassier de Russange, entre l'ancienne voie ferrée au nord et l'Alzette au sud, environ 400 m). Des murets assurent la liaison entre la glissière latérale et l'entonnement d'entrée ;

3.3.8- Mise en place d'une berge végétale avec dispositif d'échappatoire sur chacun des bassins de rétention ;

L'ensemble de ces mesures, hormis les plantations, doit être effectif au plus tard à la mise en service de la route. Les plantations doivent être réalisées au plus tard un an après la mise en service de la route.

3.4- Prise en compte de l'environnement dans le dossier d'appel d'offres :

Le dossier d'appel d'offres rédigé pour la mise en œuvre des travaux doit prendre en compte la préservation de la biodiversité conformément aux dossiers de demande de dérogation relatifs à la faune (pages 273 à 274) et à la flore (p.71 et 72). En particulier, les dossiers de dérogation ou au minimum leur synthèse (volet faune et flore) sont joints en annexe du dossier de consultation des entreprises (DCE).

3.5- Mesures de suppression et de réduction en phase travaux :

3.5.1- Interdiction d'accès et de dépôt d'engins et/ou de matériel sur les sites figurant sur l'annexe 5 : étangs des Sapinières et vallon du Didenstein (Rédange), ancienne carrière à ciel ouvert (Villerupt), pelouses et friches thermophiles le long de la voie existante (Villerupt et Rédange), crassier de Russange (Audun-le-Tiche/Russange), mare au nord de l'ancienne voie ferrée (« mare C » à Russange), vallée de la Beler (Russange). Sur ces sites, il est par ailleurs interdit d'emprunter ou de déposer des matériaux ;

3.5.2- Limitation de l'aire d'emprise du chantier : Les emprises du chantier sont contenues dans celles du projet routier. La circulation des engins de chantier se fait exclusivement dans l'emprise du chantier, excepté pour la création de mares à l'extérieur du chantier sur le crassier de Russange, pour la pose des bâches pour les amphibiens et les reptiles ainsi que pour le transfert des pieds d'*Cœnanthe* à feuilles de peucedan. Une reconnaissance et un balisage précis des pistes existantes et pouvant être empruntées est réalisée avant le début du chantier.

3.5.3- Mise en place d'une organisation du chantier optimisée pour la prise en compte de la biodiversité, notamment celles figurant page 274 du dossier relatif à la faune, et en particulier :

- Mise en place de réunions de chantier toutes les deux semaines consacrées aux enjeux environnementaux et dissociées des réunions de chantier techniques ;

- Mise en œuvre d'informations préalables de chaque entreprise devant intervenir sur le chantier portant sur la présentation et la définition des contraintes, enjeux et obligations environnementales ;

- Mise en place d'une mission d'assistance à maîtrise d'ouvrage afin de garantir la prise en compte des contraintes environnementales et de la sensibilité du site à la fois lors de la mise au point du DCE, la passation du contrat et son déroulement ;

3.5.4- Réalisation des opérations de défrichement et de débroussaillage en dehors des périodes de reproduction des oiseaux, soit après le 31 août et avant le 1er mars ;

3.5.5- Réalisation des opérations d'abattage d'arbres en dehors des périodes de reproduction et d'hibernation des chiroptères, soit après le 31 août et avant le 1er novembre dans les zones à enjeux chiroptères. Dans les autres zones, le Conseil Général mobilise une structure compétente pour vérifier la présence éventuelle de chiroptères arboricoles préalablement à tout abattage d'arbres et pour mettre en place, le cas échéant, des mesures nécessaires pour les protéger ;

3.5.6- Mise en place de mesures visant à empêcher la recolonisation de l'emprise par l'avifaune nicheuse : broyage des rémanents et nivellement de manière à rendre le terrain défavorable à l'installation d'espèces nicheuses au sol après défrichements ;

3.5.7- Adaptation du calendrier de travaux et sécurisation du chantier en faveur des amphibiens et des reptiles en respectant le protocole défini pages 275 et 276 du dossier relatif à la faune ;

3.5.8- Réalisation des transferts d'amphibiens et de reptiles par les personnes citées à l'article 1.1 ;

3.5.9- Mise en place d'un programme de lutte contre les espèces végétales invasives, conformément au descriptif figurant page 276 du dossier relatif à la faune et page 73 du dossier relatif à la flore ;

3.6- Mesures de suppression et de réduction vis-à-vis du fonctionnement des infrastructures :

3.6.1- Mise en place d'une gestion écologique (sans produits chimiques) des talus et autres délaissés routiers ;

3.6.2- Fauche tardive :

- Sur les bords de route, sur une largeur de 80 cm, fauche aux mois de mai et d'octobre ;

- Sur les talus et autres délaissés (giratoires, bassins), fauche unique au mois d'octobre ;

3.6.3- Mesure en faveur des rapaces et des chiroptères : mise en place de plantations le long de la route pour constituer des couloirs arborés dans le secteur de la vallée de la Beler et sur le passage supérieur (PS1) jusqu'à l'ouvrage hydraulique (OH3) permettant au projet de franchir l'Alzette près de la station d'épuration du SIVOM ;

3.6.4- Mesures de gestion en faveur des reptiles : appliquer les principes de gestion définis en 3.6.1 et 3.6.2, également sur les emprises des parcelles englobant les bassins de traitement situés le long des friches des voies ferrées à Audun-le-Tiche et en rive droite de la Beler à Russange ;

L'ensemble de ces mesures, hormis les plantations, doit être effectif au plus tard à la mise en service de la route. Les plantations doivent être réalisées au plus tard un an après la mise en service de la route.

3.7- Mesures foncières :

La maîtrise foncière se définit dans ce qui suit comme l'acquisition, la signature d'un bail emphytéotique ou la signature d'une convention de gestion pour une durée d'au moins 12 ans.

Les mesures de maîtrise foncière doivent être effectives au plus tard trois ans après la date de notification du présent arrêté.

3.7.1- Mise en place de mesures foncières dans deux secteurs principaux :

- la vallée de la Beler et le crassier de Russange : engagement de 17,61 ha

Les parcelles devant faire l'objet d'une maîtrise foncière sont portées en annexe 3 et se répartissent comme suit :

Zone	Surface (ha)
1	1,42
2	3,17
3	4,40
4	0,98
5	3,67
6	2,01
7	1,96
Total	17,61

Ces parcelles comprennent une mare accueillant la reproduction du Triton palmé (« mare C ») ainsi que des habitats terrestres périphériques (prairies de fauche, bosquet de saule cendré, caricaie, peupleraie), deux secteurs prairiaux favorables au Cuivré des Marais et autres espèces des milieux humides, un secteur d'habitats terrestres et un réseau de sites de reproduction pour les amphibiens au niveau du Crassier de Russange.

- le secteur concerné par le projet de ZNIEFF de Micheville « Anciennes mines à ciel ouvert et souterraines de Micheville » et ses abords : engagement de 50 ha en acquisition foncière concernant les abords de la route et ses dépendances dont une partie de la trace du corridor biologique au droit de la Boucle de Rédange. La carte des parcelles dont l'acquisition est prévue est présentée au comité scientifique et technique de suivi puis validée par les services de l'Etat.

3.7.2- Mise en place de conventions de fauche ou de pâturage (sur au moins 12 ans) dans les parcelles faisant l'objet d'une maîtrise foncière et à vocation agricole ;

3.7.3- Rédaction dans un délai de trois ans à compter de la date de notification du présent arrêté, d'un plan de gestion pour ce qui concerne les parcelles acquises en bordure de cours d'eau (mare, bassins, habitats hygrophiles), présenté au comité scientifique et technique de suivi et validé par les services de l'Etat. Mise en œuvre de ce plan jusqu'à la réalisation du futur programme de travaux de renaturation des zones humides et rivulaires du bassin versant de l'Alzette ;

3.8- Autres mesures de compensation ou d'accompagnement

3.8.1- Dépôt auprès du Préfet de Moselle, dans un délai de un an à compter de la date de notification du présent arrêté, d'un dossier en vue de la prise d'un Arrêté Préfectoral de Protection de Biotopie (APPB) sur le secteur d'habitats terrestres et le réseau de sites de reproduction pour les amphibiens du Crassier de Russange. Ce dossier est validé au préalable par la DREAL ;

3.8.2- Etablissement, sur le territoire couvert par cet APPB, dans un délai de deux ans à compter de la date de notification de l'APPB, d'un plan de gestion réalisé par un établissement compétent en matière de gestion des milieux naturels. Le plan de gestion doit être en adéquation avec la biologie des espèces ayant suscité la prise de l'APPB. Il est présenté au comité scientifique et technique de suivi et est validé par les services de l'Etat. Le plan de gestion a une durée minimale de 10 ans ;

3.8.3- Création de mares et de milieux humides (crassier de Russange) avant le début des travaux de la section n°2 du giratoire du moulin au Luxembourg : 2 mares de superficie d'environ 300 m<sup>2</sup> chacune sur le crassier de Russange entre la station d'épuration et la future route. Sur le crassier de Russange à l'ouest du projet routier, création d'un jardin de découverte de la biodiversité ponctué de 3 autres mares d'au moins 100 m<sup>2</sup> chacune et d'habitats terrestres favorables au Pélodyte ponctué et au Crapaud calamite. Les mares, mises en place sur un substrat relativement perméable, sont bâchées afin de rester en eau suffisamment longtemps pour y permettre la reproduction des amphibiens. Le substrat choisi reprend les préférences des amphibiens, soit un lit de graviers grossiers de diamètre supérieur à 30 mm. Aucun poisson, même d'ornement, ne doit être introduit dans ces mares. Mise en place en périphérie des mares d'amoncellements de pierres et de schistes cartons récupérés sur le crassier. Création de dépressions en périphérie de ces mares. Mise en place d'un sentier de découverte jalonné de panneaux explicatifs présentant les différentes espèces en présence et les actions menées pour leurs conservations. Intégration de ce jardin dans le plan de gestion prévu sur le territoire de l'APPB.

3.8.4- Gestion du délaissé situé sur la frange Nord des futurs bassins le long de la route d'accès à la station d'épuration afin de constituer un espace favorable aux reptiles et au Cuivré des marais : aménagement d'une zone humide dans la parcelle et mise en place de pierriers sur la périphérie de la parcelle ;

3.8.5- Reconstitution d'un habitat du lézard des murailles, en rive gauche de l'Alzette : intégration d'éléments creux dans le cadre de la construction de la culée en rive gauche de l'Alzette de l'ouvrage PI1 ;

3.8.6- Création et délimitation sur le terrain de 6 ha d'îlots de sénescence forestiers sur la friche de Micheville, sur le territoire de Rédange en particulier au sein de la ZNIEFF du Picberg et ses abords. Sur cette surface, toute exploitation forestière, sauf pour raisons de sécurité, est exclue pendant une durée de 30 ans ;

3.8.7- Intégration au réseau des « Espaces Naturels Sensibles » de la Moselle d'une partie du territoire couvert par le projet de ZNIEFF de Micheville « Anciennes mines à ciel ouvert et souterraines de Micheville » comprenant 50 ha acquis en application du point 3.7.1. Mise en place d'un suivi environnemental, d'un plan de gestion sur cet ENS et d'un comité de pilotage interdépartemental. Les services de l'Etat sont consultés sur le périmètre et le projet de plan de gestion qui prend en compte l'accès du public.

3.8.8- Intégration au réseau des « Espaces Naturels Sensibles » de la Moselle des secteurs du crassier de Russange (5,5 ha) et de la vallée de la Beler (10 ha). Mise en place d'un plan de gestion sur cet ENS sous la responsabilité du service « environnement » du Conseil Général de la Moselle. Ce plan de gestion doit être cohérent avec celui de l'APPB ;

Sauf précision contraire ci-dessus, le délai de mise en œuvre de ces mesures est la mise en service de la route. Les plantations doivent être réalisées au plus tard un an après la mise en service de la route.

**Article 4 : Modalités de suivi**

Le bénéficiaire défini à l'article 1.1 de la présente dérogation fait réaliser à ses frais :

## 4.1- La mise en place d'un comité scientifique et technique de suivi des travaux :

- Ce comité a pour objectif de créer un lieu de dialogue entre les maîtres d'ouvrage et d'autres acteurs sur la définition et l'exécution des mesures du présent arrêté, sur les adaptations éventuelles en chantier, sur le suivi technique à mettre en œuvre pour évaluer l'impact in fine du projet et sur l'efficacité des dispositions mises en œuvre. Les propositions de ce comité sont validées par les services de l'Etat.

- Le Conseil Général doit proposer un comité composé de personnes aptes à répondre aux objectifs ci-dessus. Sa constitution doit être validée par la DREAL.

- Il est également consulté pour l'élaboration des plans de gestion.

- Il est réuni au moins une fois par an pendant la durée du chantier et les dix années à compter de la mise en service de la route.

## 4.2- Une mission d'assistance à maîtrise d'ouvrage confiée à un bureau d'études spécialisé dans l'environnement tout au long du déroulement du projet, des études à la réalisation y compris pour l'évaluation de l'efficacité des mesures ;

## 4.3- Un suivi scientifique avant travaux :

- Dans les zones à forts enjeux pour les amphibiens et les reptiles, les travaux sont précédés par une phase d'observation des déplacements, de capture d'individus et de leur transfert, qui aura lieu de janvier à mai (pour les amphibiens) et d'avril à juillet (pour les reptiles), comme décrit page 279 du dossier relatif à la faune.

- Un bilan de ce suivi est présenté au comité scientifique et technique de suivi.

- Cette mission est coordonnée par le bureau d'étude spécialisé en environnement qui assure le rôle d'assistance à maître d'ouvrage dans ce domaine pour la durée de l'opération.

## 4.4- L'équipement des ouvrages selon les modalités suivantes :

- Les ouvrages destinés au franchissement de la biodiversité sont équipés d'un appareil photographique avec radar de déclenchement, appareil qui nécessite une protection renforcée et un passage toutes les 2 à 3 semaines pour récupérer les données et changer les batteries. La liste des ouvrages sur lesquels ce suivi est effectué (liste qui inclut les ouvrages PI1, OH2, OH3, OH4 et PS1) est présentée au comité scientifique et technique de suivi.

- Les équipements des ouvrages majeurs tels que PI1, OH2, OH3, OH4 et PS1 sont renforcés par l'installation d'un deuxième appareillage ;

- La trémie PS1 est équipée d'un anabat pour détecter les cheminement des chiroptères ;

- Un plan d'instrumentation et le protocole de suivi (y compris l'étalonnage) sont présentés au comité scientifique et technique de suivi.

- Chaque ouvrage fait l'objet d'un repérage en coordonnées Lambert 93 rattachées au projet routier. Une numérotation spécifique est définie en accord avec le gestionnaire de l'infrastructure et cette numérotation est consignée sur une plaquette d'identification à fixer sur les dispositifs de retenue.

Les mesures d'équipement des ouvrages doivent être effectives, si possible, dès la construction de chaque ouvrage, et au plus tard au moment de la mise en service de la route.

## 4.5- Un suivi scientifique de l'efficacité des mesures après mise en service chaque année et pendant dix ans :

- Ce suivi commence par l'évaluation des mesures mises en œuvre pendant les chantiers. Cela concerne l'exploitation du recueil des événements qui ont jalonné le déroulement de l'opération et qui ont été consignés dans le journal de chantier prévu à cet effet.

- Il intègre la réception des différentes mesures (suppression, réduction, compensation et accompagnement) prises pour la protection de la biodiversité et la constitution d'un état de référence à la fin des travaux.

- Le protocole de suivi, préalablement visé et éventuellement commenté par le comité scientifique et technique de suivi, est transmis pour approbation aux services de l'Etat. Il est décliné par espèce, cortèges d'espèces et enjeux associés,

Ce suivi fait l'objet d'un compte-rendu annuel transmis au comité scientifique et technique de suivi et aux services de l'Etat avant le 31 mars de chaque année.

4.6- Un bilan environnemental : le suivi post-travaux décrit au 4.5 a pour objet de déboucher sur un bilan environnemental sur l'évolution des habitats et des espèces, en fonction de la réalisation de l'aménagement. Ce bilan se fait en deux phases ; la première deux ans après la mise en service et la seconde cinq ans après la mise en service. Les opérations de suivi peuvent être reconduites si nécessaire après présentation au comité scientifique et technique de suivi, approbation par les services de l'Etat.

## Chapitre II : Dispositions applicables au Conseil Général de la Meurthe-et-Moselle

**Article 5 : Localisation et nature des dérogations autorisées**

Sur le territoire des communes de Tiercelet, Villerupt et Thil, au droit des emprises nécessaires à la création de l'infrastructure routière « liaison Belval vers autoroute A30 portant désenclavement du bassin de l'Alzette » telles qu'identifiées en annexe 2, le bénéficiaire défini à l'article 1.2 est autorisé, sous réserve du respect des modalités définies aux articles 5 et suivants du présent arrêté, à déroger aux interdictions suivantes :

- de capture, déplacement et relâcher des spécimens :

- d'amphibiens : Crapaud calamite (*Epidalea calamita*), Crapaud commun (*Bufo bufo*) ;

- de reptiles : Orvet fragile (*Anguis fragilis*), Lézard des souches (*Lacerta agilis*), Couleuvre à collier (*Natrix natrix*), Lézard des murailles (*Podarcis muralis*), Lézard vivipare (*Zootoca vivipara*).

- de destruction et de perturbation intentionnelle de spécimens :

- d'amphibiens : Crapaud calamite (*Epidalea calamita*), Crapaud commun (*Bufo bufo*), Alyte accoucheur (*Alytes obstetricans*) ;

- de reptiles : Orvet fragile (*Anguis fragilis*), Lézard des souches (*Lacerta agilis*), Couleuvre à collier (*Natrix natrix*), Lézard des murailles (*Podarcis muralis*), Lézard vivipare (*Zootoca vivipara*) ;

- de chiroptères : Serotine commune (*Eptesicus serotinus*), Grand Murin (*Myotis myotis*), Vespertilion de Bechstein (*Myotis bechsteini*), Vespertilion de Daubenton (*Myotis daubentonii*), Vespertilion à moustaches (*Myotis mystacinus*), Vespertilion de Natterer (*Myotis nattereri*), Vespertilion à oreilles échancrées (*Myotis emarginatus*), Grand Rhinolophe (*Rhinolophus ferrumequinum*), Pipistrelle commune (*Pipistrellus pipistrellus*), Oreillard roux (*Plecotus auritus*) ;

- de mammifères : Hérisson d'Europe (*Erinaceus europaeus*), Ecureuil roux (*Sciurus vulgaris*), Chat forestier (*Felis sylvestris*) ;

- d'insectes : Damier de la succise (*Euphydryas aurinia*), Cuivré des marais (*Lycaena dispar*), Azuré du serpolet (*Maculinea arion*) ;

- d'oiseaux : Héron cendré (*Ardea cinerea*), Buse variable (*Buteo buteo*), Epervier d'Europe (*Accipiter nisus*), Bondrée apivore (*Pernis apivorus*), Faucon pèlerin (*Falco peregrinus*), Faucon crécerelle (*Falco tinnunculus*), Coucou gris (*Cuculus canorus*), Grand-duc d'Europe (*Bubo bubo*), Chouette hulotte (*Strix aluco*), Hibou moyen-duc (*Asio otus*), Martinet noir (*Apus apus*), Pic vert (*Picus viridis*), Pic noir (*Dryocopus martius*), Pic mar (*Dendrocopos medius*), Alouette lulu (*Lulus arborea*), Hirondelle rustique (*Hirundo rustica*), Hirondelle de fenêtre (*Delichon urbica*), Pipit des arbres (*Anthus trivialis*), Bergeronnette grise (*Motacilla alba*), Bergeronnette printanière (*Motacilla flava*), Troglodyte mignon (*Troglodytes troglodytes*), Accenteur mouchet (*Prunella modularis*), Rougegorge familier (*Erithacus rubecula*), Rossignol philomèle (*Luscinia megarhynchos*), Rougequeue noir (*Phoenicurus ochruros*), Rougequeue à front blanc (*Phoenicurus phoenicurus*), Locustelle tachetée (*Locustella naevia*), Hypolaïs polyglotte (*Hippolais polyglotta*), Fauvette à tête noire (*Sylvia atricapilla*), Fauvette des jardins (*Sylvia borin*), Fauvette babillarde (*Sylvia curruca*), Fauvette grisette (*Sylvia communis*), Pouillot fitis (*Phylloscopus trochilus*), Pouillot véloce (*Phylloscopus collybita*), Roitelet huppé (*Regulus regulus*), Roitelet triple-bandeau (*Regulus ignicapillus*), Mésange à longue queue (*Aegithalos caedatus*), Mésange boréale (*Parus montanus*), Mésange bleue (*Parus caeruleus*), Mésange charbonnière (*Parus major*), Mésange noire (*Parus ater*), Mésange huppée (*Parus cristatus*), Mésange nonnette (*Parus palustris*), Sittelle torchepot (*Sitta europaea*), Grimpereau des bois (*Certhia familiaris*), Grimpereau des jardins (*Certhia brachydactyla*), Pie-grièche écorcheur (*Lanius collurio*), Choucas des tours (*Corvus monedula*), Moineau domestique (*Passer domesticus*), Pinson des arbres (*Fringilla coelebs*), Serin cini (*Serinus serinus*), Verdier d'Europe (*Carduelis chloris*), Chardonneret élégant (*Carduelis carduelis*), Linotte mélodieuse (*Carduelis cannabina*), Bouvreuil pivoine (*Pyrrhula pyrrhula*), Grosbec casse-noyaux (*Coccothraustes coccothraustes*), Bruant jaune (*Emberiza citrinella*).

- de destruction, altération et dégradation des aires de repos et des sites de reproduction de l'Azuré du serpolet (*Maculinea arion*).

**Article 6 : Conditions de la dérogation**

La dérogation est délivrée sous réserve du respect des engagements et des mesures décrites par le titulaire dans son dossier de demande de dérogation relatif à la faune dans sa version de septembre 2011 (pages 259 à 294 et pages 313 à 333) déposée en Préfectures le 15 septembre 2011.

Ce dossier est consultable à la Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement Lorraine au Service Ressources et Milieux Naturels.

Le Conseil Général doit avertir les services de l'Etat (DREAL, DDT) du début des travaux et leur communiquer un planning.

D'éventuelles adaptations des conditions techniques de mise en œuvre de l'ensemble de ces mesures doivent être présentées au comité scientifique et technique de suivi prévu par l'article 7 ci-dessous et validées par les services de l'Etat.

Une carte de synthèse des mesures est jointe en annexe 6.

**6.1- Mesures prises dans la conception du projet :**

6.1.1- Calage du tracé de la quasi-totalité du projet sur le chemin existant, notamment entre la route descendant vers Villerupt et la future voie d'accès à l'aérodrome (ripage de 8 m en axe) ;

6.1.2- Dimensionnement des bassins de traitement des eaux de la plate-forme routière pour une période de retour de pluie de 10 ans ;

6.1.3- Abandon du projet de réalisation d'un chemin piétonnier de 3 m de large des étangs des Sapinières jusqu'à l'accès à l'aérodrome ;

6.1.4- Limitation de l'accès à la friche de Micheville : une fois le projet réalisé, les accès principaux par le chemin menant à l'aérodrome et le chemin descendant des étangs des Sapinières sont supprimés. L'accès à l'aérodrome se fait directement par la nouvelle voie.

L'ensemble de ces mesures doit être effectif au plus tard à la mise en service de la route.

**6.2- Mise en place de dispositifs anti-collision (linéaire environ 4 000 m) entre la zone des étangs des Sapinières et le bas de la friche de Micheville au niveau du giratoire de raccordement avec le projet sous maîtrise d'ouvrage mosellan :**

6.2.1- Implantation de séparateurs latéraux en béton (GBA) de 80 cm de hauteur en bord d'accotement, sur les talus en déblais, et réalisation des caniveaux d'assainissement routier à l'intérieur de cette emprise (caniveaux à fente) ;

6.2.2- Implantation d'un muret en L, sur les talus en remblais, équipé d'une cornière ;

L'ensemble de ces mesures doit être effectif au plus tard à la mise en service de la route.

**6.3- Mise en place de dispositifs de franchissement :**

6.3.1- Mise en place de dalots de dimensions minimales de 1 m x 0,70 m (section intérieure) tous les 300 m entre les étangs des Sapinières et le bas de la friche de Micheville ;

6.3.2- Mise en place de dispositifs de guidage couplés à des systèmes de franchissement à destination des amphibiens (dalots de 0,40 x 0,40 m (section intérieure) tous les 30 m entre les étangs des Sapinières à l'ouest jusqu'au sud du dernier virage au sud de Rédange – environ 1 800 m ; dalots de 0,40 x 0,40 m (section intérieure) tous les 30 m sur la zone située sur la friche de Micheville entre l'ancienne carrière côté ouest et la fin du plateau côté est – environ 1 200 m) ;

6.3.3- Mise en place de caillebotis au niveau des rétablissements d'accès routier sur la nouvelle voie (accès aéroport et route de Rédange). Ces dispositifs sont reliés aux caniveaux de collecte.

L'ensemble de ces mesures doit être effectif au plus tard à la mise en service de la route.

**6.4- Prise en compte de l'environnement dans le dossier d'appel d'offres :**

Le dossier d'appel d'offres rédigé pour la mise en œuvre des travaux doit prendre en compte la préservation de la biodiversité conformément au dossier de demande de dérogation (pages 273 à 274). En particulier, les dossiers de dérogation ou leur synthèse (volet faune et flore) sont joints en annexe du dossier de consultation des entreprises (DCE).

**6.5- Mesures de suppression et de réduction en phase travaux :**

6.5.1- Interdiction d'accès et de dépôt d'engins et/ou de matériel sur les sites figurant sur l'annexe 6 : étangs des Sapinières et vallon du Didenstein (Rédange), ancienne carrière à ciel ouvert (Villerupt), pelouses et friches thermophiles le long de la voie existante (Villerupt et Rédange), crassier de Russange (Audun-le-Tiche/Russange), mare au nord de l'ancienne voie ferrée (« mare C » à Russange), vallée de la Beler (Russange). Sur ces sites, il est par ailleurs interdit d'emprunter ou de déposer des matériaux ;

6.5.2- Limitation de l'aire d'emprise du chantier : Les emprises du chantier sont contenues dans celles du projet routier. La circulation des engins de chantier se fait exclusivement dans l'emprise du chantier, excepté pour la création de mares, pour la pose des bâches pour les amphibiens et les reptiles ainsi que la restauration de pelouses calcaires à l'extérieur du chantier sur la friche de Micheville. Une reconnaissance et un balisage précis des pistes existantes et pouvant être empruntées, en particulier pour la création des mares, est réalisée avant le début du chantier.

6.5.3- Mise en place d'une organisation du chantier optimisée pour la prise en compte de la biodiversité, notamment celles figurant page 274 du dossier, et en particulier :

Mise en place de réunions de chantier toutes les deux semaines consacrées aux enjeux environnementaux et dissociées des réunions de chantier techniques ;

Mise en œuvre d'informations préalables de chaque entreprise devant intervenir sur le chantier portant sur la présentation et la définition des contraintes, enjeux et obligations environnementales ;

Mise en place d'une mission d'assistance à maîtrise d'ouvrage afin de garantir la prise en compte des contraintes environnementales et de la sensibilité du site à la fois lors de la mise au point du DCE, la passation du contrat et son déroulement ;

6.5.4- Réalisation des opérations de défrichement et de débroussaillage en dehors des périodes de reproduction des oiseaux, soit après le 31 août et avant le 1er mars ;

6.5.5- Réalisation des opérations d'abattage d'arbres en dehors des périodes de reproduction et d'hibernation des chiroptères, soit après le 31 août et avant le 1er novembre dans les zones à enjeux chiroptères. Dans les autres zones, le Conseil Général mobilise une structure compétente pour vérifier la présence éventuelle de chiroptères arboricoles préalablement à tout abattage d'arbres et pour mettre en place, le cas échéant, des mesures nécessaires pour les protéger ;

6.5.6- Mise en place de mesures visant à empêcher la recolonisation de l'emprise par l'avifaune nicheuse : broyage des rémanents et nivellement de manière à rendre le terrain défavorable à l'installation d'espèces nicheuses au sol après défrichements ;

6.5.7- Adaptation du calendrier de travaux et sécurisation du chantier en faveur des amphibiens et des reptiles en respectant le protocole défini pages 275 et 276 du dossier ;

6.5.8- Réalisation des transferts d'amphibiens et de reptiles par les personnes citées à l'article 1.2 ;

6.5.9- Mise en place d'un programme de lutte contre les espèces végétales invasives, conformément au descriptif figurant page 276 du dossier.

**6.6- Mesures de suppression et de réduction vis-à-vis du fonctionnement des infrastructures :**

6.6.1- Mise en place d'une gestion écologique (sans produits chimiques) des talus et autres délaissés routiers ;

**6.6.2- Fauche tardive :**

Sur les bords de route, sur une largeur de 80 cm, fauche aux mois de mai et d'octobre ;

Sur les talus et autres délaissés (giratoires, bassins), fauche unique au mois d'octobre ;

**6.6.3- Limitation de la vitesse :**

- à 50 km/h dans les virages accentués de la partie nord du tracé de la friche de Micheville ;

- à 70 km/h à hauteur des étangs des Sapinières et sur l'ensemble de la partie haute de la friche de Micheville ;

Mise en place de panneaux de signalisation de traversée de faune et mise en place d'un système d'avertissement électronique combinant un panneau « passage de gibier » et « limitation de la vitesse à 50km/h » au niveau des deux principaux virages ;

6.6.4- Préservation en bord de route sur certains secteurs d'une bande de résineux permettant un « effet de tremplin » (secteur indiqué en

annexe 6). Mise en place d'un programme paysager de plantation dans les talus sur remblai pour amplifier cet « effet de tremplin » au dessus de la voie. Ces plantations ne comportent aucune espèce non autochtone et ne sont pas effectuées dans les secteurs à enjeu pour les lépidoptères protégés.

L'ensemble de ces mesures doit être effectif au plus tard à la mise en service de la route. Les plantations doivent être réalisées au plus tard un an après la mise en service de la route.

#### 6.7- Mesures foncières :

Acquisition foncière d'une surface de 115 ha d'une partie du territoire couvert par le projet de ZNIEFF de Micheville « Anciennes mines à ciel ouvert et souterraines de Micheville ». Cette surface inclut les falaises, la mare, les milieux souterrains ainsi que les zones concernées par l'APPB en application du point 6.8.5.

Les mesures de maîtrise foncière doivent être effectives au plus tard trois ans après la date de notification du présent arrêté.

#### 6.8- Autres mesures de compensation ou d'accompagnement :

6.8.1- Création de 3 mares au sud ainsi que de 2 mares et d'un surcreusement de mare existante au nord, du tracé à proximité des ouvrages de franchissement au nord de la plateforme haute de Micheville, avant le début des travaux et en amont du mois de mars :

- Ces mares d'une superficie minimale de 300m<sup>2</sup> présentent des pentes douces menant à une zone plus profonde d'une soixantaine de centimètres. Elles doivent être bâchées (bâches de composition non toxique et compatible avec la présence de vie aquatique) et recouvertes d'un géotextile puis d'un substrat grossier (gravier de diamètre supérieur à 30 mm) sur une épaisseur de quinze centimètres. Elles doivent être entourées de barrières infranchissables afin d'y limiter le passage d'engins tout-terrain motorisés.

- Dispersion de pierres de petites dimensions en périphérie de ces mares et dans les zones de moindre profondeur. Mise en place de traverses de chemin de fer sur une couche de sédiment meuble de plusieurs centimètres.

- Mise en place d'une gestion rigoureuse de ces mares afin de permettre la conservation de leurs caractéristiques pionnières, notamment par un faucardage quinquennal des hélophytes et une gestion de la colonisation des hydrophytes envahissant la masse d'eau ;

6.8.2- Recréation de pelouses calcaires sur environ 3.2ha, conformément à la localisation en annexe 6 ;

6.8.3- Plantations de haies sur un linéaire d'au moins 950 m au niveau des zones de cultures le long de la nouvelle infrastructure routière au sud du croisement des Quatre Poteaux. Mise en place sur une seule largeur, le long de chaque voie de circulation et constituée d'essences locales favorables à l'avifaune ;

6.8.4- Reconstruction de mur en pierres sèches au niveau de la plateforme basse de Micheville (surface environ 150 m<sup>2</sup>) ;

6.8.5- Dépôt auprès du Préfet de Meurthe-et-Moselle, dans un délai de un an à compter de la date de notification du présent arrêté, d'un dossier en vue de la prise d'un Arrêté Préfectoral de Protection de Biotope (APPB) sur l'ancienne carrière à ciel ouvert de Micheville (incluant les falaises, la mare et les milieux souterrains). Ce dossier est validé au préalable par la DREAL ;

6.8.6- Etablissement, sur le territoire couvert par cet APPB, dans un délai de deux ans à compter de la date de notification de l'APPB, d'un plan de gestion. Le plan de gestion doit être en adéquation avec la biologie des espèces ayant suscité la prise de l'APPB. Il est présenté au comité scientifique et technique de suivi et validé par les services de l'Etat. Le plan de gestion a une durée minimale de 10 ans ;

6.8.7- Intégration au réseau des « Espaces Naturels Sensibles » de la Meurthe-et-Moselle d'une partie du territoire couvert par le projet de ZNIEFF de Micheville « Anciennes mines à ciel ouvert et souterraines de Micheville » (surface de 115 ha). Mise en place d'un suivi environnemental, d'un plan de gestion écologique sur cet ENS et d'un comité de pilotage interdépartemental. Les services de l'Etat sont consultés sur le périmètre et le projet de plan de gestion qui prend en compte l'accès du public.

Sauf précision contraire ci-dessus, le délai de mise en œuvre de ces mesures est la mise en service de la route. Les plantations doivent être réalisées au plus tard un an après la mise en service de la route.

#### Article 7 : Modalités de suivi

Le bénéficiaire défini à l'article 1.2 de la présente dérogation fait réaliser à ses frais :

##### 7.1- La mise en place d'un comité scientifique et technique de suivi des travaux :

- Ce comité a pour objectif de créer un lieu de dialogue entre les maîtres d'ouvrage et d'autres acteurs sur la définition et l'exécution des mesures du présent arrêté, sur les adaptations éventuelles en chantier, sur le suivi technique à mettre en œuvre pour évaluer l'impact in fine du projet et sur l'efficacité des dispositions mises en œuvre. Les propositions de ce comité sont validées par les services de l'Etat.

- Le Conseil Général doit proposer un comité composé de personnes aptes à répondre aux objectifs ci-dessus. Sa constitution doit être validée par la DREAL.

- Il est également consulté pour l'élaboration des plans de gestion.

- Il est réuni au moins une fois par an pendant la durée du chantier et les dix années à compter de la mise en service de la route.

##### 7.2- Une mission d'assistance à maîtrise d'ouvrage confiée à un bureau d'études spécialisé dans l'environnement tout au long du déroulement du projet, des études à la réalisation y compris pour l'évaluation de l'efficacité des mesures ;

##### 7.3- Un suivi scientifique avant travaux :

- Dans les zones à forts enjeux pour les amphibiens et les reptiles, les travaux sont précédés par une phase d'observation des déplacements, de capture d'individus et de leur transfert, qui aura lieu de janvier à mai (pour les amphibiens) et d'avril à juillet (pour les reptiles) , comme décrit page 279 du dossier relatif à la faune.

- Un bilan de ce suivi est présenté au comité scientifique et technique de suivi ;

- Cette mission est coordonnée par le bureau d'étude spécialisé en environnement qui assure le rôle d'assistance à maître d'ouvrage dans ce domaine pour la durée de l'opération.

##### 7.4- L'équipement des ouvrages selon les modalités suivantes :

- Les ouvrages destinés au franchissement de la biodiversité sont équipés d'un appareil photographique avec radar de déclenchement, appareil qui nécessite une protection renforcée et un passage toutes les 2 à 3 semaines pour récupérer les données et changer les batteries. La liste des ouvrages sur lesquels ce suivi est effectué est présentée au comité scientifique et technique de suivi.

- Un plan d'instrumentation et le protocole de suivi (y compris l'étalonnage) sont présentés au comité scientifique et technique de suivi.

- Chaque ouvrage fait l'objet d'un repérage en coordonnées Lambert 93 rattachées au projet routier. Une numérotation spécifique est définie en accord avec le gestionnaire de l'infrastructure et cette numérotation est consignée sur une plaquette d'identification à fixer sur les dispositifs de retenue.

Les mesures d'équipement des ouvrages doivent être effectives, si possible, dès la construction de chaque ouvrage, et au plus tard au moment de la mise en service de la route.

##### 7.5- Un suivi scientifique de l'efficacité des mesures après mise en service chaque année et pendant dix ans :

- Ce suivi commence par l'évaluation des mesures mises en œuvre pendant les chantiers. Cela concerne l'exploitation du recueil des événements qui ont jalonné le déroulement de l'opération et qui ont été consignés dans le journal de chantier prévu à cet effet.

- Il intègre la réception des différentes mesures (suppression, réduction, compensation et accompagnement) prises pour la protection de la biodiversité et la constitution d'un état de référence à la fin des travaux.

- Le protocole de suivi, préalablement visé et éventuellement commenté par le comité scientifique et technique de suivi, est transmis pour approbation aux services de l'Etat. Il est décliné par espèce, cortèges d'espèces et enjeux associés,

Ce suivi fait l'objet d'un compte-rendu annuel transmis au comité scientifique et technique de suivi et aux services de l'Etat avant le 31 mars de chaque année.

7.6- Un bilan environnemental : le suivi post-travaux décrit au 7.5 a pour objet de déboucher sur un bilan environnemental sur l'évolution des habitats et des espèces, en fonction de la réalisation de l'aménagement. Ce bilan se fait en deux phases ; la première deux ans après la mise en service et la seconde cinq ans après la mise en service. Les opérations de suivi peuvent être reconduites si nécessaire après présentation au comité scientifique et technique de suivi, approbation par les services de l'Etat.

7.7- Un suivi scientifique particulier du corridor biologique, au droit du Diedenstein et du Picberg, dès l'année 2012 avant le démarrage des travaux, et ce jusqu'à 10 ans après la mise en service de la route ;

- Un suivi scientifique de l'évolution des populations et espèces protégées sur le secteur en annexe 4 est mis en place. Ce suivi permet plus particulièrement de vérifier sur le terrain l'impact des mesures environnementales mises en œuvre, et en fonction des résultats, les aménagements complémentaires à mettre en œuvre.

- Les services de l'Etat doivent être associés à ce dispositif de suivi et les résultats des mesures et observations faites sur le terrain leur sont présentés.

- Les dispositifs suivants doivent être confiés à des spécialistes et mis en œuvre dès 2012, avant l'engagement des travaux :

- Suivi des amphibiens et des reptiles franchissant la boucle de Rédange grâce aux bâches mises en place de part et d'autre de l'emprise de la voie nouvelle avant travaux,

- Suivi spécifique des chiroptères,

- Suivi spécifique du franchissement par la petite et la grande faune. Ce suivi comprendra des observations de terrain et du piégeage photographique

- Suivi spécifique « papillons »

Les résultats de ces suivis sont présentés début 2013 aux services de l'Etat qui recueillent l'avis du CSRPN et du CNPN.

- Au vu des résultats et des avis émis, la mise en œuvre d'aménagements nécessaires et suffisants allant jusqu'à, si nécessaire, la réalisation de passages toute faune de grandes dimensions peut faire l'objet d'une prescription complémentaire. L'ensemble de ces aménagements complémentaires éventuels doit être mis en place et fonctionnel au plus tard 3 années après la mise en service de la route.

- Si des passages à faune supplémentaires sont créés comme indiqué ci-dessus, le dispositif de suivi est maintenu 10 ans après leur création, afin de vérifier l'efficacité de ces dispositifs de franchissement, par des opérations de comptage et de piégeage photographique. Ce type de suivi nécessite des équipements adaptés qui sont présentés au comité scientifique et technique de suivi puis validés par les services de l'Etat.

Chapitre III : Dispositions communes aux deux bénéficiaires

**Article 8 :** Durée de validité de la dérogation et échéances de réalisation des aménagements au titre des mesures compensatoires

La présente dérogation est valable à compter de la date de notification du présent arrêté et permet la réalisation des activités visées aux articles 2 et 5 jusqu'au 31 décembre 2015.

**Article 9 :** Mesures de contrôle

La mise en œuvre des dispositions définies aux articles 2 à 3 et 5 à 6 peut faire l'objet de contrôle par les agents chargés de constater les infractions mentionnées à l'article L.415-3 du code de l'environnement.

**Article 10 :** Sanctions

Le non-respect du présent arrêté est passible des sanctions définies à l'article L.415-3 du code de l'environnement.

**Article 11 :** Droits de recours et information des tiers

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours par le bénéficiaire, dans un délai de 2 mois à compter de sa notification, auprès du tribunal administratif de Nancy.

Soit :

- par le bénéficiaire, dans un délai de 2 mois à compter de sa notification,

- par les tiers, dans un délai de 2 mois à compter de la publication au recueil des actes administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle.

**Article 12 :** Exécution

Monsieur le Secrétaire Général de la préfecture de la Meurthe-et-Moselle et Monsieur le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement de Lorraine, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera :

- notifié à Monsieur le Président du Conseil Général de la Moselle ;

- notifié à Monsieur le Président du Conseil Général de la Meurthe-et-Moselle ;

- publié au Recueil des Actes Administratifs de Meurthe-et-Moselle ;

- dont copie sera adressée à :

- Monsieur la Sous-préfète de Briey,

- Monsieur le Directeur Départemental des Territoires de Meurthe-et-Moselle,

- Monsieur le Directeur de l'Agence de l'Eau Rhin Meuse,

- Monsieur le Délégué du service départemental de Meurthe-et-Moselle de l'Office Nationale de l'Eau et des Milieux Aquatiques,

- Monsieur le Directeur du service départemental de Meurthe-et-Moselle de l'Office National de la Chasse et de la Faune Sauvage,

- Madame le Ministre de l'Ecologie, du développement Durable, des Transports et du Logement, Direction générale de l'aménagement, du logement et de la nature, Direction de l'eau et de la biodiversité,

- Monsieur le Colonel commandant le groupement de gendarmerie de Meurthe-et-Moselle,

- Monsieur le Commissaire principal, Directeur de la sécurité publique,

- Monsieur le Président du Conseil Régional de Lorraine.

Nancy, le 7 février 2012

Le Préfet,

Raphaël BARTOLT

Les annexes de cet arrêté sont consultables à la DREAL - Service Ressources et milieux naturels - Division Gestion et valorisation des espèces et espaces patrimoniaux - Pôle Protection de la nature - 15 rue Claude Chappe à METZ.

## DIRECTION REGIONALE DES ENTREPRISES, DE LA CONCURRENCE, DE LA CONSOMMATION, DU TRAVAIL ET DE L'EMPLOI DE LORRAINE

**Arrêté du 3 février 2012 portant extension d'un avenant à la convention collective de travail concernant les exploitations horticoles et les pépinières du département de Meurthe-et-Moselle - IDCC 9542**

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le code du travail, notamment les articles L. 2261-26, R. 2231-1, D. 2261-6 et D. 2261-7 ;

VU l'arrêté du 04 juillet 1972 du ministre de l'alimentation, de l'agriculture et de la pêche portant extension de la convention collective de travail du 19 juin 1969 modifiée par ses avenants n°2 du 17/02/1970, n°3 du 27/01/1971 et n°4 du 12/05/1971 concernant les exploitations horticoles et pépinières du Département de Meurthe et Moselle ainsi que les arrêtés successifs portant extension des avenants à ladite convention ;

VU l'avenant n° 87 du 12 septembre 2011 dont les signataires demandent l'extension ;

VU l'avis d'extension publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe- et- Moselle paru le 20 janvier 2012 ;

VU l'avis des membres de la Commission nationale de la négociation collective (sous-commission agricole des conventions et accords) ;

VU l'accord donné conjointement par le ministre du travail, des relations sociales, de la famille, de la solidarité et de la ville et le ministre de l'alimentation, de l'agriculture et de la pêche ;

### ARRETE

**Article 1er :** Les clauses de l'avenant n° 87 du 12 septembre 2011 à la convention collective de travail du 19 juin 1969 concernant les

exploitations horticoles et pépinières du Département de Meurthe et Moselle sont rendues obligatoires pour tous les employeurs et tous les salariés compris dans le champ d'application professionnel et territorial de ladite convention [sous réserve de l'application des dispositions réglementaires relatives au salaire minimum de croissance].

**Article 2 :** L'extension des effets et sanctions de l'avenant visé à l'article premier est faite à dater de la publication du présent arrêté pour la durée restant à courir et aux conditions prévues par la convention collective précitée.

**Article 3 :** Le Secrétaire général de la Préfecture, le Directeur régional du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 3 février 2012

Pour le Préfet et par délégation,  
Le Secrétaire Général,  
Jean-François RAFFY

Avenant n° 87 du 12 septembre 2011 à la convention collective du travail du 19 juin 1969 concernant les exploitations horticoles et les pépinières du département de Meurthe-et-Moselle - IDCC 9542

Entre :

- Le Syndicat Horticole de Meurthe et Moselle,  
d'une part,

et :

- L'Union régionale des syndicats C.F.D.T.,  
- L'Union régionale des syndicats C.F.T.C.,  
- L'Union régionale des syndicats F.O.,  
- Le Syndicat National des Cadres d'Entreprises Agricoles C.F.E. – C.G.C.,  
- L'Union départementale des syndicats C.G.T.,  
d'autre part,

Il a été convenu ce qui suit:

**Article 1er :** A compter du 1er septembre 2011, les salaires des personnels d'exécution et d'encadrement sont fixés comme suit :

OUVRIERS (Article 12 de la Convention Collective)			
CLASSIFICATION	POSITIONS	Salaires horaires en euros	Salaires mensuels en Euros (pour 151,67 h)
Niveau I	– Echelon 1	9,00 €	1365,03 €
	– Echelon 2	9,16 €	1389,30 €
Niveau II	– Echelon 1	9,39 €	1424,18 €
	– Echelon 2	9,55 €	1448,45 €
Niveau III	– Echelon 1	9,92 €	1504,57 €
	– Echelon 2	10,05 €	1524,28 €
Niveau IV	– Echelon 1	10,46 €	1586,47 €
	– Echelon 2	10,52 €	1595,57 €

TECHNICIENS/ AGENTS DE MAITRISE et CADRES  
(Article 13 de la Convention collective)

La grille des salaires de 2010 reste inchangée.

CATEGORIES	Salaires horaires en Euros	Salaires Mensuels en Euros (151,67h)
TAM Niveau I – Echelon 1	(1)	
TAM Niveau I – Echelon 2	10,87 €	1648, 65 €
TAM Niveau II	12,10 €	1835,21 €
Cadres Niveau I	14,10 €	2138,55 €
Cadres Niveau II	17,68 €	2681,53 €

(1) le taux horaire pour les TAM Niveau 1 – Echelon 1 – créé en application de l'accord national sera doté d'un taux horaire, lors des prochaines négociations salariales (janvier 2012).  
(cf : avenant n° 86 du 31 mars 2011).

**Article 2 :** Les parties signataires demandent l'extension du présent avenant qui sera déposé à l'Unité Territoriale Meurthe et Moselle de la DIRECCTE LORRAINE en l'absence l'opposition après un délai de 15 jours à compter de la date de signature.

Laxou, le 12 septembre 2011

Suivent les signatures

SIGNATAIRES de l'AVENANT n° 87 du 12 septembre 2011 à la convention collective du travail du 19 juin 1969 concernant les exploitations horticoles et les pépinières du département de Meurthe et Moselle

Organisation patronale	Nom du signataire	Signature
Syndicat horticole de Meurthe et Moselle		
Organisations syndicales de salariés	Nom du signataire	Signature
Union Régionale du syndicat C.F.D.T.		
Union Régionale du syndicat C.F.T.C.		
Union Régionale du syndicat F.O		
Syndicat National des Cadres d'entreprises Agricoles CFE/CGC		
Union départementale du syndicat C.G.T.		

**UNITE TERRITORIALE DE MEURTHE-ET-MOSELLE**  
*Section centrale relations travail (S.C.R.T.)*

**Arrêté du 26 décembre 2011 accordant le statut de société coopérative de production à la SARL SOCIETE NOUVELLE SCHALLER à Fléville-dt-Nancy**

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU la loi n° 47-1775 du 10 septembre 1947 portant statut de la coopération,  
VU la loi n° 78-763 du 19 juillet 1978 portant statut des sociétés coopératives ouvrières de production et notamment son article 54,  
VU la loi n° 92-643 du 13 juillet 1992 relative à la modernisation des entreprises coopératives,  
VU le nouveau code des marchés publics et notamment l'article 54,  
VU l'article 38 de la loi du 13 juillet 1928 établissant un programme de construction d'habitations à bon marché et de logements,  
VU le décret n° 87-276 du 16 avril 1987 portant modification du décret n° 79-376 du 10 mai 1978 fixant les conditions d'établissement de la liste des sociétés coopératives ouvrières de production,  
VU le décret n° 93-1231 du 10 novembre 1993 relatif à la reconnaissance de la qualité de société coopérative ouvrière de production,  
VU le décret n° 97-34 du 15 janvier 1997 relatif à la déconcentration des décisions administratives individuelles,  
VU l'arrêté du 6 décembre 1967 portant règlement des marchés passés par les organismes de sécurité sociale du régime général et notamment son article 17,  
VU la demande reçue le 14 décembre 2011 à l'unité territoriale de Meurthe-et-Moselle, de Madame GREFF Myriel, gérante de la SARL SOCIETE NOUVELLE SCHALLER située 14 rue Flaubert 54710 FLEVILLE-DEVANT-NANCY,  
VU l'avis favorable en date du 12 décembre 2011 de la confédération générale des sociétés coopératives ouvrières de production,

**ARRETE**

**Article 1er :** La SARL SOCIETE NOUVELLE SCHALLER à FLEVILLE-DEVANT-NANCY visée ci-dessus est habilitée à prendre l'appellation de Société Coopérative de Production ou de Société Coopérative de Travailleurs ou à utiliser cette appellation ou les initiales « S.C.O.P » ainsi qu'à prétendre au bénéfice des dispositions prévues par les textes législatifs ou réglementaires relatifs aux Sociétés Coopératives de Production.

**Article 2 :** Cette même société pourra, en application des dispositions des articles 61 et 260 du code des marchés publics, prétendre au bénéfice des avantages prévus, d'une part, par les articles 62, 63, et 143 de ce code et, d'autre part, par les articles 261, 262 et 263 dudit code.

**Article 3 :** Elle pourra également bénéficier des dispositions :

- 1) de l'article 38 de la loi du 13 juillet 1928 établissant un programme de construction d'habitations à bon marché et de logements ;
- 2) des articles 18, 19, 20, 21, 76 et 90 de l'arrêté du 6 décembre 1967 portant règlement des marchés passés par les organismes de sécurité sociale du régime général.

**Article 4 :** L'habilitation accordée en vertu du présent arrêté à la société sus nommée est valable, sous réserve des dispositions des articles 2 et 4 du décret n° 93-1231 du 10 novembre 1993 relatif à la reconnaissance de la qualité de Société Coopérative Ouvrière de Production, à compter de la date d'inscription en tant que Société Coopérative Ouvrière de Production au registre du commerce, et jusqu'à radiation prononcée dans les conditions prévues par les articles 6 et 7 du même texte.

**Article 5 :** Le secrétaire général de la préfecture, le sous-préfet chargé de mission, le directeur régional adjoint de la DIRECCTE Lorraine, responsable de l'unité territoriale de Meurthe-et-Moselle, la directrice départementale de la protection des populations de Meurthe-et-Moselle, sont chargés chacun en ce qui le concerne, d'assurer l'exécution du présent arrêté qui sera inséré au recueil des actes administratifs de la préfecture et notifié au demandeur.

Nancy, le 26 décembre 2011

Le Préfet,  
Raphaël BARTOLT

*Voies de recours : le présent arrêté peut faire l'objet dans les deux mois de sa notification d'un recours hiérarchique devant Monsieur le Ministre du travail, de l'emploi et de la santé (127 rue de Grenelle – 75007 PARIS), et dans le même délai, d'un recours contentieux devant le tribunal administratif (5 place Carrière – 54000 NANCY).*

**AGENCE REGIONALE DE SANTE DE LORRAINE**

**SECRETARIAT DE L'OFFRE DE SANTE, DE L'AUTONOMIE ET DE L'ANIMATION TERRITORIALE**  
*Etablissements de santé*

**Arrêté n° 2012-143 en date du 13 février 2012 fixant la composition nominative du conseil de surveillance du Centre Hospitalier Intercommunal 3H Santé de Cirey-sur-Vezouze - Département de la Meurthe-et-Moselle**

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU la loi n° 2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires ;  
VU le code de la santé publique, notamment ses articles L. 6143-5, L. 6143-6, R. 6143-1 à R. 6143-4 et R. 6143-12 ;  
VU le décret n° 2010-336 du 31 mars 2010 portant création des agences régionales de santé ;  
VU le décret n° 2010-361 du 8 avril 2010 relatif aux conseils de surveillance des établissements publics de santé ;  
VU l'arrêté n°319/2010 du 25 octobre 2010 fixant la composition nominative du conseil de surveillance de 3H Santé ;  
CONSIDÉRANT l'élection de Madame Martine KLEIN, en date du 1er décembre 2011, en qualité de représentante de la Commission de Soins Infirmiers, de Rééducation et Médico-techniques ;

**ARRETE**

**Article 1er :** Le conseil de surveillance du Centre Hospitalier Intercommunal 3H Santé, 62 rue Poincaré – 54480 Cirey-Sur-Vezouze, établissement public de santé de ressort intercommunal est composé des membres ci-après :

I - Sont membres du conseil de surveillance avec voix délibérative :

1° en qualité de représentant des collectivités territoriales

- Monsieur Jean-Pierre LATZER, représentant de la commune de Cirey Sur Vezouze ;

- Monsieur Jean-Marc VILLA, représentant de la commune de Blâmont ;

- Monsieur Jean-Paul MARTIN, représentant de la Communauté de commune de la Vezouze et Monsieur René ACREMENT, représentant de la Communauté de commune de la Haute-Vezouze ;

- Madame Josiane TALLOTTE, représentante du conseil général du département de la Meurthe-et-Moselle ;

2° en qualité de représentant du personnel médical et non médical

- Madame Martine KLEIN, représentante de la commission de soins infirmiers, de rééducation et médico-techniques ;



- Monsieur le Docteur MALINBAUM et Monsieur le Docteur Jean-Sébastien TRESCHER, représentants de la commission médicale d'établissement ;
- Madame Muriel DEDENON et Madame Muriel ADRIAN, représentants désignés par les organisations syndicales ;
- 3° en qualité de personnalité qualifiée
- Monsieur Bernard MULLER et Madame Danièle TEPINIER, personnalités qualifiées désignées par le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé ;
- Madame Jacqueline THIERRY (Familles Rurales) et Madame Josette BURY (AFTC Lorraine) représentantes des usagers désignées par le Préfet de Meurthe-et-Moselle ;
- Monsieur le Docteur René THOMAS, personnalité qualifiée désignée par le Préfet de Meurthe-et-Moselle ;
- II - Sont membres du conseil de surveillance avec voix consultative :
  - Le Vice Président du Directoire du Centre Hospitalier 3H Santé
  - Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine.
  - Le représentant de la structure chargée de la réflexion d'éthique au sein du Centre Hospitalier de 3H santé.
  - Le Directeur de la caisse d'assurance maladie dont dépend l'établissement.
  - Madame Marie MILLOT, représentante des familles de personnes accueillies en EHPAD

**Article 2 :** La durée des fonctions des membres du conseil de surveillance est fixée à cinq ans sous réserve des dispositions particulières prévues à l'article R. 6143-12 du code de la santé publique.

**Article 3 :** Un recours contre le présent arrêté peut être formé auprès du Tribunal administratif de Nancy dans un délai de deux mois à compter de la notification du présent arrêté. A l'égard des tiers, ces délais courent à compter de la date de publication de la décision au recueil des actes administratifs de la Préfecture de Lorraine.

**Article 4 :** Le Directeur de l'Offre de Santé, de l'Autonomie et de l'Animation Territoriale est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au Recueil des actes administratifs de la préfecture de la région Lorraine et au Recueil des actes administratifs de la préfecture de département de la Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 13 février 2012

Le Directeur Général de l'agence Régionale de la Santé,  
Jean-François BENEVISE

## DELEGATION TERRITORIALE DE MEURTHE-ET-MOSELLE

### *Cellule établissements et services pour personnes âgées*

**Arrêté 2012 ARS/DT54/PA N° 100 du 9 janvier 2012 portant transfert à l'Etablissement public médico-social communal de Faulx de l'autorisation de création et de gestion du service de soins infirmiers à domicile (SSIAD) précédemment accordée à l'Etablissement public de santé « Centre de moyen Séjour » de Faulx**

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU les articles L 312-1 à L 312-9, L 313-1 à L 313-9 et L 342-1 à L 342-6 du code de l'action sociale et des familles ;  
VU les articles R 313-1 à R 313-7-3, R 314-1 à R 314-8 et D 313-11 à D.313-14 du code de l'action sociale et des familles ;  
VU l'article L 1432-2 du code de la santé publique ;  
VU la loi n°2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires ;  
VU le décret n° 2010-336 du 31 mars 2010 portant création des agences régionales de santé ;  
VU l'arrêté du 23 juin 2010 portant délégation de signature du directeur général de l'agence régionale de santé de Lorraine ;  
VU l'arrêté du directeur général de l'agence régionale de santé de Lorraine du 21 juillet 2011 portant actualisation du programme interdépartemental d'accompagnement des handicaps et de la perte d'autonomie (PRIAC) en région Lorraine ;  
VU l'arrêté ARS/DT/PA N° 2010 – 329 du 3 novembre 2010 autorisant l'extension de capacité du service de soins infirmiers à domicile de FAULX ;  
VU la décision ARS n° 2011/45 du 21 octobre 2011 constatant la caducité de l'autorisation d'activité de soins de suite et de réadaptation accordée à l'établissement public de santé « Centre de Moyen Séjour » de FAULX ;  
VU la délibération n° 5B du 05 décembre 2011 du conseil municipal de FAULX portant création d'un établissement public médico-social communal ayant pour objet la gestion de l'établissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes de FAULX ;  
VU la décision N° 2011-55 du 29 décembre 2011 relative à la suppression de l'établissement public de santé « Centre de Moyen Séjour » de FAULX ;  
VU la délibération n° 4 du 09 janvier 2012 élargissant la compétence de l'établissement public médico-social communal créé par délibération n° 5 B du 05 décembre 2011 à la gestion du Service de Soins Infirmiers à Domicile (SSIAD) ;  
CONSIDERANT le transfert de l'activité de soins de suite et de réadaptation du Centre de Moyen Séjour de FAULX vers le Centre Hospitalier de PONT-A-MOUSSON ;  
CONSIDERANT que la caducité de la seule autorisation d'activité sanitaire détenue par l'établissement est de nature à entraîner la suppression de cet établissement de santé par perte de son objet ;  
CONSIDERANT que la suppression de l'établissement public de santé « Centre de Moyen Séjour de FAULX » est prévue à compter du 1er janvier 2012, et que cette situation nécessite de transférer l'autorisation dont il dispose relative à l'activité du Service de Soins Infirmiers à Domicile (SSIAD) à une autre structure gestionnaire ;  
CONSIDERANT qu'un établissement public médico-social communal a été créé par délibération du 05 décembre 2011 du conseil municipal de la commune de FAULX et que ce nouvel établissement public remplit les conditions permettant de reprendre l'activité du Service de Soins Infirmiers à Domicile de l'établissement public de santé « Centre de Moyen Séjour de FAULX » en garantissant la continuité du service, la qualité des prestations et la continuité de la gestion des personnels ;  
SUR PROPOSITION du directeur de l'offre de santé, de l'autonomie et de l'animation territoriale de l'agence régionale de santé de Lorraine et du délégué territorial de Meurthe-et-Moselle ;

### ARRETE

**Article 1er :** L'autorisation de création et de fonctionnement du service de soins infirmiers à domicile de FAULX, 1 rue Pasteur – 54 760 FAULX, d'une capacité de 35 places, accordée initialement à l'établissement public de santé « Centre de Moyen Séjour » de FAULX est transférée à l'établissement public médico-social communal créé par la délibération n°5B du 05 décembre 2011 du conseil municipal de FAULX.

**Article 2 :** L'ensemble des droits et obligations liées à l'activité transférée sont repris par l'établissement public médico-social communal créé par la délibération n°5B du 05 décembre 2011 du conseil municipal de FAULX.

**Article 3 :** Tout changement important dans l'activité, l'installation, l'organisation ou le fonctionnement de l'établissement par rapport aux caractéristiques prises en considération pour son autorisation devra être porté à la connaissance de l'autorité compétente selon l'article L 313-1 du code de l'action sociale et des familles. L'autorisation ne peut être cédée sans l'accord de l'autorité compétente concernée.

**Article 4 :** Cet établissement est répertorié dans le fichier national des établissements sanitaires et sociaux (FINESS) de la façon suivante :

Entité juridique :

N° FINESS : 54 002 278 7

Code statut juridique : 21 « Etb. Social communal »

Entité établissement :

N° FINESS : 54 000 387 8

Code catégorie : 354 « SSIAD »

Code discipline : 358 « soins infirmiers à domicile »

Code activité / fonctionnement : 16 « prestation en milieu ordinaire »

Code clientèle : 700 « personnes âgées »

capacité : 35

capacité : 35

capacité : 35

capacité : 35

capacité : 35

**Article 5 :** Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au tribunal administratif de NANCY – 5 place de la Carrière CO 38 54036 NANCY Cedex – dans un délai de deux mois à compter de sa publication, ou, à l'égard des personnes et organismes auxquels il est notifié, à compter de sa notification.

**Article 6 :** Le directeur de l'offre de santé, de l'autonomie et de l'animation territoriale de l'agence régionale de santé de Lorraine, le délégué territorial de Meurthe-et-Moselle de l'agence régionale de santé de Lorraine, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la région Lorraine et au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et qui sera adressé à l'établissement public médico-social communal de FAULX.

Pour le Directeur Général de l'Agence Régionale de santé de Lorraine,

Par délégation,

Marie-Hélène MAITRE

**Arrêté 2011 ARS/DT54/PA N° 109 - DISAS/DIRECTION PA/PH N° 347 du 31 janvier 2012 refusant à la SARL « Le Parc » l'autorisation d'extension de 14 places de la capacité de l'établissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes « Résidence Le Parc » à Nancy**

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

Le Président du Conseil Général de Meurthe-et-Moselle,

VU les articles L 312-1 à L 312-9, L 313-1 à L 313-9 et L 342-1 à L 342-6 du code de l'action sociale et des familles ;

VU les articles R 313-1 à R 313-7-3, R 314-1 à R 314-8 et D 313-11 à D.313-14 du code de l'action sociale et des familles ;

VU la loi n° 2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires ;

VU le décret n°2010-336 du 31 mars 2010 portant création des agences régionales de santé ;

VU l'arrêté conjoint du Préfet de Meurthe-et-Moselle et du président du conseil général de Meurthe-et-Moselle en date du 14 janvier 2010 portant transfert à la SARL « Le Parc » de l'autorisation de création et de l'autorisation de fonctionnement de l'établissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes (EHPAD) « Ma Maison » sise 119 avenue de Strasbourg à NANCY, précédemment accordées à la Congrégation des Petites Sœurs des Pauvres ;

VU l'arrêté du directeur général de l'agence régionale de santé de Lorraine n°268 du 21 juillet 2011 portant actualisation du programme interdépartemental d'accompagnement des handicaps et de la perte d'autonomie (PRIAC) en région Lorraine ;

VU le schéma gériatrique 2009-2013 du conseil général de Meurthe-et-Moselle présenté devant l'assemblée départementale le 23 mars 2009 ;

VU la demande présentée le 30 août 2011 par la SARL « Le Parc » sollicitant une autorisation d'extension non importante de 14 places de la capacité de l'établissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes (EHPAD) « résidence Le Parc » à NANCY, en vue de créer une unité d'Alzheimer de même capacité, ce qui porterait la capacité de la structure à 81 places d'hébergement (hors accueil de jour) ;

CONSIDERANT que l'avis de la commission de sélection d'appel à projet social ou médico-social sur ce projet n'est pas requis, la demande d'extension de capacité portant sur un nombre inférieur au seuil de 15 places et 30 % de la capacité initiale fixé par l'article D 313-12 du code de l'action sociale et des familles ;

CONSIDERANT que le projet présenté peut être considéré comme satisfaisant globalement aux règles d'organisation et de fonctionnement prévues par le code de l'action sociale et des familles ;

CONSIDERANT cependant qu'il ne prévoit pas explicitement de mettre en œuvre les démarches d'évaluation mentionnées à l'article L. 312-8 du code de l'action sociale et des familles ;

CONSIDERANT également qu'il n'est pas compatible avec les objectifs et ne répond pas aux besoins sociaux et médico-sociaux fixés par le schéma gériatrique 2009-2013 du conseil général de Meurthe-et-Moselle ;

CONSIDERANT, en effet, que, si le schéma gériatrique 2009-2013 préconise, en page 46, dans son action n°16, de donner dans tous les territoires la priorité à la création de places en unités Alzheimer au sein d'établissements existants, il est bien précisé, en page 44, que ces places doivent être créées par reconversion de places d'hébergement permanent existantes, sans extension de capacité ;

CONSIDERANT que la SARL « Le Parc » a bâti son projet de création d'une unité Alzheimer en prévoyant une extension de capacité de 14 places de l'établissement existant, et non par reconversion de places existantes ;

CONSIDERANT, de plus, que le nombre de places en unité Alzheimer s'est de fait fortement accru sur le territoire de Nancy et couronne depuis 2008, 126 places étant installées en 2008, alors que ce nombre est de 211 places à fin 2011 ;

CONSIDERANT, enfin, que la labellisation progressive de Pôles d'Activités et de Soins Adaptés (PASA) dans les établissements existants contribue également à accroître les réponses en faveur des personnes atteintes de cette maladie ;

CONSIDERANT, par ailleurs, que le projet ne répond pas aux objectifs du programme interdépartemental d'accompagnement des handicaps et de la perte d'autonomie (PRIAC), modifié par arrêté en date du 21 juillet 2011 du directeur général de l'agence régionale de santé de Lorraine ;

CONSIDERANT que le projet présente un coût de fonctionnement en année pleine incompatible avec le montant de la dotation régionale de crédits affectée au fonctionnement des établissements et services pour personnes âgées, notifiée par la caisse nationale de solidarité pour l'autonomie (CNSA) à l'agence régionale de santé de Lorraine ;

CONSIDERANT enfin que le projet présente un coût de fonctionnement incompatible avec l'objectif annuel d'évolution des dépenses sociales envisagées par le Département pour l'exercice au cours duquel prendrait effet l'autorisation, à savoir 2012. En effet, le complément de budget dépendance souhaité par la SARL « Le Parc » pour la mise en œuvre de ces 14 places provoquerait une progression de + 76 300 € (ou + 71 %) de la dotation globale APA actuellement versée à cet établissement : ce projet consommerait alors à lui seul la moitié de l'enveloppe supplémentaire de crédits prévue chaque année pour la poursuite du renouvellement des conventions tripartites, enveloppe sur laquelle il émergerait nécessairement, dans l'hypothèse où il était accepté ;

SUR PROPOSITION du directeur de l'offre de santé, de l'autonomie et de l'animation territoriale de l'agence régionale de santé de Lorraine et du directeur général des services du Département de Meurthe-et-Moselle ;

**ARRETEMENT**

**Article 1er :** L'autorisation d'extension de capacité de 14 places d'EHPAD sollicitée par la SARL « Le Parc », en vue de créer une unité Alzheimer de même capacité, est refusée.

**Article 2 :** La capacité de l'établissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes « résidence Le Parc » reste fixée à 65 places d'hébergement permanent, 2 places d'hébergement temporaire et 6 places d'accueil de jour.

La totalité de ces places reste non habilitée à recevoir des bénéficiaires de l'aide sociale.

**Article 3 :** Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au tribunal administratif de Nancy – 5 place Carrière CO 38 54036 NANCY Cedex – dans un délai de deux mois à compter de sa publication, ou, à l'égard des personnes et organismes auxquels il est notifié, à compter de sa notification.

**Article 4 :** Le directeur de l'offre de santé, de l'autonomie et de l'animation territoriale de l'agence régionale de santé de Lorraine, le directeur général des services du Département, le délégué territorial de Meurthe-et-Moselle de l'agence régionale de santé de Lorraine et la directrice générale adjointe aux solidarités du Département, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au bulletin des actes administratifs du Département et au recueil des actes administratifs de la préfecture de région Lorraine, et au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et qui sera adressé à la SARL « Le Parc ».

Nancy, le 31 janvier 2012

Le Directeur Général  
de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

Jean-François BENEVEISE

Pour le Président du Conseil Général de Meurthe-et-Moselle,  
La Vice-Présidente déléguée au Développement Social  
et aux Personnes Agées et Handicapées,  
Michèle PILOT

---

### *Cellule prévention et promotion de la santé*

**Décision ARS-DT54/20120206-018 du 7 février 2012 fixant pour 2012 la dotation globale de financement d'un établissement médico-social : appartements de coordination thérapeutique (ACT) gérés par l'association « Accueil et Réinsertion Sociale » à Nancy - N° FINESS : 54 002 182 1**

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU le code de l'action sociale et des familles, notamment les articles L.313-8, L.314-3 à L.314-8, ainsi que les articles R 314-1 à R 314-204 ;

VU le code de la sécurité sociale, notamment les articles R174-7 et R174-8 ;

VU la loi n° 2010-1594 du 20 décembre 2010 de financement de la sécurité sociale pour 2011 ;

VU le décret du 8 juillet 2011 portant nomination de Monsieur Jean-François BENEVEISE en qualité de directeur général de l'agence régionale de santé de Lorraine ;

VU l'arrêté du 10 avril 2006 modifiant et complétant l'arrêté du 22 octobre 2003 fixant les modèles de documents prévus aux articles R 314-10, 13, 17, 19, 20, 48 et 82 du CASF, complété par l'arrêté du 9 juillet 2007 ;

VU l'arrêté du 11 avril 2011 pris en application de l'article L.314-3-2 du code de l'action sociale et des familles fixant pour 2011 l'objectif des dépenses d'assurance maladie et le montant total annuel des dépenses des établissements mentionnés à l'article L.314-3-3 du même code ;

VU l'arrêté du 19 avril 2011 fixant pour l'année 2011 les dotations régionales de dépenses médico-sociales des établissements et services médico-sociaux publics et privés mentionnés à l'article L.314-3-3 du même code ;

VU l'arrêté du 26 septembre 2011 fixant les dotations régionales de dépenses médico-sociales des établissements et services médico-sociaux publics et privés mentionnés à l'article L.314-3-3 du même code ;

VU l'arrêté ARS/2011/N°28 du 1er février 2011 accordant à l'Association « Accueil et Réinsertion Sociale » l'autorisation de créer 14 places d'appartements de coordination thérapeutiques (ACT) à Nancy ;

VU l'arrêté ARS n° 2011-265 du 11 juillet 2011 portant délégation de signatures du directeur général de l'agence régionale de santé de Lorraine ;

VU l'arrêté DGARS/2011/N° 364 du 27 septembre 2011 accordant l'extension d'une place d'appartement de coordination thérapeutique à l'association « Accueil et Réinsertion Sociale » à Nancy, portant ainsi la capacité de l'établissement à 15 places ;

VU la circulaire interministérielle N° DGCS/5C/DSS/DGS/2011/144 du 28 avril 2011 relative à la campagne budgétaire pour l'année 2011 des établissements et services médico-sociaux accueillant des personnes confrontées à des difficultés spécifiques, Appartement de Coordination Thérapeutique (ACT), Lits Halte Soins Santé (LHSS), Centre d'Accueil et d'Accompagnement à la Réduction des Risques pour les Usagers de Drogues (CAARUD), Communautés Thérapeutiques (CT), Centre de Soins, d'Accompagnement et de Prévention en Addictologie (CSAPA) et Lits d'Accueil Médicalisé (LAM) ;

VU les décisions ARS-DT54/2011/88 du 26 juillet 2011 et ARS-DT54/2011/201 du 14 novembre 2011 fixant pour 2011 la dotation globale de financement des appartements de coordination thérapeutique de l'association « accueil et réinsertion sociale », pour 14 places à compter du 20 juin 2011 et pour 15 places à compter du 1er octobre 2011 ;

### **DECIDE**

**Article 1er :** Pour l'exercice budgétaire 2012, la dotation globale de financement des ACT gérés par l'Association « accueil et Réinsertion Sociale » est fixée à 451 751 €, en année pleine, à compter du 1er janvier 2012.

La fraction forfaitaire correspondant au douzième de la dotation globale de financement est égale à 37 645,91 €.

Compte tenu des recettes de tarification déjà perçues, il sera procédé à la régularisation des versements pour la période du 1er au 31 janvier 2012 sur la base du nouveau tarif.

**Article 2 :** Les recours dirigés contre la présente décision doivent être portés devant le tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale sis 4 rue Bénit – 54035 NANCY CEDEX, dans le délai d'un mois à compter de sa publication ou, pour les personnes auxquelles il sera notifié, à compter de sa notification.

**Article 3 :** Le délégué territorial de Meurthe-et-Moselle de l'ARS est chargé de l'exécution de la présente décision qui sera notifiée à l'établissement et publiée au recueil des actes administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 7 février 2012

Pour le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé,  
Le Délégué Territorial,  
Philippe ROMAC

---

### *Etablissements de santé*

**Arrêté ARS n° 127 du 6 février 2012 fixant la composition nominative de la Commission d'Activité Libérale du Syndicat Inter-hospitalier Nancéien de la Chirurgie de l'Appareil Locomoteur (SINCAL)**

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU le Code de la Santé Publique et notamment les articles R. 6154-12 et R. 6154-14 ;

VU la loi n° 2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires ;

VU le décret n° 2010-336 du 31 mars 2010 portant création des agences régionales de santé ;

VU le décret du 1er avril 2010 portant nomination des directeurs généraux des agences régionales de santé ;

VU le décret n° 2010-785 du 8 juillet 2010 relatif aux consultants et aux commissions d'activité libérale ;

VU l'arrêté n° 2011-432 en date du 8 novembre 2011 portant délégation de signatures du Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine ;

VU la délibération du conseil d'administration du SINCAL en date du 20 mai 2011 désignant ses représentants non médecins à la commission d'activité libérale ;

VU la délibération de la commission médicale d'établissement du SINCAL en date du 29 novembre 2011, désignant le Docteur CHASTEL, en remplacement du Docteur BURDIN, en qualité de praticien n'exerçant par d'activité libérale ;  
SUR proposition de Monsieur le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine ;

#### ARRETE

**Article 1er :** La commission d'activité libérale du SINCAL est composée comme suit :

Membre du Conseil Départemental de l'Ordre des Médecins :

- Monsieur le Docteur Jean-Luc FENOT

Représentants désignés par le conseil d'administration :

- Monsieur Jean-Paul MARTIN

- Monsieur Jean-Marc VUILLAUME

Représentant de l'Agence Régionale de Santé :

- Le Directeur Général ou son représentant

Représentant de la Caisse Primaire d'Assurance Maladie :

- Le Directeur de la Caisse Primaire d'Assurance Maladie ou son représentant

Représentants désignés par la Commission Médicale d'Etablissement :

*Praticiens exerçant une activité libérale :*

- Monsieur le Professeur Gilles DAUTEL

- Monsieur le Professeur Daniel MOLÉ

*Praticien n'exerçant pas d'activité libérale :*

- Monsieur le Docteur Alain CHASTEL

Représentant des usagers du système de santé :

- Monsieur Lucien MAISON

**Article 2 :** La durée du mandat des membres de la Commission d'Activité Libérale du SINCAL est de trois ans.

**Article 3 :** Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Nancy, 5, Place Carrière à 54000 NANCY, ou d'un recours hiérarchique auprès du Ministre du Travail, de l'Emploi et de la Santé, 127, rue de Grenelle – 75700 PARIS 07 SP, dans un délai de 2 mois à compter de sa publication.

**Article 4 :** Le délégué territorial de Meurthe-et-Moselle et le secrétaire général du SINCAL sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

**Article 5 :** Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 6 février 2012

Pour le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine et par délégation,  
Le Délégué Territorial,  
Philippe ROMAC

---

**Arrêté modificatif ARS-DT 54 N° 146/2012 du 14 février 2012 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû au Centre Hospitalier de Pont-à-Mousson, au titre de l'activité déclarée pour le mois d'octobre 2011 - N° FINESS Entité juridique : 540 000 106 - N° FINESS Etablissement : 540 000 296**

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU le code de la sécurité sociale ;

VU le code de la santé publique ;

VU la loi n° 2003-1199 du 18 décembre 2003 modifiée ;

VU le décret n° 2007-46 du 10 janvier 2007 portant dispositions budgétaires et financières relatives aux établissements de santé et modifiant le code de la santé publique, le code de la sécurité sociale et le code de l'action sociale et des familles ;

VU le décret n° 2007-1931 du 26 décembre 2007 portant diverses dispositions financières relatives aux établissements de santé ;

VU l'arrêté du 23 janvier 2008, relatif aux modalités de versement des ressources des établissements publics de santé et des établissements de santé privés mentionnés aux b et c de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale par les caisses d'assurance maladie mentionnées à l'article R. 174-1 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 19 février 2009 modifié relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L.162-22-6 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 27 février 2009 fixant pour l'année 2009 les ressources d'assurance maladie des établissements de santé exerçant une activité de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie ;

VU l'arrêté du 30 novembre 2009 modifiant l'arrêté du 31 décembre 2004 modifié relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale des établissements de santé publics ou privés ayant une activité d'hospitalisation à domicile et à la transmission d'information issues de ce traitement ;

VU l'arrêté du 10 février 2010 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 27 février 2010 fixant pour l'année 2010 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;

VU l'arrêté du 7 février 2011 modifiant l'arrêté du 22 février 2008 modifié relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale et des données de facturation correspondantes, produites par les établissements de santé publics ou privés ayant une activité en médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie, et à la transmission d'informations issues de ce traitement dans les conditions définies à l'article L.6113-8 du code de la santé publique ;

VU l'arrêté du 28 février 2011 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 1er mars 2011 fixant pour l'année 2011 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;

VU l'arrêté n° 183/2011 du 19 décembre 2011 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû au centre hospitalier de Pont-à-Mousson, au titre de l'activité déclarée pour le mois d'octobre 2011 ;

#### ARRETE

**Article 1er :** L'arrêté n° 183/2011 du 19 décembre 2011 susvisé est modifié ainsi :

**Article 2 :** La somme due par la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale est arrêtée à 614 008 € soit :

1) 613 497 € au titre de la part tarifée à l'activité pour l'exercice courant, montant qui se décompose ainsi :

487 898 € au titre des forfaits "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments, hors prélèvement d'organes,

28 802 € au titre des forfaits "accueil et traitement des urgences" (ATU) ;

96 607 € au titre des actes et consultations externes y compris forfaits techniques ;

190 € au titre des forfaits "sécurité et environnement hospitalier" (SE) ;

2) 511 € au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) ;

Dont pour 2009 :

29 632 € au titre de la part tarifée à l'activité pour l'exercice courant, montant qui se décompose ainsi :

29 632 € au titre des forfaits "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments, hors prélèvement d'organes,  
Dont pour 2010 :

25 833 € au titre de la part tarifée à l'activité pour l'exercice courant, montant qui se décompose ainsi :

25 833 € au titre des forfaits "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments, hors prélèvement d'organes,

**Article 3 :** Le présent arrêté est notifié au centre hospitalier de Pont-à-Mousson et à la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale, pour exécution ;

Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Pour le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine et par délégation,  
Le Délégué Territorial,  
Philippe ROMAC

**Arrêté ARS-DT 54 N° 2012-0176 du 16 février 2012 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû à la Maternité Régionale de Nancy, au titre de l'activité déclarée pour le mois de décembre 2011 - N° FINESS Entité juridique : 540 000 031 - N° FINESS Etablissement : 540 000 015**

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU le code de la sécurité sociale ;

VU le code de la santé publique ;

VU la loi n° 2003-1199 du 18 décembre 2003 modifiée ;

VU le décret n° 2007-46 du 10 janvier 2007 portant dispositions budgétaires et financières relatives aux établissements de santé et modifiant le code de la santé publique, le code de la sécurité sociale et le code de l'action sociale et des familles ;

VU le décret n° 2007-1931 du 26 décembre 2007 portant diverses dispositions financières relatives aux établissements de santé ;

VU l'arrêté du 23 janvier 2008, relatif aux modalités de versement des ressources des établissements publics de santé et des établissements de santé privés mentionnés aux b et c de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale par les caisses d'assurance maladie mentionnées à l'article R. 174-1 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 19 février 2009 modifiant l'arrêté du 31 décembre 2004 relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L.162-22-6 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 27 février 2009 fixant pour l'année 2009 les ressources d'assurance maladie des établissements de santé exerçant une activité de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie ;

VU l'arrêté du 30 novembre 2009 modifiant l'arrêté du 31 décembre 2004 relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale des établissements de santé publics ou privés ayant une activité d'hospitalisation à domicile et à la transmission d'information issues de ce traitement ;

VU l'arrêté du 10 février 2010 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 27 février 2010 fixant pour l'année 2010 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;

VU l'arrêté du 7 février 2011 modifiant l'arrêté du 22 février 2008 modifié relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale et des données de facturation correspondantes, produites par les établissements de santé publics ou privés ayant une activité en médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie, et à la transmission d'informations issues de ce traitement dans les conditions définies à l'article L.6113-8 du code de la santé publique ;

VU l'arrêté du 28 février 2011 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 1er mars 2011 fixant pour l'année 2011 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;

VU le relevé d'activité transmis pour le mois de décembre 2011, par la Maternité Régionale ;

#### ARRETE

**Article 1er :** La somme due par la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale est arrêtée à 2 916 826 € soit :

1) 2 907 645 € au titre de la part tarifée à l'activité pour l'exercice courant, montant qui se décompose ainsi :

2 575 004 € au titre des forfaits "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments, hors prélèvement d'organes,

143 € au titre des forfaits "accueil et traitement des urgences" (ATU) ;

22 683 € au titre des forfaits d'interruptions volontaires de grossesse (IVG) ;

309 359 € au titre des actes et consultations externes y compris forfaits techniques ;

456 € au titre des forfaits "sécurité et environnement hospitalier" (SE) ;

2) 3 047 € au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) ;

3) 6 134 € au titre des produits et prestations (Dispositifs médicaux implantables) ;

**Article 2 :** Le présent arrêté est notifié à la Maternité Régionale et à la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale, pour exécution ;

Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Pour le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine et par délégation,  
Le Délégué Territorial,  
Philippe ROMAC

**Arrêté ARS-DT 54 N° 2012-0177 du 16 février 2012 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû au Centre Hospitalier de Toul, au titre de l'activité déclarée pour le mois de décembre 2011 - N° FINESS Entité juridique : 540 000 049 - N° FINESS Etablissement : 540 000 023**

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU le code de la sécurité sociale ;

VU le code de la santé publique ;

VU la loi n° 2003-1199 du 18 décembre 2003 modifiée ;

VU le décret n° 2007-46 du 10 janvier 2007 portant dispositions budgétaires et financières relatives aux établissements de santé et modifiant le code de la santé publique, le code de la sécurité sociale et le code de l'action sociale et des familles ;  
VU le décret n° 2007-1931 du 26 décembre 2007 portant diverses dispositions financières relatives aux établissements de santé ;  
VU l'arrêté du 23 janvier 2008, relatif aux modalités de versement des ressources des établissements publics de santé et des établissements de santé privés mentionnés aux b et c de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale par les caisses d'assurance maladie mentionnées à l'article R. 174-1 du code de la sécurité sociale ;  
VU l'arrêté du 19 février 2009 modifié relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L.162-22-6 du code de la sécurité sociale ;  
VU l'arrêté du 27 février 2009 fixant pour l'année 2009 les ressources d'assurance maladie des établissements de santé exerçant une activité de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie ;  
VU l'arrêté du 30 novembre 2009 modifiant l'arrêté du 31 décembre 2004 modifié relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale des établissements de santé publics ou privés ayant une activité d'hospitalisation à domicile et à la transmission d'information issues de ce traitement ;  
VU l'arrêté du 10 février 2010 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;  
VU l'arrêté du 27 février 2010 fixant pour l'année 2010 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;  
VU l'arrêté du 7 février 2011 modifiant l'arrêté du 22 février 2008 modifié relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale et des données de facturation correspondantes, produites par les établissements de santé publics ou privés ayant une activité en médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie, et à la transmission d'informations issues de ce traitement dans les conditions définies à l'article L.6113-8 du code de la santé publique ;  
VU l'arrêté du 28 février 2011 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;  
VU l'arrêté du 1er mars 2011 fixant pour l'année 2011 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;  
VU le relevé d'activité transmis pour le mois de décembre 2011, par le Centre Hospitalier de TOUL ;

#### ARRETE

**Article 1er :** La somme due par la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale est arrêtée à 1 840 920 € soit :

- 1) 1 795 963 € au titre de la part tarifée à l'activité pour l'exercice courant, montant qui se décompose ainsi :
  - 1 542 028 € au titre des forfaits "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments, hors prélèvement d'organes,
  - 26 090 € au titre des forfaits "accueil et traitement des urgences" (ATU) ;
  - 1 333 € au titre des forfaits d'interruptions volontaires de grossesse (IVG) ;
  - 223 967 € au titre des actes et consultations externes y compris forfaits techniques ;
  - 2 545 € au titre des forfaits "sécurité et environnement hospitalier" (SE) ;
- 2) 12 175 € au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) ;
- 3) 32 782 € au titre des produits et prestations (Dispositifs médicaux implantables) ;

**Article 2 :** Le présent arrêté est notifié au Centre Hospitalier de TOUL et à la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale, pour exécution.

Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Pour le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine et par délégation,  
Le Délégué Territorial,  
Philippe ROMAC

**Arrêté ARS-DT 54 N° 2012-0178 du 16 février 2012 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû au Centre Hospitalier de Lunéville, au titre de l'activité déclarée pour le mois de décembre 2011 - N° FINESS Entité juridique : 540 000 080 - N° FINESS Etablissement : 540 000 155**

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU le code de la sécurité sociale ;  
VU le code de la santé publique ;  
VU la loi n° 2003-1199 du 18 décembre 2003 modifiée ;  
VU le décret n° 2007-46 du 10 janvier 2007 portant dispositions budgétaires et financières relatives aux établissements de santé et modifiant le code de la santé publique, le code de la sécurité sociale et le code de l'action sociale et des familles ;  
VU le décret n° 2007-1931 du 26 décembre 2007 portant diverses dispositions financières relatives aux établissements de santé ;  
VU l'arrêté du 23 janvier 2008, relatif aux modalités de versement des ressources des établissements publics de santé et des établissements de santé privés mentionnés aux b et c de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale par les caisses d'assurance maladie mentionnées à l'article R. 174-1 du code de la sécurité sociale ;  
VU l'arrêté du 19 février 2009 modifié relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L.162-22-6 du code de la sécurité sociale ;  
VU l'arrêté du 27 février 2009 fixant pour l'année 2009 les ressources d'assurance maladie des établissements de santé exerçant une activité de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie ;  
VU l'arrêté du 30 novembre 2009 modifiant l'arrêté du 31 décembre 2004 modifié relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale des établissements de santé publics ou privés ayant une activité d'hospitalisation à domicile et à la transmission d'information issues de ce traitement ;  
VU l'arrêté du 10 février 2010 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;  
VU l'arrêté du 27 février 2010 fixant pour l'année 2010 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;  
VU l'arrêté du 7 février 2011 modifiant l'arrêté du 22 février 2008 modifié relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale et des données de facturation correspondantes, produites par les établissements de santé publics ou privés ayant une activité en médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie, et à la transmission d'informations issues de ce traitement dans les conditions définies à l'article L.6113-8 du code de la santé publique ;  
VU l'arrêté du 28 février 2011 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 1er mars 2011 fixant pour l'année 2011 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;  
VU le relevé d'activité transmis pour le mois de décembre 2011, par le Centre Hospitalier de LUNEVILLE ;

**ARRETE**

**Article 1er :** La somme due par la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale est arrêtée à 2 392 509 € soit :

- 1) 2 312 966 € au titre de la part tarifée à l'activité pour l'exercice courant, montant qui se décompose ainsi :
  - 2 128 628 € au titre des forfaits "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments, hors prélèvement d'organes,
  - 25 023 € au titre des forfaits "accueil et traitement des urgences" (ATU) ;
  - 2 647 € au titre des forfaits d'interruptions volontaires de grossesse (IVG) ;
  - 151 697 € au titre des actes et consultations externes y compris forfaits techniques ;
  - 4 971 € au titre des forfaits "sécurité et environnement hospitalier" (SE) ;
- 2) 47 861 € au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) ;
- 3) 31 682 € au titre des produits et prestations (Dispositifs médicaux implantables) ;

**Article 2 :** Le présent arrêté est notifié au Centre Hospitalier de LUNEVILLE et à la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale, pour exécution.

Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Pour le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine et par délégation,  
Le Délégué Territorial,  
Philippe ROMAC

**Arrêté ARS-DT 54 N° 2012-0179 du 16 février 2012 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû au Centre Hospitalier de Pont-à-Mousson, au titre de l'activité déclarée pour le mois de décembre 2011 - N° FINESS Entité juridique : 540 000 106 - N° FINESS Etablissement : 540 000 296**

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU le code de la sécurité sociale ;

VU le code de la santé publique ;

VU la loi n° 2003-1199 du 18 décembre 2003 modifiée ;

VU le décret n° 2007-46 du 10 janvier 2007 portant dispositions budgétaires et financières relatives aux établissements de santé et modifiant le code de la santé publique, le code de la sécurité sociale et le code de l'action sociale et des familles ;

VU le décret n° 2007-1931 du 26 décembre 2007 portant diverses dispositions financières relatives aux établissements de santé ;

VU l'arrêté du 23 janvier 2008, relatif aux modalités de versement des ressources des établissements publics de santé et des établissements de santé privés mentionnés aux b et c de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale par les caisses d'assurance maladie mentionnées à l'article R. 174-1 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 19 février 2009 modifié relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L.162-22-6 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 27 février 2009 fixant pour l'année 2009 les ressources d'assurance maladie des établissements de santé exerçant une activité de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie ;

VU l'arrêté du 30 novembre 2009 modifiant l'arrêté du 31 décembre 2004 modifié relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale des établissements de santé publics ou privés ayant une activité d'hospitalisation à domicile et à la transmission d'information issues de ce traitement ;

VU l'arrêté du 10 février 2010 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 27 février 2010 fixant pour l'année 2010 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;

VU l'arrêté du 7 février 2011 modifiant l'arrêté du 22 février 2008 modifié relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale et des données de facturation correspondantes, produites par les établissements de santé publics ou privés ayant une activité en médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie, et à la transmission d'informations issues de ce traitement dans les conditions définies à l'article L.6113-8 du code de la santé publique ;

VU l'arrêté du 28 février 2011 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 1er mars 2011 fixant pour l'année 2011 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;

VU le relevé d'activité transmis pour le mois de décembre 2011, par le Centre Hospitalier de PONT A MOUSSON ;

**ARRETE**

**Article 1er :** La somme due par la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale est arrêtée à 559 731 € soit :

- 1) 559 505 € au titre de la part tarifée à l'activité pour l'exercice courant, montant qui se décompose ainsi :
  - 491 363 € au titre des forfaits "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments, hors prélèvement d'organes,
  - 16 397 € au titre des forfaits "accueil et traitement des urgences" (ATU) ;
  - 51 498 € au titre des actes et consultations externes y compris forfaits techniques ;
  - 247 € au titre des forfaits "sécurité et environnement hospitalier" (SE) ;
- 2) 226 € au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) ;

**Article 2 :** Le présent arrêté est notifié au Centre Hospitalier de PONT A MOUSSON et à la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale, pour exécution.

Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Pour le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine et par délégation,  
Le Délégué Territorial,  
Philippe ROMAC

**Arrêté ARS-DT 54 N° 2012-0180 du 16 février 2012 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû à la Maison Hospitalière Saint-Charles à Nancy, au titre de l'activité déclarée pour le mois de décembre 2011 - N° FINESS Entité juridique : 540 000 122 - N° FINESS Etablissement : 540 000 395**

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU le code de la sécurité sociale ;

VU le code de la santé publique ;

VU la loi n° 2003-1199 du 18 décembre 2003 modifiée ;

VU le décret n° 2007-46 du 10 janvier 2007 portant dispositions budgétaires et financières relatives aux établissements de santé et modifiant le code de la santé publique, le code de la sécurité sociale et le code de l'action sociale et des familles ;  
VU le décret n° 2007-1931 du 26 décembre 2007 portant diverses dispositions financières relatives aux établissements de santé ;  
VU l'arrêté du 23 janvier 2008, relatif aux modalités de versement des ressources des établissements publics de santé et des établissements de santé privés mentionnés aux b et c de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale par les caisses d'assurance maladie mentionnées à l'article R. 174-1 du code de la sécurité sociale ;  
VU l'arrêté du 19 février 2009 modifié relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L.162-22-6 du code de la sécurité sociale ;  
VU l'arrêté du 27 février 2009 fixant pour l'année 2009 les ressources d'assurance maladie des établissements de santé exerçant une activité de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie ;  
VU l'arrêté du 30 novembre 2009 modifiant l'arrêté du 31 décembre 2004 modifié relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale des établissements de santé publics ou privés ayant une activité d'hospitalisation à domicile et à la transmission d'information issues de ce traitement ;  
VU l'arrêté du 10 février 2010 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;  
VU l'arrêté du 27 février 2010 fixant pour l'année 2010 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;  
VU l'arrêté du 7 février 2011 modifiant l'arrêté du 22 février 2008 modifié relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale et des données de facturation correspondantes, produites par les établissements de santé publics ou privés ayant une activité en médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie, et à la transmission d'informations issues de ce traitement dans les conditions définies à l'article L.6113-8 du code de la santé publique ;  
VU l'arrêté du 28 février 2011 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;  
VU l'arrêté du 1er mars 2011 fixant pour l'année 2011 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;  
VU le relevé d'activité transmis pour le mois de décembre 2011, par la Maison Hospitalière Saint-Charles à NANCY ;

#### ARRETE

**Article 1er :** La somme due par la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale est arrêtée à 186 736 € soit :

186 736 € au titre de la part tarifée à l'activité pour l'exercice courant, montant qui se décompose ainsi :

185 971 € au titre des forfaits "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments, hors prélèvement d'organes,

765 € au titre des actes et consultations externes y compris forfaits techniques ;

**Article 2 :** Le présent arrêté est notifié à la Maison Hospitalière Saint-Charles à NANCY et à la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale, pour exécution ;

Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Pour le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine et par délégation,  
Le Délégué Territorial,  
Philippe ROMAC

**Arrêté ARS-DT 54 N° 2012-0181 du 16 février 2012 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû au Centre Jacques Parisot à Bainville, au titre de l'activité déclarée pour le mois de décembre 2011 - N° FINESS Entité juridique : 540 006 707 - N° FINESS Etablissement : 540 000 668**

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU le code de la sécurité sociale ;

VU le code de la santé publique ;

VU la loi n° 2003-1199 du 18 décembre 2003 modifiée ;

VU le décret n° 2007-46 du 10 janvier 2007 portant dispositions budgétaires et financières relatives aux établissements de santé et modifiant le code de la santé publique, le code de la sécurité sociale et le code de l'action sociale et des familles ;

VU le décret n° 2007-1931 du 26 décembre 2007 portant diverses dispositions financières relatives aux établissements de santé ;

VU l'arrêté du 23 janvier 2008, relatif aux modalités de versement des ressources des établissements publics de santé et des établissements de santé privés mentionnés aux b et c de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale par les caisses d'assurance maladie mentionnées à l'article R. 174-1 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 19 février 2009 modifié relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L.162-22-6 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 27 février 2009 fixant pour l'année 2009 les ressources d'assurance maladie des établissements de santé exerçant une activité de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie ;

VU l'arrêté du 30 novembre 2009 modifiant l'arrêté du 31 décembre 2004 modifié relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale des établissements de santé publics ou privés ayant une activité d'hospitalisation à domicile et à la transmission d'information issues de ce traitement ;

VU l'arrêté du 10 février 2010 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 27 février 2010 fixant pour l'année 2010 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;

VU l'arrêté du 7 février 2011 modifiant l'arrêté du 22 février 2008 modifié relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale et des données de facturation correspondantes, produites par les établissements de santé publics ou privés ayant une activité en médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie, et à la transmission d'informations issues de ce traitement dans les conditions définies à l'article L.6113-8 du code de la santé publique ;

VU l'arrêté du 28 février 2011 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 1er mars 2011 fixant pour l'année 2011 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;

VU le relevé d'activité transmis pour le mois de décembre 2011, par le Centre Jacques Parisot à BAINVILLE SUR MADON ;

#### ARRETE

**Article 1er :** La somme due par la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale est arrêtée à 107 403 € soit :

107 403 € au titre de la part tarifée à l'activité pour l'exercice courant, montant qui se décompose ainsi :

107 403 € au titre des forfaits "groupes homogènes de tarifs" (GHT), HAD ;



**Article 2 :** Le présent arrêté est notifié au Centre Jacques Parisot à BAINVILLE SUR MADON et à la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale, pour exécution ;

Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Pour le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine et par délégation,  
Le Délégué Territorial,  
Philippe ROMAC

**Arrêté ARS-DT 54 N° 2012-0182 du 16 février 2012 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû au Centre Hospitalier de Briey, au titre de l'activité déclarée pour le mois de décembre 2011 - N° FINESS Entité juridique : 540 000 767 - N° FINESS Etablissement : 540 001 070**

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU le code de la sécurité sociale ;

VU le code de la santé publique ;

VU la loi n° 2003-1199 du 18 décembre 2003 modifiée ;

VU le décret n° 2007-46 du 10 janvier 2007 portant dispositions budgétaires et financières relatives aux établissements de santé et modifiant le code de la santé publique, le code de la sécurité sociale et le code de l'action sociale et des familles ;

VU le décret n° 2007-1931 du 26 décembre 2007 portant diverses dispositions financières relatives aux établissements de santé ;

VU l'arrêté du 23 janvier 2008, relatif aux modalités de versement des ressources des établissements publics de santé et des établissements de santé privés mentionnés aux b et c de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale par les caisses d'assurance maladie mentionnées à l'article R. 174-1 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 19 février 2009 modifié relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L.162-22-6 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 27 février 2009 fixant pour l'année 2009 les ressources d'assurance maladie des établissements de santé exerçant une activité de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie ;

VU l'arrêté du 30 novembre 2009 modifiant l'arrêté du 31 décembre 2004 modifié relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale des établissements de santé publics ou privés ayant une activité d'hospitalisation à domicile et à la transmission d'information issues de ce traitement ;

VU l'arrêté du 10 février 2010 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 27 février 2010 fixant pour l'année 2010 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;

VU l'arrêté du 7 février 2011 modifiant l'arrêté du 22 février 2008 modifié relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale et des données de facturation correspondantes, produites par les établissements de santé publics ou privés ayant une activité en médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie, et à la transmission d'informations issues de ce traitement dans les conditions définies à l'article L.6113-8 du code de la santé publique ;

VU l'arrêté du 28 février 2011 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 1er mars 2011 fixant pour l'année 2011 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;

VU le relevé d'activité transmis pour le mois de décembre 2011, par le Centre Hospitalier de BRIEY ;

#### ARRETE

**Article 1er :** La somme due par la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale est arrêtée à 3 339 781 € soit :

1) 3 183 385 € au titre de la part tarifée à l'activité pour l'exercice courant, montant qui se décompose ainsi :

2 908 962 € au titre des forfaits "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments, hors prélèvement d'organes,

38 900 € au titre des forfaits "accueil et traitement des urgences" (ATU) ;

6 839 € au titre des forfaits d'interruptions volontaires de grossesse (IVG) ;

225 275 € au titre des actes et consultations externes y compris forfaits techniques ;

3 409 € au titre des forfaits "sécurité et environnement hospitalier" (SE) ;

2) 109 608 € au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) ;

3) 46 788 € au titre des produits et prestations (Dispositifs médicaux implantables) ;

**Article 2 :** Le présent arrêté est notifié au Centre Hospitalier de BRIEY et à la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale, pour exécution ;

Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Pour le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine et par délégation,  
Le Délégué Territorial,  
Philippe ROMAC

**Arrêté ARS-DT 54 N° 2012-0183 du 16 février 2012 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû au Centre Hospitalier Universitaire de Nancy, au titre de l'activité déclarée pour le mois de décembre 2011 - N° FINESS Entité juridique : 540 002 078 - N° FINESS Etablissement : 540 001 138**

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU le code de la sécurité sociale ;

VU le code de la santé publique ;

VU la loi n° 2003-1199 du 18 décembre 2003 modifiée ;

VU le décret n° 2007-46 du 10 janvier 2007 portant dispositions budgétaires et financières relatives aux établissements de santé et modifiant le code de la santé publique, le code de la sécurité sociale et le code de l'action sociale et des familles ;

VU le décret n° 2007-1931 du 26 décembre 2007 portant diverses dispositions financières relatives aux établissements de santé ;

VU l'arrêté du 23 janvier 2008, relatif aux modalités de versement des ressources des établissements publics de santé et des établissements de santé privés mentionnés aux b et c de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale par les caisses d'assurance maladie mentionnées à l'article R. 174-1 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 19 février 2009 modifié relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L.162-22-6 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 27 février 2009 fixant pour l'année 2009 les ressources d'assurance maladie des établissements de santé exerçant une activité de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie ;  
VU l'arrêté du 30 novembre 2009 modifiant l'arrêté du 31 décembre 2004 modifié relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale des établissements de santé publics ou privés ayant une activité d'hospitalisation à domicile et à la transmission d'information issues de ce traitement ;  
VU l'arrêté du 10 février 2010 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;  
VU l'arrêté du 27 février 2010 fixant pour l'année 2010 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;  
VU l'arrêté du 7 février 2011 modifiant l'arrêté du 22 février 2008 modifié relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale et des données de facturation correspondantes, produites par les établissements de santé publics ou privés ayant une activité en médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie, et à la transmission d'informations issues de ce traitement dans les conditions définies à l'article L.6113-8 du code de la santé publique ;  
VU l'arrêté du 28 février 2011 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;  
VU l'arrêté du 1er mars 2011 fixant pour l'année 2011 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;  
VU le relevé d'activité transmis pour le mois de décembre 2011, par le Centre Hospitalier Universitaire de NANCY ;

#### ARRETE

**Article 1er :** La somme due par la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale est arrêtée à 34 147 581 € soit :

- 1) 31 149 901 € au titre de la part tarifée à l'activité pour l'exercice courant, montant qui se décompose ainsi :
    - 28 356 709 € au titre des forfaits "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments, hors prélèvement d'organes,
    - 111 428 € au titre des forfaits "accueil et traitement des urgences" (ATU) ;
    - 2 593 410 € au titre des actes et consultations externes y compris forfaits techniques ;
    - 26 227 € au titre des forfaits "prélèvements d'organes" (PO) ;
    - 24 604 € au titre des forfaits "sécurité et environnement hospitalier" (SE) ;
    - 37 523 € au titre des forfaits "administration de produits et prestations en environnement hospitalier" (APE) .
  - 2) 2 203 089 € au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) ;
  - 3) 794 591 € au titre des produits et prestations (Dispositifs médicaux implantables) ;
- Dont pour 2010
- 1) 485 803 € au titre des forfaits "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments, hors prélèvement d'organes,
  - 3) 1 759 € au titre des produits et prestations (Dispositifs médicaux implantables) ;

**Article 2 :** Le présent arrêté est notifié au Centre Hospitalier Universitaire de NANCY et à la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale, pour exécution ;

Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Pour le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine et par délégation,  
Le Délégué Territorial,  
Philippe ROMAC

**Arrêté ARS-DT 54 N° 2012-0184 du 16 février 2012 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû à l'Hôpital de Baccarat, au titre de l'activité déclarée pour le mois de décembre 2011 - N° FINESS Entité juridique : 540 014 081 - N° FINESS Etablissement : 540 000 072**

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU le code de la sécurité sociale ;  
VU le code de la santé publique ;  
VU la loi n° 2003-1199 du 18 décembre 2003 modifiée ;  
VU le décret n° 2007-46 du 10 janvier 2007 portant dispositions budgétaires et financières relatives aux établissements de santé et modifiant le code de la santé publique, le code de la sécurité sociale et le code de l'action sociale et des familles ;  
VU le décret n° 2007-1931 du 26 décembre 2007 portant diverses dispositions financières relatives aux établissements de santé ;  
VU l'arrêté du 23 janvier 2008, relatif aux modalités de versement des ressources des établissements publics de santé et des établissements de santé privés mentionnés aux b et c de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale par les caisses d'assurance maladie mentionnées à l'article R. 174-1 du code de la sécurité sociale ;  
VU l'arrêté du 19 février 2009 modifié relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L.162-22-6 du code de la sécurité sociale ;  
VU l'arrêté du 27 février 2009 fixant pour l'année 2009 les ressources d'assurance maladie des établissements de santé exerçant une activité de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie ;  
VU l'arrêté du 30 novembre 2009 modifiant l'arrêté du 31 décembre 2004 modifié relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale des établissements de santé publics ou privés ayant une activité d'hospitalisation à domicile et à la transmission d'information issues de ce traitement ;  
VU l'arrêté du 10 février 2010 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;  
VU l'arrêté du 27 février 2010 fixant pour l'année 2010 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;  
VU l'arrêté du 7 février 2011 modifiant l'arrêté du 22 février 2008 modifié relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale et des données de facturation correspondantes, produites par les établissements de santé publics ou privés ayant une activité en médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie, et à la transmission d'informations issues de ce traitement dans les conditions définies à l'article L.6113-8 du code de la santé publique ;  
VU l'arrêté du 28 février 2011 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;  
VU l'arrêté du 1er mars 2011 fixant pour l'année 2011 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;  
VU le relevé d'activité transmis pour le mois de décembre 2011, par l'hôpital de BACCARAT ;

**ARRETE**

**Article 1er :** La somme due par la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale est arrêtée à 97 709 € soit :

- 1) 97 664 € au titre de la part tarifée à l'activité pour l'exercice courant, montant qui se décompose ainsi :  
97 664 € au titre des forfaits "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments, hors prélèvement d'organes,
- 2) 45 € au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) ;

**Article 2 :** Le présent arrêté est notifié à l'hôpital de BACCARAT et à la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale, pour exécution ;

Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Pour le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine et par délégation,  
Le Délégué Territorial,  
Philippe ROMAC

**Arrêté ARS-DT 54 N° 2012-0185 du 16 février 2012 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû au Syndicat Interhospitalier Nancéen de la Chirurgie de l'Appareil Locomoteur (SINCAL), au titre de l'activité déclarée pour le mois de décembre 2011 - N° FINESS Entité juridique : 540 020 112 - N° FINESS Etablissement : 540 001 163**

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU le code de la sécurité sociale ;  
VU le code de la santé publique ;  
VU la loi n° 2003-1199 du 18 décembre 2003 modifiée ;  
VU le décret n° 2007-46 du 10 janvier 2007 portant dispositions budgétaires et financières relatives aux établissements de santé et modifiant le code de la santé publique, le code de la sécurité sociale et le code de l'action sociale et des familles ;  
VU le décret n° 2007-1931 du 26 décembre 2007 portant diverses dispositions financières relatives aux établissements de santé ;  
VU l'arrêté du 23 janvier 2008, relatif aux modalités de versement des ressources des établissements publics de santé et des établissements de santé privés mentionnés aux b et c de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale par les caisses d'assurance maladie mentionnées à l'article R. 174-1 du code de la sécurité sociale ;  
VU l'arrêté du 19 février 2009 modifié relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L.162-22-6 du code de la sécurité sociale ;  
VU l'arrêté du 27 février 2009 fixant pour l'année 2009 les ressources d'assurance maladie des établissements de santé exerçant une activité de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie ;  
VU l'arrêté du 30 novembre 2009 modifiant l'arrêté du 31 décembre 2004 modifié relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale des établissements de santé publics ou privés ayant une activité d'hospitalisation à domicile et à la transmission d'information issues de ce traitement ;  
VU l'arrêté du 10 février 2010 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;  
VU l'arrêté du 27 février 2010 fixant pour l'année 2010 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;  
VU l'arrêté du 7 février 2011 modifiant l'arrêté du 22 février 2008 modifié relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale et des données de facturation correspondantes, produites par les établissements de santé publics ou privés ayant une activité en médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie, et à la transmission d'informations issues de ce traitement dans les conditions définies à l'article L.6113-8 du code de la santé publique ;  
VU l'arrêté du 28 février 2011 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;  
VU l'arrêté du 1er mars 2011 fixant pour l'année 2011 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;  
VU le relevé d'activité transmis pour le mois de décembre 2011, par le Syndicat Interhospitalier Nancéen de la Chirurgie de l'Appareil Locomoteur (SINCAL) ;

**ARRETE**

**Article 1er :** La somme due par la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale est arrêtée à 2 488 101 € soit :

- 1) 2 271 441 € au titre de la part tarifée à l'activité pour l'exercice courant, montant qui se décompose ainsi :  
2 063 670 € au titre des forfaits "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments, hors prélèvement d'organes,  
8 412 € au titre des forfaits "accueil et traitement des urgences" (ATU) ;  
198 220 € au titre des actes et consultations externes y compris forfaits techniques ;  
1 139 € au titre des forfaits "sécurité et environnement hospitalier" (SE) ;
- 2) 8 293 € au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) ;
- 3) 208 367 € au titre des produits et prestations (Dispositifs médicaux implantables) ;

**Article 2 :** Le présent arrêté est notifié au Syndicat Interhospitalier Nancéen de la Chirurgie de l'Appareil Locomoteur (SINCAL) et à la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale, pour exécution ;

Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Pour le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine et par délégation,  
Le Délégué Territorial,  
Philippe ROMAC

**Arrêté ARS-DT 54 N° 2012-0191 du 17 février 2012 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû à l'Hôpital de Joëuf, au titre de l'activité déclarée pour le mois de décembre 2011 - N° FINESS Entité juridique : 540 000 882 - N° FINESS Etablissement : 540 001 104**

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU le code de la sécurité sociale ;  
VU le code de la santé publique ;  
VU la loi n° 2003-1199 du 18 décembre 2003 modifiée ;  
VU le décret n° 2007-46 du 10 janvier 2007 portant dispositions budgétaires et financières relatives aux établissements de santé et modifiant le code de la santé publique, le code de la sécurité sociale et le code de l'action sociale et des familles ;

VU le décret n° 2007-1931 du 26 décembre 2007 portant diverses dispositions financières relatives aux établissements de santé ;  
VU l'arrêté du 23 janvier 2008, relatif aux modalités de versement des ressources des établissements publics de santé et des établissements de santé privés mentionnés aux b et c de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale par les caisses d'assurance maladie mentionnées à l'article R. 174-1 du code de la sécurité sociale ;  
VU l'arrêté du 19 février 2009 modifié relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L.162-22-6 du code de la sécurité sociale ;  
VU l'arrêté du 27 février 2009 fixant pour l'année 2009 les ressources d'assurance maladie des établissements de santé exerçant une activité de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie ;  
VU l'arrêté du 30 novembre 2009 modifiant l'arrêté du 31 décembre 2004 modifié relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale des établissements de santé publics ou privés ayant une activité d'hospitalisation à domicile et à la transmission d'information issues de ce traitement ;  
VU l'arrêté du 10 février 2010 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;  
VU l'arrêté du 27 février 2010 fixant pour l'année 2010 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;  
VU l'arrêté du 7 février 2011 modifiant l'arrêté du 22 février 2008 modifié relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale et des données de facturation correspondantes, produites par les établissements de santé publics ou privés ayant une activité en médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie, et à la transmission d'informations issues de ce traitement dans les conditions définies à l'article L.6113-8 du code de la santé publique ;  
VU l'arrêté du 28 février 2011 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;  
VU l'arrêté du 1er mars 2011 fixant pour l'année 2011 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;  
VU le relevé d'activité transmis pour le mois de décembre 2011, par l'hôpital de JOEUF ;

#### ARRETE

**Article 1er :** La somme due par la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale est arrêtée à 284 800 € soit :

- 1) 283 863 € au titre de la part tarifée à l'activité pour l'exercice courant, montant qui se décompose ainsi :  
193 204 € au titre des forfaits "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments, hors prélèvement d'organes,  
89 730 € au titre des forfaits "groupes homogènes de tarifs" (GHT), HAD ;  
929 € au titre des actes et consultations externes y compris forfaits techniques ;
- 2) 937 € au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) ;

**Article 2 :** Le présent arrêté est notifié à l'hôpital de JOEUF et à la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale, pour exécution ;

Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Pour le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine et par délégation,  
Le Délégué Territorial,  
Philippe ROMAC

**Arrêté ARS-DT 54 N° 2012-0192 du 17 février 2012 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû au Centre Régional de Lutte contre le Cancer Alexis Vautrin à Vandoeuvre, au titre de l'activité déclarée pour le mois de décembre 2011 - N° FINESS Entité juridique : 540 003 019 - N° FINESS Etablissement : 540 001 286**

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU le code de la sécurité sociale ;  
VU le code de la santé publique ;  
VU la loi n° 2003-1199 du 18 décembre 2003 modifiée ;  
VU le décret n° 2007-46 du 10 janvier 2007 portant dispositions budgétaires et financières relatives aux établissements de santé et modifiant le code de la santé publique, le code de la sécurité sociale et le code de l'action sociale et des familles ;  
VU le décret n° 2007-1931 du 26 décembre 2007 portant diverses dispositions financières relatives aux établissements de santé ;  
VU l'arrêté du 23 janvier 2008, relatif aux modalités de versement des ressources des établissements publics de santé et des établissements de santé privés mentionnés aux b et c de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale par les caisses d'assurance maladie mentionnées à l'article R. 174-1 du code de la sécurité sociale ;  
VU l'arrêté du 19 février 2009 modifié relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L.162-22-6 du code de la sécurité sociale ;  
VU l'arrêté du 27 février 2009 fixant pour l'année 2009 les ressources d'assurance maladie des établissements de santé exerçant une activité de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie ;  
VU l'arrêté du 30 novembre 2009 modifiant l'arrêté du 31 décembre 2004 modifié relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale des établissements de santé publics ou privés ayant une activité d'hospitalisation à domicile et à la transmission d'information issues de ce traitement ;  
VU l'arrêté du 10 février 2010 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;  
VU l'arrêté du 27 février 2010 fixant pour l'année 2010 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;  
VU l'arrêté du 7 février 2011 modifiant l'arrêté du 22 février 2008 modifié relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale et des données de facturation correspondantes, produites par les établissements de santé publics ou privés ayant une activité en médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie, et à la transmission d'informations issues de ce traitement dans les conditions définies à l'article L.6113-8 du code de la santé publique ;  
VU l'arrêté du 28 février 2011 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;  
VU l'arrêté du 1er mars 2011 fixant pour l'année 2011 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;  
VU le relevé d'activité transmis pour le mois de décembre 2011, par le Centre Régional de Lutte contre le Cancer Alexis VAUTRIN à VANDOEUVRE ;

**ARRETE**

**Article 1er** : La somme due par la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale est arrêtée à 4 410 601 € soit :

- 1) 4 054 934 € au titre de la part tarifée à l'activité pour l'exercice courant, montant qui se décompose ainsi :
  - 3 220 126 € au titre des forfaits "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments, hors prélèvement d'organes ;
  - 830 107 € au titre des actes et consultations externes y compris forfaits techniques ;
  - 4 701 € au titre des forfaits "sécurité et environnement hospitalier" (SE) ;
- 2) 345 012 € au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) ;
- 3) 10 655 € au titre des produits et prestations (Dispositifs médicaux implantables) ;

**Article 2** : Le présent arrêté est notifié au Centre Régional de Lutte contre le Cancer Alexis VAUTRIN à VANDOEUVRE et à la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale, pour exécution ;  
Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Pour le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine et par délégation,  
Le Délégué Territorial,  
Philippe ROMAC

**DIRECTION DE LA STRATEGIE****Arrêté n° 2012-130 du 7 février 2012 portant modifications à la composition de la Conférence Régionale de la Santé et de l'Autonomie de Lorraine**

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU le code de la santé publique ;  
VU la loi n° 2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires et notamment l'article 118 codifié à l'article L 1432-2 du code de la santé publique ;  
VU l'ordonnance n° 2010-177 du 23 février 2010 de coordination pour la loi n° 2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires ;  
VU le décret n° 2010-344 du 31 mars 2010 tirant les conséquences au niveau réglementaire de l'intervention de la loi n° 2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires ;  
VU le décret n° 2010-336 du 31 mars 2010 portant création des Agences Régionales de Santé ;  
VU le décret n° 2010-348 du 31 mars 2010 relatif à la Conférence Régionale de la Santé et de l'Autonomie ;  
VU le décret en date du 11 juillet 2011, portant nomination de Monsieur Jean-François BENEVISE, en qualité de Directeur Général de l'ARS de Lorraine ;  
VU l'arrêté n° 2012-011 en date du 10 janvier 2012, portant modification de la composition de la Conférence Régionale de la Santé et de l'Autonomie de Lorraine ;

**ARRETE**

**Article 1er** : La conférence régionale de la santé et de l'autonomie de Lorraine dont les missions sont définies par le décret du 31 mars 2010 est ainsi composée :

**Collège n° 1 : Représentants des collectivités territoriales**

TITULAIRES	SUPPLEANTS
<b>Conseillers régionaux</b>	
Brigitte VAISSE (Conseillère Régionale)	Daouia BEZAZ (Conseillère Régionale)
Jacqueline FONTAINE (Vice Présidente au Conseil Régional)	Guy HARAU (Conseiller Régional)
Michèle GRUNER (Conseillère Régionale)	Maryvonne MUSSET (Conseillère Régionale)
<b>Conseils généraux</b>	
Michèle PILOT (Vice Présidente Conseil Général Meurthe et Moselle)	Béatrice LONGUEVILLE (Directrice Générale Adjointe aux Solidarités CG 54)
Jean-Marie MISSLER (Vice Président Conseil général de la Meuse)	Jean-François LAMORLETTE (Vice Président Conseil Général de la Meuse)
Alex STAUB (Vice Président Conseil Général de la Moselle)	Jean KARMANN (Vice Président Conseil Général de la Moselle)
Yannick DARS (Conseiller Général CG 88)	Jean-Pierre NOEL (Directeur Général Adjoint Conseil Général des Vosges)
<b>Représentants des groupements de communes</b>	
Philippe TARILLON (Président Groupement de Communes du VAL de FENSCH)	Philippe DAVID (Vice président Communauté de Communes)
Jacques FLORENTIN (Président Communauté de Communes SEILLE et MAUCHERE)	Chantal CHERY (Vice présidente Communauté de Communes)
Arsène LUX (Président Communauté de Communes de VERDUN)	Michel VEDEL (Conseiller communautaire)
<b>Représentants des communes</b>	
Isabelle KAUCIC (Adjointe au maire de Metz)	Laurent KALINOWSKI (Maire de Forbach)
Valérie JURIN (Adjointe au maire de Nancy)	Guy VATTIER (Maire de Briey)
Michel HEINRICH (Maire d'Epinal)	Nelly JAQUET (Maire de Bar le Duc)

## Collège n° 2 : Représentants des usagers de services de santé ou médico-sociaux

TITULAIRES	SUPPLEANTS
<b>Représentants des associations agréées</b>	
Marie-Claude BARROCHE (Présidente Espoir 54)	Marie-Thérèse PRECHEUR (Déléguee Régionale UNAFAM)
Marie-Lise DUBIEF (Consommation logement et cadre de vie)	Marie-Hélène PRECHEUR (Vice Présidente France Dépression Lorraine)
Nathalie BAUCHAT (Le Planning Familial)	Angélique VINOLAS (Directrice AFM Alsace-Lorraine)
Marianne RIVIERE (Déléguee Régionale Alliance maladies rares)	Valérie DOLLE (Déléguee Régionale Association Grandir)
Rosario RUSSO (Président FNATH)	Michel BRICK (Président UPPC)
Marcel DOSSMANN (Directeur Général UDAF)	Frédéric GRAFF (Président Les Amis de la Santé en Moselle)
Josette BURY (Présidente AFTC)	Jean Philippe JULO (Délégue Départemental 54 Aides)
Jacques FROMENT (Président Comité Meuse ligue contre le cancer)	Jean-Paul CLEMENT (Représentant France Parkinson)
<b>Représentants des associations de retraités et de personnes âgées</b>	
Marius HAMANN (Confédération Française de l'Encadrement /Moselle)	Yves FICI (Union Syndicale des Retraités CGT/Moselle)
Marie-Thérèse ANDREUX (Représentante Retraités CFDT/Meurthe & Moselle)	Georges GIRARD (Fédération Générale Retraités Fonction Publique/Meurthe & Moselle)
Jean-Marcel HINGRAY (Fédération Générale Retraités de la Fonction Publique/Vosges)	Claude LEROY (Union Territoriale Retraités CFDT / Vosges)
René MASSON (Fédération Nationale Association Retraités de l'Artisanat)	Françoise LAMY (Union Territoriale Retraités CFDT/Meuse)
<b>Représentants des associations des personnes handicapées</b>	
Jean-Pierre HARTEL (UDAPEIM)	Michèle FRANOZ (Association ENVOL Lorraine)
Bertrand HESSE (Président Association Turbulence - Vosges)	Philippe BOURGOGNE (Président de la FMS - Vosges)
Emmanuel HOCHSTRASSER (Délégue départemental APF Meuse)	En attente de désignation
Geneviève MAUGUIN (URAPEDA)	Chantal HAVEN (Association Trisomie 21)

## Collège n° 3 : Représentants des conférences de territoire

TITULAIRES	SUPPLEANTS
Jean-Marie SCHLERET (Conférence de Territoire de Meurthe et Moselle - Collège 11)	Renaud MICHEL (Conférence de Territoire Meurthe et Moselle - Collège 1)
Roger CHARLIER (Conférence de Territoire de la Meuse - Collège 8)	Philippe BLANCHIN (Conférence de Territoire de la Meuse- Collège 8)
Christiane PALLEZ (Conférence de Territoire de la Moselle - Collège 2)	Marie RIBLET (Conférence de Territoire de la Moselle - Collège 2)
Luc LIVET (Conférence de Territoire des Vosges - Collège 2)	Grégory AUBRY (Conférence de Territoire des Vosges - Collège 2)

## Collège n° 4 : Partenaires sociaux

TITULAIRES	SUPPLEANTS
<b>Représentants des organisations syndicales de salariés</b>	
Bernadette HILPERT (CGT)	Sylvio CICCOTELLI (CGT)
Dominique TOUSSAINT (CFDT)	Claude ROMBACH (CFDT)
Pascale LINCK (CFTC)	Pascal SPLITTGERBER (CFTC)
Brigitte FIDRY (FO)	Didier BIRIG (FO)
Philippe ZUNINO (CFE-CGC)	Elise CUVILLON (CFE-CGC)
<b>Représentants des organisations professionnelles d'employeurs</b>	
Philippe TOURRAND (MEDEF)	Jacky FRANCOIS (MEDEF)
M. Jean BIWER (CGPME)	Pierre MULLER (CGPME)
Catherine GIRAUD (SYNEAS-AVSEA)	Abdelali FAHIME (SYNEAS-CMSEA)
<b>Représentant des organisations syndicales représentatives des artisans, des commerçants et des professions libérales</b>	
Bernard NICOLLE (Président Régional UNPL)	En attente de désignation
<b>Représentant des organisations syndicales représentatives des exploitants agricoles</b>	
Nathalie THOMAS (Organisation représentant les Exploitants agricoles)	Gérard RENOARD (Organisation représentant les Exploitants agricoles)

## Collège n° 5 : Acteurs de la cohésion et de la protection sociale

TITULAIRES	SUPPLEANTS
<b>Représentants des associations œuvrant dans le champ de la lutte contre la précarité</b>	
Anne-Marie WORMS (Médecin du Monde)	Alain BUFFONI (administrateur FNARS)
Danièle SOMMELET (Présidente Départementale 54 Croix Rouge)	Chantal SIBUE-De CAIGNY (Représentante Délégation Régionale Lorraine ATD QUART MONDE)
<b>Représentants de l'assurance vieillesse et de la branche accidents du travail-maladies professionnelles</b>	
Hubert ATTENONT (Président du Conseil d'Administration CARSAT)	Jean-Louis OLAIZOLA (2 <sup>ème</sup> Vice-président CARSAT)
Anne Frédérique SIMS-LAGADEC (Directrice CARSAT)	Catherine VERONIQUE (Sous Directrice CARSAT)
<b>Représentant des caisses d'allocations familiales</b>	
Robert CANTISANI (Président du Conseil d'administration CAF 57)	Lucrezia BUVELL (Membre du Conseil d'administration CAF 57)
<b>Représentant de la mutualité française</b>	
Jean-Philippe MAMCARZ (Président Mutualité Française)	André LECOINTRE (Représentant UD 55)

## Collège n° 6 : Acteurs de la prévention et de l'éducation pour la santé

TITULAIRES	SUPPLEANTS
<b>Représentants des services de santé scolaire</b>	
Rozenn de LAVENNE (Infirmière Conseillère technique Rectorat Nancy-Metz)	Martine ROSENBACHER-BERLEMONT (Directrice service santé interuniversitaire)
Sylvie VAILLANT (Médecin directeur du SUMPPS)	Sylvie WOLTRAGER (Conseillère technique Service social rectorat)
<b>Représentants des services de santé au travail</b>	
Martine LEONARD (Médecin Inspecteur du Travail en Lorraine)	Patrick CUIGNET (Médecin - Service de Santé au travail du BTP)
Denis LECLERC (Médecin du Travail AMETRA)	Catherine VOIRY (Médecin – Service de Santé au travail)
<b>Représentants des services départementaux de PMI</b>	
Philippe BADOIT (Médecin Chef PMI)	Fabienne BAPTISTE SCHUTZ (Médecin Chef service PMI Metz Est)
Jean-Louis GERHARD (Médecin Adjoint Chef PMI)	Fati ALAOUI (Médecin Chef service PMI Saint-Avold)
<b>Représentants des organismes œuvrant dans le champ de la promotion de la santé, prévention ou éducation pour la santé</b>	
Jeanne MEYER (Présidente IREPS)	Marie PERSIANI (Directrice IREPS)
Muriel CONTE (Déléguée Régionale ANPAA)	Martine DEMANGEON (Déléguée Régionale ANITEA)
<b>Représentant des organismes œuvrant dans les domaines de l'observation de la santé</b>	
Michel BONNEFOY (Directeur ORSAS)	Pierre-Edouard BOLLAERT (Professeur d'Université)
<b>Représentant des associations de protection de l'environnement agréées</b>	
Norlhouda WERNAIN (Administratrice Conservatoire des Sites Lorrains)	Michèle JOCHEM-CANTAUD (Administratrice Conservatoire des Sites Lorrains)

## Collège n° 7 : Offreurs des services de santé

TITULAIRES	SUPPLEANTS
<b>Représentants des établissements publics de santé</b>	
Philippe VIGOUROUX (Directeur Général du CHU de Nancy)	Thierry GEBEL (Directeur du CH d'Epinal)
Véronique ANATOLE-TOUZET (Directrice générale du CHR de Metz-Thionville)	Jean-Claude KNEIB (Directeur des hôpitaux de Sarreguemines)
Michel CLAUDON (Président de la CME du CHU de Nancy)	Gérard DELENA (Directeur CH de Sarrebourg)
Khalifé KHALIFE (Président de la CME du CHR Metz-Thionville)	Jean-Pierre MAZUR (Directeur du CH de Verdun)
Catherine PICHENE (Présidente de la CME du CPN de LAXOU)	Jean-Paul COLOTTE (Directeur du CH de Toul)
<b>Représentants des établissements de santé à but lucratif</b>	
Jacques DELFOSSE (Directeur d'établissement FHP)	Jean-Pierre TEYSSIER (Directeur d'établissement FHP)
Vincent MAUVADY (Président CME – FHP)	Christian BRETON (Président CME – FHP)
<b>Représentants des établissements privés à but non lucratif</b>	
Patrick LSTIBUREK (Directeur d'établissement FEHAP)	Camille BECK (Directeur d'établissement FEHAP)
José BIEDERMANN (Président CME – FEHAP)	Etienne ROYER (Président CME – FEHAP)
<b>Représentant des établissements assurant des activités d'hospitalisation à domicile</b>	
Marie Dominique AUGUSTIN (Directrice Nancy et agglomération HAD)	Jacqueline DELEAU (Médecin Coordinateur HAD)

<b>Représentants des personnes morales gestionnaires d'institutions accueillant des personnes handicapées</b>	
Denis BUREL (Délégué Interrégional GEPISO)	Laurent SPANNAGEL (Directeur d'EHPAD)
Etienne FABERT (Délégué Régional FEGAPEI)	Alain RIOU (Directeur Général APEI Vallée de L'orne)
Alexandre HERRACH (Directeur général AEIM)	Gatien BEAUMONT (Directeur Général Adjoint AEIM)
Sylvie MATHIEU (Directrice URIOPSS)	Michel ULRICH (APF)
<b>Représentants des personnes morales gestionnaires d'institutions accueillant des personnes âgées</b>	
Vincent RENAULT (Directeur Général Alpha Santé)	Bernard MATHIEU (Directeur Maison Hospitalière Saint-Charles)
Hamid IDIRI (Directeur de l'EHPAD de Vic sur Seille)	Christophe GASSER (Directeur de la Maison de Retraite de Gerbéviller)
Gilbert MONPERRUS (Vice-Pt CCAS Bar le Duc / Président UDCCAS Meuse)	en attente de désignation
Vincent POIROT (Directeur Résidence Pierre Herment à BAN ST MARTIN)	Catherine CHAIX (Directrice Résidence l'Oseraie à LAXOU)
<b>Représentant des personnes morales gestionnaires d'institutions accueillant des personnes en difficulté sociale</b>	
Guy RENARD (Administrateur FNARS)	Serge BEE (UDAF 57)
<b>Représentant des centres de santé, des maisons et pôles de santé</b>	
Marie-France GERARD (Président FEMALOR)	Audrey PATOUILLARD (Directrice des Œuvres CARMi)
<b>Représentant des réseaux de santé</b>	
Ivan KRAKOWSKI (Président ONCOLOR)	Marie-Yvonne GEORGE (Présidente Réseau Gérard Cuny)
<b>Représentant de des associations de permanence des soins</b>	
Jean-Baptiste GALLIOT (Président ASSUM 88)	Alain PROCHASSON (Président MEDIGARDE 57)
<b>Médecin d'un SAMU-SMUR</b>	
Lionel NACE (Directeur Médical SAMU 54)	Michel AUSSÉDAT (Directeur Médical SAMU 57)
<b>Représentant des transporteurs sanitaires</b>	
Dominique HUNAUT (ambulancier)	Denis SIEBENSCHUH (ambulancier)
<b>Représentant des SDIS</b>	
Eric FAURE (Directeur SDIS des Vosges)	Hervé BERTHOVIN (Directeur SDIS de la Meuse)
<b>Représentant des organisations syndicales des médecins en établissements publics de santé</b>	
Jean GARRIC (Délégué Général INPH)	Philippe SATTONNET (CPH)
<b>Représentants des professionnels de santé</b>	
Christophe WILCKE (Fédération des Syndicats Pharmaceutiques de France)	Guillaume PAQUIN (UNPF Lorraine)
Danièle ANTOINE (Fédération Nationale des Infirmiers)	Gilles CHESNEAU (Syndicat National des Infirmiers Libéraux)
Marc AYME (Président Syndicat chirurgiens dentistes M et M)	Jean-Luc MASSERANN (Président Syndicat chirurgiens dentistes Moselle)
Christine SPAHN (Membre du Syndicat Interdépartemental de l'ONSSF)	Laurence GUILLAUME (Présidente Syndicat Interdépartemental de l'ONSSF)
Corinne FRICHE (Fédération Nationale des Masseurs Kinésithérapeutes)	Arnaud SACHOT (Syndicat National des Masseurs Kinésithérapeutes)
Rémi UNVOIS (Président de l'URPS)	Michel VIRTE (Vice-président de l'URPS)
<b>Représentant de l'ordre des médecins</b>	
Vincent ROYAUX (Président de l'Ordre des Médecins)	Eliane ABRAHAM (Conseillère Ordinale Ordre des Médecins)
<b>Représentant des internes en médecine</b>	
Soydan KURUN (APIHNS)	Neelesh Deshpriya DHUNY (RAOUL-IMG)

**Collège n° 8 : Personnalités qualifiées**

Jean-François COLLIN - Maître de Conférence - Ecole de Santé Publique
Thierry GODEFROY - Directeur Médical – UC-CMP

**Article 2 :** Sont appelés à siéger, avec voix consultative, aux travaux de la Conférence Régionale de la Santé et de l'Autonomie :

- Le Préfet de Région,
- Le Président du Conseil Economique et Social Régional,
- Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,
- Le Directeur Régional des Entreprises, de la Concurrence et de la Consommation, du Travail et de l'Emploi,
- Le Directeur Régional de l'Alimentation, de l'Agriculture et de la Forêt,
- Le Directeur Régional des Affaires Culturelles,
- Le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement,
- Le Directeur Régional des Finances Publiques,
- Le Directeur Régional de la Jeunesse, des Sports et de la Cohésion Sociale,
- Le Recteur de l'Académie Nancy-Metz,
- Un membre des Conseils des organismes locaux d'assurance maladie du régime général,



- Un représentant du Régime Local d'Alsace Moselle,
- Un administrateur d'un organisme local d'assurance maladie relevant de la Mutualité Sociale Agricole,
- Le Président de la Caisse de base du Régime Social des Indépendants.

**Article 3 :** Le mandat des membres de la Conférence Régionale de la Santé et de l'Autonomie de Lorraine est de quatre ans, renouvelable, une fois.

**Article 4 :** Le secrétariat de la Conférence Régionale de la Santé et de l'Autonomie est assuré par l'Agence Régionale de Santé de Lorraine.

**Article 5 :** Dans les deux mois de sa notification ou de sa publication, le présent arrêté peut faire l'objet, soit d'un recours gracieux devant l'autorité compétente, soit d'un recours contentieux devant le tribunal administratif compétent.

**Article 6 :** Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine est chargé, en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la région Lorraine et des préfectures de chacun des départements de la région.

Nancy le 7 février 2012

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,  
Jean-François BENEVEISE

**Arrêté n° 2012-133 du 8 février 2012 portant modification des membres de la Commission Spécialisée de l'Organisation des Soins de la Conférence Régionale de la Santé et de l'Autonomie de Lorraine**

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU le code de la santé publique ;

VU la loi n° 2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires et notamment l'article 118 codifié à l'article L 1432-2 du code de la santé publique ;

VU l'ordonnance n° 2010-177 du 23 février 2010 de coordination pour la loi n° 2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires ;

VU le décret n° 2010-344 du 31 mars 2010 tirant les conséquences au niveau réglementaire de l'intervention de la loi n° 2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires ;

VU le décret n° 2010-336 du 31 mars 2010 portant création des Agences Régionales de Santé ;

VU le décret n° 2010-348 du 31 mars 2010 relatif à la Conférence Régionale de la Santé et de l'Autonomie ;

VU le décret en date du 11 juillet 2011, portant nomination de Monsieur Jean-François BENEVEISE, en qualité de Directeur Général de l'ARS de Lorraine ;

VU les arrêtés portant modification de la composition de la Conférence Régionale de la Santé et de l'Autonomie de Lorraine ;

VU l'arrêté n° 2012 - 012 en date du 10 janvier 2012 portant nomination des membres de la Commission Spécialisée de l'Organisation des Soins de la Conférence Régionale de la Santé et de l'Autonomie de Lorraine ;

**ARRETE**

**Article 1er :** La Commission spécialisée de l'organisation des soins constituée au sein de la Conférence Régionale de la santé et de l'Autonomie de Lorraine, est composée comme suit :

**Collège n° 1 : Représentants des collectivités territoriales**

TITULAIRES	SUPPLÉANTS
Brigitte VAISSE (Conseillère Régionale)	Daouia BEZAZ (Conseillère Régionale)
Michèle PILOT (Vice-présidente Conseil Général de Meurthe et Moselle)	Béatrice LONGUEVILLE (CG 54)
Arsène LUX (Pt Communauté de Communes de Verdun)	Michel VEDEL (Conseiller Communautaire)
Valérie JURIN (Adjointe au Maire de Nancy)	Guy VATTIER (Maire de Briey)

**Collège n° 2 : Représentants des usagers de services de santé ou médico-sociaux**

TITULAIRES	SUPPLÉANTS
Marianne RIVIERE (Déléguee Régionale Alliance maladies rares)	Valérie DOLLE (Déléguee Régionale Association Grandir)
Jacques FROMENT (Président Comité Meuse ligue contre le cancer)	Jean-Paul CLEMENT (Représentant France Parkinson)
Marius HAMANN (Vice-président CODERPA Moselle)	Yves FICI (Union Syndicale des Retraités CGT/Moselle)
Geneviève MAUGUIN (URAPEDA)	Chantal HAVEN (Association Trisomie 21)

**Collège n° 3 : Représentant des Conférences de Territoire**

TITULAIRES	SUPPLÉANTS
Christiane PALLEZ (Conférence de Territoire de la Moselle - collège 2 - Vice présidente CCAS Metz)	Marie RIBLET (Conférence de Territoire de la Moselle - collège 2 - administrateur CMSEA)

**Collège n° 4 : Partenaires sociaux**

TITULAIRES	SUPPLÉANTS
Dominique TOUSSAINT (CFDT)	Claude ROMBACH (CFDT)
Bernadette HILPERT (CGT)	Sylvio CICCOTELLI (CGT)
Brigitte FIDRY (FO)	Didier BIRIG (F.O.)
Philippe TOURRAND (MEDEF)	Jacky FRANCOIS (MEDEF)
Bernard NICOLLE (Président Régional UNPL)	En attente de désignation
Nathalie THOMAS (Organisation représentant les exploitants agricoles)	Gérard RENOUARD (Organisation représentant les Exploitants Agricoles)

**Collège n° 5 : Acteurs de la cohésion et de la protection sociale**

TITULAIRES	SUPPLÉANTS
Anne-Frédérique SIMS-LAGADEC (Directrice CARSAT NORD EST)	Catherine VERONIQUE (Sous Directrice CARSAT)
Jean-Philippe MAMCARZ (Président de la Mutualité Française)	André LECOINTRE (Représentant UD 55)

**Collège n° 6 : Acteurs de la prévention et de l'éducation pour la santé**

TITULAIRES	SUPPLÉANTS
Muriel CONTE (Déléguée Régionale ANPAA)	Martine DEMANGEON (Déléguée Régionale ANITEA)
Michel BONNEFOY (Directeur ORSAS)	Pierre Edouard BOLLAERT (Professeur d'Université)

**Collège n° 7 : Offreurs des services de santé**

TITULAIRES	SUPPLÉANTS
Philippe VIGOUROUX (Directeur Général CHU Nancy)	Thierry GEBEL (Directeur du CH d'Epinal)
Véronique ANATOLE TOUZET (Directrice Générale CHR Metz Thionville)	Jean-Claude KNEIB (Directeur des Hôpitaux de Sarreguemines)
Michel CLAUDON (Président de la CME du CHU de Nancy)	Gérard DELENA (Directeur des CH de Sarrebourg)
Khalifé KHALIFE (Président de la CME CHR Metz-Thionville)	Jean Pierre MAZUR (Directeur CH Verdun)
Catherine PICHENE (Présidente de la CME du CPN de Laxou)	Jean-Paul COLOTTE (Directeur du CH de Toul)
Jacques DELFOSSE (Directeur d'établissement FHP)	Jean Pierre TEYSSIER (Directeur Etablissement FHP)
Vincent MAUVADY (Président CME - FHP)	Christian BRETON (Président CME – FHP)
Patrick LSTIBUREK (Directeur d'établissement FEHAP)	Camille BECK (Directeur Etablissement FEHAP)
José BIEDERMANN (Président CME - FEHAP)	Etienne ROYER (Président CME – FEHAP)
Marie-Dominique AUGUSTIN (Directrice HAD Nancy et agglomération)	Jacqueline DELEAU (Médecin Coordonnateur HAD)
Marie-France GERARD (Présidente FEMALOR)	Audrey PATOULLARD (Directrice des Œuvres de la CARMI)
Ivan KRAKOWSKI (Président ONCOLOR)	Marie-Yvonne GEORGE (Présidente Réseau Gérard Cuny)
Jean-Baptiste GALLIOT (Président ASSUM 88)	Alain PROCHASSON (Président MEDIGARDE 57)
Lionel NACE (Directeur Médical SAMU 54)	Michel AUSSÉDAT (Directeur Médical SAMU 57)
Dominique HUNAULT (Ambulancier)	Denis SIEBENSCHUH (Ambulancier)
Eric FAURE (Directeur SDIS Vosges)	Hervé BERTHOVIN (Directeur du SDIS de la Meuse)
Jean GARRIC (Délégué Général INPH)	Philippe SATTONNET (CPH)
Christine SPAHN (membre CDO Sages Femmes Moselle)	Laurence GUILLAUME (Présidente Syndicats Interdépartemental ONSSF)
Marc AYMÉ (Président Syndicat des Chirurgiens Dentistes de Meurthe et Moselle)	Jean Luc MASSERANN (Président Syndicat chirurgiens dentistes de Moselle)
Corinne FRICHE (Fédération Nationale des Masseurs Kiné)	Arnaud SACHOT (Syndicat National des Masseurs Kiné)
Rémi UNVOIS (Président de l'URPS)	Michel VIRTE (Vice président de l'URPS)
Vincent ROYAUX (Président de l'Ordre des Médecins)	Eliane ABRAHAM (Conseillère Ordinale Ordre des Médecins)
Soydan KURUN (APIHNS)	Neelesh DHUNY (RAOUL – IMG)

**Représentants de la Commission Spécialisée dans le domaine des prises en charge et accompagnements médico-sociaux**

TITULAIRES	SUPPLÉANTS
Sylvie MATHIEU (Directrice URIOPSS)	Michel ULRICH (APF)
Vincent POIROT (Directeur Résidence Pierre Herment à Ban Saint Martin)	Catherine CHAIX (Directrice Résidence l'Oseraie à LAXOU)

**Article 2 :** La Présidente de la Commission spécialisée de l'organisation des soins est Mme Brigitte VAISSE

Le Vice-président est M. Rémi UNVOIS

**Article 3 :** Dans les deux mois de sa notification ou de sa publication, le présent arrêté peut faire l'objet, soit d'un recours gracieux devant l'autorité compétente, soit d'un recours contentieux devant le tribunal administratif compétent de Nancy.

**Article 4 :** Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine est chargé, en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la région Lorraine et des préfectures de chacun des départements de la région.

Nancy le 8 février 2012

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,  
Jean-François BENEVOISE

**Arrêté n° 2012-134 du 8 février 2012 modifiant la composition de la Conférence de Territoire - 4 - territoire de santé des Vosges**

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU le code de la santé publique ;

VU la loi n° 2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires et notamment l'article 118 codifié à l'article L 1432-2 du code de la santé publique;

VU l'ordonnance n° 2010-177 du 23 février 2010 de coordination pour la loi n° 2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires ;

VU le décret n° 2010-344 du 31 mars 2010 tirant les conséquences au niveau réglementaire de l'intervention de la loi n° 2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires ;

VU le décret n° 2010-336 du 31 mars 2010 portant création des Agences Régionales de Santé ;

VU le décret n° 2010-348 du 31 mars 2010 relatif à la Conférence Régionale de la Santé et de l'Autonomie ;

VU le décret n° 2010-347 du 31 mars 2010 relatif à la composition et au mode de fonctionnement des conférences de territoire ;

VU le décret en date du 11 juillet 2011, portant nomination de Monsieur Jean-François BENEVISE, en qualité de Directeur Général de l'ARS de Lorraine ;

VU l'arrêté n° 2010-391 en date du 25 novembre 2010, définissant les territoires de santé de Lorraine ;

VU l'arrêté n° 2011-288 en date du 8 août 2011, portant modification de la composition de la Conférence de Territoire des Vosges ;

**ARRETE**

**Article 1er** : La conférence de territoire des Vosges dont les missions sont définies par le décret du 31 mars 2010 est ainsi composée :

**Collège n° 1 : ETABLISSEMENTS DE SANTE**

Représentants des personnes morales gestionnaires des établissements de santé

TITULAIRES	SUPPLEANTS
Thierry GEBEL (FHF – CH Epinal)	Hélène MARION (FHF – Ch Remiremont)
Isabelle CAILLIER (FHF – CH Remiremont)	Evelyne MOLINS (FHF – CHS Mirecourt)
Eric BOURGUIGNON (FHF – CH Raon l'Etape)	François FOUCHET (FHF – Hôpital Mirecourt)
Jean-Pierre TEYSSIER (FHP – Polyclinique Epinal)	André COURVOISIER (FHP – clinique Notre-Dame Saint-Dié)
Philippe MAURICE (UGEAM – La Combe Senones)	En attente de désignation

Présidents de commission médicale ou de conférence médicale d'établissements de santé

TITULAIRES	SUPPLEANTS
Aline WAGNER (FHF – CH Remiremont)	Christelle DOUART-LEGER (FHF – CH Neufchâteau)
Sandrine BOULAY (FHF – CH Saint Dié)	Daniel THOMAS (FHF – CH Epinal)
Marylène MORDASINI (FHF – CHS Mirecourt)	En attente de désignation
Claude VAUTHIER (UGEAM – La Combe Senones)	En attente de désignation
Jacques CHEVRIER (FHP – La ligne Bleue Epinal)	En attente de désignation

**Collège n° 2 : REPRESENTANTS DES PERSONNES MORALES GESTIONNAIRES DE SERVICES ET D'ETABLISSEMENTS SOCIAUX ET MEDICAUX SOCIAUX**

TITULAIRES	SUPPLEANTS
Francis KAUFMANN (GEPSE – IME Châtel sur Moselle)	Catherine LHUILLIER (RAPADI Neufchâteau)
Mireille WITZ (FEHAP – IEM la Courtine Remiremont)	Jacky PUGET (FEHAP – Maison de retraite NEUFCHATEAU)
Michel ENGELBERT (FEGAPEI – DG ADAPEI Vosges)	Eric JOURNAULT (FEGAPEI – Directeur Territoire Ouest Vosges ADAPEI)
Dominique BUCHOUD (URIOPSS - Directrice Maison de retraite Saint-Jean)	Pascal COLLIN (URIOPSS – Foyer Tremplin)
Jean-Marc DERCHE (FNAQPA – EHPAD Grange sur Vologne)	Patrick VILAIN (PNAQPA – EHPA Dinoze)
Luc LIVET (FNADEPA – EHPAD SSIAD Val d'Ajol)	Grégory AUBRY (FNADEPA – EHPAD SSIAD Saulxures sur Moselle)
Laurent BRAESCH (FHF – Le Thillot)	Catherine RODIER (FHF – LIFFOL le GRAND)
François THIRIAT (Président ADAVIE)	Grégory BRACHA (Directeur Général ADAVIE)

**Collège n° 3 : REPRESENTANTS DES ORGANISMES OEUVRANT DANS LES DOMAINES DE LA PROMOTION DE LA SANTE ET DE LA PREVENTION OU EN FAVEUR DE L'ENVIRONNEMENT ET DE LA LUTTE CONTRE LA PRECARITE**

TITULAIRES	SUPPLEANTS
Marie-José MARANGONI -(médecin Conseiller Technique Inspection Académie)	Brigitte TOUSSAINT - (infirmière Conseiller Technique Inspection Académie)
Pierre GALLION (Directeur - ADM Le Haut des Frères)	Pierre RAVASSE (Président Le Renouveau)
Mme GIRAUD (Directrice Générale AVSEA - CNAPP)	Alain MATHMANN (AVSE - Directeur de l'ESAT les Tilleuls)

**Collège n° 4 : PROFESSIONNELS DE SANTE**

représentant les médecins

TITULAIRES	SUPPLEANTS
Jacques OREFICE (Gynécologue)	Vincent MILION (Radiologue)
En attente de désignation	En attente de désignation

représentant les autres professionnels de santé

TITULAIRES	SUPPLEANTS
Daniel ANTOINE (Fédération des syndicats pharmaceutiques de France)	François CUNY (Fédération des syndicats pharmaceutiques de France)
Françoise CARITEAU (Syndicat National des Infirmiers Libéraux)	David AZOU (Convergence Infirmière)
Philippe LETANG (Union Lorraine des Syndicats Dentaires)	Claude POWALLA (Union Lorraine des Syndicats Dentaires)

représentant les internes

TITULAIRES	SUPPLEANTS
En attente de désignation	En attente de désignation

**Collège n° 5 : REPRESENTANTS DES CENTRES DE SANTE, MAISONS DE SANTE, POLES DE SANTE ET RESEAUX DE SANTE**

TITULAIRES	SUPPLEANTS
Marie-France GERARD (Présidente FEMALOR)	En attente de désignation
En attente de désignation	En attente de désignation

**Collège n° 6 : ETABLISSEMENTS ASSURANT DES ACTIVITES DE SOINS A DOMICILE**

TITULAIRES	SUPPLEANTS
Nadine MICHAUX (Fédération Nationale des Etablissements d'Hospitalisation à Domicile)	Hervé PIERROT (Fédération Nationale des Etablissements d'Hospitalisation à Domicile)

**Collège n° 7 : REPRESENTANTS LES SERVICES DE SANTE AU TRAVAIL**

TITULAIRES	SUPPLEANTS
François PONSART (SST de Remiremont)	Sylvie GODFRIN (SST de Remiremont)

**Collège n° 8 : REPRESENTANTS DES USAGERS**

associations agréées article L.1114-1 du code de la santé

TITULAIRES	SUPPLEANTS
Bernard REMY (UDAF)	Guy PINCEEL (UDAF)
Jean-Claude SCHNEIDER (APF)	Michel VICAIRE (Vice Président ALIRAS)
Daniel CROCHETET (UNAFAM)	Mario ZUANELLA (UNAFAM)
Lydie GUILLEMAIN (CNCDH et maternité de proximité)	Ghislaine STEPHAN (CNCDH et maternité de proximité)
Alice MORDANT (Présidente AIR 88)	Roland GALLET (Trésorier FNAIR Lorraine)

associations des personnes handicapées et des retraités et personnes âgées

TITULAIRES	SUPPLEANTS
Jean Marcel HINGRAY (Fédération Générale des Retraités de la Fonction Publique)	Nicole BOULET (Union des Retraités et Personnes Agées / fédération Vosges)
Antoine BRESSAND (Association Turbulence)	Bertrand HESSE (Association Turbulence)
Sébastien MARTINET (Fédération Médico-Sociale des Vosges)	Philippe BOURGOGNE (Fédération Médico-Sociale des Vosges)

**Collège n° 9 : REPRESENTANTS DES COLLECTIVITES TERRITORIALES ET DE LEURS GROUPEMENTS**

un représentant du Conseil Régional

TITULAIRES	SUPPLEANTS
Christine FROMAIGAT (Conseiller Régional)	Michèle GRUNER (Conseiller Régional)

deux représentants des communautés de communes

TITULAIRES	SUPPLEANTS
En attente de désignation	En attente de désignation
En attente de désignation	En attente de désignation

deux représentants des communes

TITULAIRES	SUPPLEANTS
Guy VAXELAIRE (Maire de La Bresse)	Jean Paul LAMBERT (Maire de Gérardmer)
Simon LECLERC (Maire de Neufchâteau)	Christian DEMANGE (Maire de Saint-Jean-d'Ormont)

deux représentants des conseils généraux

TITULAIRES	SUPPLEANTS
Yannick DARS (CG délégué à la Famille)	Gilbert DIDIERJEAN (CG Maire de Vincey)
Christian TARANTOLA (CG Maire de Bruyères))	François Xavier HUGUENOT (Conseiller Général)

**Collège n° 10 : REPRESENTANTS DE L'ORDRE DES MEDECINS**

TITULAIRES	SUPPLEANTS
Jean AUTISSIER	Francis DURUPT

**Collège n° 11 : PERSONNES QUALIFIEES**

Philippe STABLER – Président Association des Victimes de Sur irradiations de l'Hôpital d'Epinal
Dominique STRUB – administrateur MSA Lorraine
Didier PEIFFERT – Professeur d'oncologie-radiothérapie

**Article 2** : Dans les deux mois de sa notification ou de sa publication, le présent arrêté peut faire l'objet, soit d'un recours gracieux devant l'autorité compétente, soit d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Nancy.

**Article 3** : Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine est chargé, en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la région Lorraine et de la préfecture des Vosges.

Nancy le 8 février 2012

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,  
Jean-François BENEVOISE

**Arrêté n° 2012-145 en date du 14 février 2012 modifiant la composition des membres de la Commission Spécialisée dans le domaine des droits des usagers de la Conférence Régionale de la Santé et de l'Autonomie de Lorraine**

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU le code de la santé publique ;

VU la loi n° 2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires et notamment l'article 118 codifié à l'article L. 1432-2 du code de la santé publique ;

VU l'ordonnance n° 2010-177 du 23 février 2010 de coordination pour la loi n° 2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires ;  
 VU le décret n° 2010-344 du 31 mars 2010 tirant les conséquences au niveau réglementaire de l'intervention de la loi n° 2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires ;  
 VU le décret n° 2010-336 du 31 mars 2010 portant création des Agences Régionales de Santé ;  
 VU le décret n° 2010-348 du 31 mars 2010 relatif à la Conférence Régionale de la Santé et de l'Autonomie ;  
 VU le décret en date du 11 juillet 2011, portant nomination de Monsieur Jean-François BENEVISE, en qualité de Directeur Général de l'ARS de Lorraine ;  
 VU les arrêtés portant modification de la composition de la Conférence Régionale de la Santé et de l'Autonomie de Lorraine ;  
 VU l'arrêté n° 2011-402 du 21 octobre 2011, portant modification de la composition de la Commission Spécialisée dans le domaine des droits des usagers de la CRSA ;

**ARRETE**

**Article 1er :** La Commission spécialisée dans le domaine des droits des usagers constituée au sein de la Conférence Régionale de la santé et de l'Autonomie de Lorraine, est composée comme suit :

**Collège n° 1 : Représentants des collectivités territoriales**

Jacqueline FONTAINE (Vice-Présidente au Conseil Régional)	Guy HARAU (Conseiller Régional)
--	------------------------------------

**Collège n° 2 : Représentants des usagers de services de santé ou médico-sociaux**

Marie-Lise DUBIEF (Consommation, Logement et Cadre de Vie)	Marie-Hélène PRECHEUR (Vice Présidente France Dépression Lorraine)
Josette BURY (Présidente AFTC)	Jean Philippe JULO (Délégué Départemental AIDES 54)
Marie-Thérèse ANDREUX (Représentante Retraités CFDT Meurthe et Moselle)	Georges GIRARD (Fédération Générale Retraités Fonction Publique Meurthe et Moselle)
Jean-Marcel HINGRAY (Membre du bureau CODERPA des Vosges)	Claude LEROY (Union Territoriale Retraités CFDT / Vosges)
Jean-Pierre HARTEL (UDAPEIM)	Michèle FRANOZ (Association ENVOL Lorraine)
Emmanuel HOCHSTRASSER (Délégué départemental APF Meuse)	en attente de désignation

**Collège n° 3 : Représentant des Conférences de Territoire**

Roger CHARLIER (Conférence de Territoire de la Meuse - Président FNAIR LORRAINE)	Philippe BLANCHIN (Conférence de Territoire de la Meuse - AIR Meuse)
---	--

**Collège n° 4 : Partenaires sociaux**

Pascale LINCK (CFTC)	Pascal SPLITTGERBER (CFTC)
-------------------------	-------------------------------

**Collège n° 5 : Acteurs de la cohésion et de la protection sociale**

Poste vacant	Poste vacant
--------------	--------------

**Collège n° 6 : Acteurs de la prévention et de l'éducation pour la santé**

Northouda WERNAIN (Administratrice Conservatoire des Sites Lorrains)	Michèle JOCHEM-CANTAUD (Administratrice Conservatoire des Sites Lorrains)
---	--

**Collège n° 7 : Offreurs des services de santé**

José BIEDERMANN (Président CME - FEHAP)	Etienne ROYER (Président CME - FEHAP)
--	--

**Article 2 :** La Présidente de la Commission spécialisée dans le domaine des droits des usagers est Mme Josette BURY ;  
 Le Vice-président est M. Emmanuel HOCHSTRASSER.

**Article 3 :** Dans les deux mois de sa notification ou de sa publication, le présent arrêté peut faire l'objet, soit d'un recours gracieux devant l'autorité compétente, soit d'un recours contentieux devant le tribunal administratif compétent de Nancy.

**Article 4 :** Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine est chargé, en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la région Lorraine et des préfectures de chacun des départements de la région.

Nancy, le 14 février 2012

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,  
 Jean-François BENEVISE

**Arrêté n° 2012-175 en date du 16 février 2012 modifiant la composition de la commission de coordination dans les domaines de la prévention, de la santé scolaire, de la santé au travail et de la protection maternelle et infantile**

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU le code de la santé publique ;  
 VU la loi n° 2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires et notamment l'article 118 codifié à l'article L 1432-2 du code de la santé publique ;  
 VU l'ordonnance n° 2010-177 du 23 février 2010 de coordination pour la loi n° 2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires ;  
 VU le décret n° 2010-344 du 31 mars 2010 tirant les conséquences au niveau réglementaire de l'intervention de la loi n° 2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires ;  
 VU le décret n° 2010-336 du 31 mars 2010 portant création des Agences Régionales de Santé ;  
 VU le décret n° 2010-346 du 31 mars 2010 relatif aux commissions de coordination des politiques publiques de santé ;  
 VU le décret en date du 11 juillet 2011, portant nomination de Monsieur Jean-François BENEVISE, en qualité de Directeur Général de l'ARS de Lorraine ;  
 VU l'arrêté n° 2011- 431 en date du 7 novembre 2011, modifiant la composition de la commission de coordination dans les domaines de la prévention, de la santé scolaire, de la santé au travail et de la protection maternelle et infantile ;

**ARRETE**

**Article 1er :** La commission de coordination dans les domaines de la prévention, de la santé scolaire, de la santé au travail et de la protection maternelle et infantile en Lorraine dont les missions sont définies par le décret n°2010-346 du 31 mars 2010 est ainsi composée :

**Membres de droits**

- Le directeur général de l'agence régionale de santé ou son représentant ;
- Le représentant du préfet de région ;
- Des représentants de l'Etat exerçant des compétences dans le domaine de la prévention et de la promotion de la santé :
  - \* Le recteur de l'académie ou son représentant ;
  - \* Le directeur de la jeunesse, des sports et de la cohésion sociale ou son représentant ;
  - \* Le directeur régional des entreprises, de la consommation, du travail et de l'emploi ou son représentant ;
  - \* Le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement ou son représentant ;
  - \* Le directeur régional de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt ;
  - \* Le directeur interrégional de la protection judiciaire de la jeunesse ;
  - \* Le directeur départemental de la cohésion sociale du chef lieu de la région.

**Représentants des collectivités territoriales**

TITULAIRES	SUPPLEANTS
<b>Conseillers régionaux</b>	
Jacqueline FONTAINE (Vice Présidente au Conseil Régional)	Guy HARAU (Conseiller Régional)
Michèle GRUNER (Conseillère Régionale)	Maryvonne MUSSET (Conseillère Régionale)
<b>Conseils généraux</b>	
Jean-Claude PISSENE (Conseiller Général Meurthe et Moselle)	Marie-Christine COLOMBO (Médecin Responsable PMI CG 54)
Sylvain DENOYELLE (Vice Président Conseil Général de la Meuse)	Roland CORRIER (Conseiller Général de Bar le Duc Nord)
Alex STAUB (Vice Président Conseil Général de la Moselle)	Jean KARMANN (Vice Président Conseil Général de la Moselle)
Guy MARTINACHE (Conseiller Général délégué des Vosges)	Anne CLEMENCE (Chef de service PMI - Conseil Général des Vosges)
<b>Représentants des groupements de communes ou des communes</b>	
Jean-François GRANDBASTIEN (Maire de Frouard 54)	Jean-Pierre LA VAULLEE (Maire de Guénange 57)
Bernard MULLER (Maire de Commercy 55 )	Martial MIRAUCCOURT (Maire de Givrauval 55)
Colette MARCHAL (Maire de Nomexy 88)	Véronique MARCOT (Maire de Xertigny 88)
Catherine LAPOIRIE (Maire de Ay-sur-Moselle 57 )	En attente de désignation

**Représentants des organismes de sécurité sociale**

TITULAIRES	SUPPLEANTS
Anne-Frédérique SIMS LAGADEC (Directrice de la CARSAT du Nord-est)	Catherine VERONIQUE (Sous directrice de la CARSAT du Nord-est)
Jean-Pierre MINEUR (Directeur de la DRSM Nord-est – Directeur de la Coordination régionale de la GDR)	Dominique PERREAU (Sous-directrice coordination GDR)
Daniel BOURGER (Directeur du RSI de Lorraine)	Nathalie PINEL (Directrice Adjointe RSI de Lorraine)
Claude GUGLIELMINA (Directeur adjoint de l'ARMSAL)	Michel ORDENER (médecin conseil de l'ARMSAL)

**Membres supplémentaires :**

- Le Président du Régime Local Alsace Moselle ou son représentant ;
- Le Directeur Interrégional de la Direction Interrégionale des Services Pénitentiaires Est-Strasbourg ou son représentant ;
- Le Président de la Mutualité Française ou son représentant.

**Article 2 :** La commission de coordination dans les domaines de la prévention, de la santé scolaire, de la santé au travail et de la protection maternelle et infantile en Lorraine est présidée par le directeur général de l'agence régionale de santé ou son représentant.

**Article 3 :** Dans les deux mois de sa notification ou de sa publication, le présent arrêté peut faire l'objet, soit d'un recours gracieux devant l'autorité compétente, soit d'un recours contentieux devant le tribunal administratif compétent de Nancy.

**Article 4 :** Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine est chargé, en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la région Lorraine et des préfectures de chacun des départements de la région.

Nancy, le 16 février 2012

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,  
Jean-François BENEVISE

**DIRECTION AMBULATOIRE ET ACCES A LA SANTE**

**Arrêté n° 2012 02-09-138 du 9 février 2012 fixant le cahier des charges régional de la permanence des soins ambulatoire de la région Lorraine**

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

- VU le code de la santé publique, notamment ses articles L. 1435-5, L. 6314-1 et suivants et R. 6315-1 et suivants ;
- VU la loi n° 2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires ;
- VU le décret n° 2010-809 du 13 juillet 2010 relatif aux modalités d'organisation de la permanence des soins ;
- VU le décret n° 2010-810 du 13 juillet 2010 relatif au comité départemental de l'aide médicale urgente, de la permanence des soins et des transports sanitaires ;

VU l'arrêté du 20 avril 2011 relatif à la rémunération des médecins participant à la permanence des soins en médecine ambulatoire ;  
VU l'arrêté du 22 septembre 2011 portant approbation de la convention nationale des médecins du 26 juillet 2011 ;  
VU l'arrêté du 20 octobre 2011 fixant les règles de traçabilité des appels traités dans le cadre de la permanence des soins en médecine ambulatoire, pris en application de l'article R6315-3 du code de santé publique ;  
VU l'avis de la commission spécialisée de l'organisation des soins de la conférence régionale de la santé et de l'autonomie en date du 24 janvier 2012 ;

VU les avis sollicités auprès :

- de l'union régionale des professionnels de santé représentant les médecins en date du 6 janvier 2012 ;
- du conseil départemental de l'ordre des médecins de Meurthe et Moselle en date du 6 janvier 2012 ;
- du conseil départemental de l'ordre des médecins de Meuse en date du 6 janvier 2012 ;
- du conseil départemental de l'ordre des médecins de Moselle en date du 6 janvier 2012 ;
- du conseil départemental de l'ordre des médecins des Vosges en date du 6 janvier 2012 ;

VU les avis :

- du comité départemental de l'aide médicale urgente, de la permanence des soins et des transports sanitaires de Meurthe et Moselle en date du 30 janvier 2012 ;
- du comité départemental de l'aide médicale urgente, de la permanence des soins et des transports sanitaires de Meuse en date du 1er février 2012 ;
- du comité départemental de l'aide médicale urgente, de la permanence des soins et des transports sanitaires de Moselle en date du 26 janvier 2012 ;
- du comité départemental de l'aide médicale urgente, de la permanence des soins et des transports sanitaires des Vosges en date du 31 janvier 2012 ;

VU les avis sollicités auprès :

- du préfet de Meurthe et Moselle en date du 6 janvier 2012 ;
- du préfet de Meuse en date du 6 janvier 2012 ;
- du préfet de Moselle en date du 6 janvier 2012 ;
- du préfet des Vosges en date du 6 janvier 2012 ;

CONSIDERANT le cahier des charges de la permanence des soins ambulatoire lequel est conforme aux dispositions du code de la santé publique (articles R.6315-1 et suivants du code de la santé publique) ;

CONSIDERANT que l'organisation et les rémunérations inscrites dans ce cahier des charges sont conformes à l'arrêté du 20 avril 2011 relatif à la rémunération des médecins participant à la permanence des soins en médecine ambulatoire ;

CONSIDERANT les avis favorables de la commission spécialisée de l'organisation des soins de la conférence régionale de la santé et de l'autonomie et des comités départementaux de l'aide médicale urgente, de la permanence des soins et des transports sanitaires des quatre départements lorrains.

#### ARRETE

**Article 1er :** Le cahier des charges régional, ci-annexé, décrit l'organisation générale de l'offre de soins assurant la prise en charge des demandes de soins non programmés et mentionne les lieux fixes de consultation.

**Article 2 :** Il précise les horaires de permanence des soins :

- de 20 heures à 8 heures les jours ouvrés
- les dimanches et les jours fériés de 8 heures à 20 heures
- le samedi de 12 heures à 20 heures

Et pour les jours encadrant les jours fériés :

- les lundis de 8 heures à 20 heures précédant un jour férié (jour férié le mardi)
- les vendredis de 8 heures à 20 heures et samedis matin de 8 heures à 12 heures suivant un jour férié (jour férié le jeudi)
- les samedis matin de 8 heures à 12 heures suivant un jour férié (jour férié le vendredi)

Cas particulier de la Meuse :

Afin de coïncider avec les heures usuelles de fermeture et d'ouverture des cabinets médicaux meusiens, la permanence des soins pour les secteurs de Meuse s'étend la nuit de 19 h30 à 7h30. Les heures restent les mêmes pour les samedi après-midi et les dimanches et jours fériés en journée.

Cette disposition dérogatoire est le prolongement des pratiques actuelles de la Meuse, actés dans les arrêtés préfectoraux meusiens précédents.

**Article 3 :** Il détaille également l'organisation de la régulation des appels.

**Article 4 :** Il précise les conditions d'organisation des territoires de permanence des soins afférentes à chaque département.

**Article 5 :** Il mentionne la rémunération forfaitaire des personnes participant aux gardes de permanence des soins ambulatoire et à la régulation médicale téléphonique.

**Article 6 :** Les limites des rémunérations appliquées dans la région doivent être compatibles avec le montant de l'enveloppe déléguée à la région.

**Article 7 :** Le cahier des charges régional définit les indicateurs de suivi, les conditions d'évaluation du fonctionnement de la permanence des soins.

**Article 8 :** Il prévoit les modalités de recueil et de suivi des incidents relatifs à l'organisation et au fonctionnement de la permanence des soins.

**Article 9 :** L'organisation de la permanence des soins fait l'objet d'une évaluation annuelle, afin de vérifier que son fonctionnement est adapté et efficient.

**Article 10 :** Les arrêtés préfectoraux suivants sont abrogés :

- n° 2008-368 du préfet de Meurthe et Moselle du 25 avril 2008, relatif à l'organisation de la permanence des soins en médecine ambulatoire en Meurthe et Moselle
- n° 2008-1128 du préfet de la Meuse du 5 novembre 2008, relatif à la modification du cahier des charges de la permanence des soins en médecine ambulatoire en Meuse.
- n° 2006-86 du préfet de la Moselle du 20 janvier 2006, relatif au cahier des charges de la permanence des soins de médecine ambulatoire définissant l'organisation opérationnelle du dispositif dans le département de la Moselle
- n° DDASS/OSS/2007/169 du préfet des Vosges du 16 avril 2007, portant modification de la sectorisation et l'organisation médicale et de la permanence des soins des médecins généralistes du département des Vosges.

**Article 11 :** Les caisses primaires d'assurance maladie continuent à verser les indemnités aux médecins d'astreinte ainsi qu'aux régulateurs.

**Article 12 :** Les conseils départementaux de l'ordre des médecins sont chargés de vérifier la complétude des tableaux de garde et d'informer, le cas échéant, de l'absence ou de l'insuffisance de médecins volontaires, le Directeur Général de l'agence régionale de santé et le préfet de département.

**Article 13 :** Le présent arrêté entrera en vigueur à compter du 16 avril 2012.

**Article 14 :** Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine et le Directeur de l'ambulatoire et de l'accès à la santé en lien avec les délégués territoriaux sont chargés, chacun pour ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

**Article 15 :** Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours devant la juridiction compétente, dans un délai de 2 mois à compter de sa publication.

**Article 16** : Le présent arrêté sera publié aux recueils des actes administratifs de la Préfecture de région et des 4 Préfectures de département.  
Nancy le 8 février 2012

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,  
Jean-François BENEVOISE

*Le cahier des charges régional de la permanence des soins ambulatoire de la région Lorraine est consultable sur le site de l'ARS :*  
<http://www.ars.lorraine.sante.fr/Permanence-des-soins-ambulatori.130025.0.html>

## DIRECTION DE LA PERFORMANCE ET DE LA GESTION DU RISQUE

### *Service produits de santé et biologie*

**Arrêté ARS n° 20120203-115 du 3 février 2012 portant modification de l'autorisation initiale de la Pharmacie à Usage Intérieur (PUI) de la Maternité Régionale A. Pinard à Nancy dans le cadre du déménagement des locaux - N° FINESS - Entité juridique 540000031**

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU le Code de la Santé Publique, notamment les articles L. 5126-7, L. 5126-14, R. 5126-1 à R. 5126-3 et R. 5126-8 à R.5126-21 ;  
VU l'arrêté ministériel du 22 juin 2001 relatif aux Bonnes Pratiques de Pharmacie Hospitalière ;  
VU les Bonnes Pratiques de Préparation (bulletin officiel n° 2007/7 bis) ;  
VU l'arrêté du 6 avril 2011 relatif au management de la qualité de la prise en charge médicamenteuse et aux médicaments dans les établissements de santé ;  
VU l'arrêté préfectoral du 24 décembre 1946 autorisant la Maternité Départementale à exploiter une officine de pharmacie, située à Nancy, avenue du Docteur Heydenreich – licence n°145 ;  
VU l'arrêté préfectoral du 30 janvier 2003 relatif à l'autorisation d'effectuer des activités optionnelles dans les pharmacies des établissements de santé, délivré à la Maternité Régionale de Nancy pour l'activité de stérilisation ;  
VU l'arrêté du 9 décembre 2004 autorisant la vente au public de spécialités pharmaceutiques par la pharmacie à usage intérieur de la Maternité Régionale de Nancy ;  
VU l'autorisation implicite pour la réalisation des préparations hospitalières, préparations pour essais cliniques et délivrance des aliments diététiques destinés à des fins médicales spéciales ;  
VU l'arrêté ARS n° 2011-276 en date du 27 juillet 2011 autorisant la réalisation des préparations hospitalières par la Maternité régionale A. Pinard à Nancy pour le compte de la Polyclinique Majorelle à Nancy, pour une durée de 5 ans maximum ;  
CONSIDERANT la demande du 12 avril 2011 présentée par le directeur de la Maternité Régionale A. Pinard à Nancy (54000), à l'Agence Régionale de Santé de Lorraine en vue d'obtenir l'autorisation de modification des éléments figurant dans l'autorisation initiale de la Pharmacie à Usage Intérieur (PUI) de l'établissement dans le cadre du déménagement des locaux au sein du nouveau bâtiment de néonatalogie ;  
CONSIDERANT l'avis favorable du Conseil National l'Ordre des Pharmaciens en date du 8 septembre 2011 ;  
CONSIDERANT l'avis favorable rendu par le Pharmacien Inspecteur de Santé Publique dans la conclusion définitive du rapport en date du 3 février 2012 faisant suite à l'enquête sur site du 1er septembre 2011 ;

### ARRETE

**Article 1er** : La demande présentée par le directeur de la Maternité Régionale A. Pinard à Nancy, en vue d'obtenir une autorisation de modification des éléments de l'autorisation initiale de la Pharmacie à Usage Intérieur dans le cadre du déménagement des locaux du sous-sol du pavillon Hartemann au sein du nouveau bâtiment de néonatalogie, est accordée.

**Article 2** : La pharmacie à usage intérieur de la Maternité Régionale A. Pinard de Nancy est autorisée à exercer les activités suivantes prévues aux articles R. 5126-8 et R. 5126-9 du CSP :

- La gestion, l'approvisionnement, le contrôle, la détention et la dispensation des médicaments, produits ou objets mentionnés à l'article L 4211-1 ainsi que les dispositifs médicaux stériles ;
- La réalisation des préparations magistrales à partir de matières premières ou de spécialités pharmaceutiques ;
- La division des produits officinaux ;
- La réalisation des préparations hospitalières à partir de matières premières ou de spécialités pharmaceutiques ;
- La réalisation des préparations rendues nécessaires par les recherches biomédicales ;
- La délivrance des aliments diététiques destinés à des fins médicales spéciales ;
- La stérilisation des dispositifs médicaux ;
- La vente de médicaments au public ;
- La réalisation de préparations magistrales ou hospitalières pour le compte d'autres établissements de santé.

**Article 3** : La Pharmacie à Usage Intérieur de la Maternité Régionale A. Pinard, sise 10 rue du Docteur Heydenreich - CS 74213 - 54042 Nancy cedex, prend en charge les 193 lits suivants :

- Néonatalogie : 60 lits
- Gynécologie-obstétrique : 129 lits
- Médecine : 4 lits

La Pharmacie à Usage Intérieur ne dessert pas d'autres sites.

**Article 4** : Toute modification ultérieure intervenant sur les locaux, l'implantation et les éléments figurant dans la demande initiale devra faire l'objet d'une nouvelle demande d'autorisation.

**Article 5** : Les dispositions du présent arrêté pourront faire l'objet d'un recours, dans un délai de deux mois :

Auprès du Ministre du Travail, de l'Emploi et de la Santé – 8 avenue de Ségur – 75350 PARIS SP 07 - pour le recours hiérarchique,  
Devant le Tribunal Administratif de Nancy - 5, place Carrière – 54036 NANCY CEDEX - pour le recours contentieux.

à compter de sa notification aux personnes auxquelles il est signifié ou de sa publication au recueil des actes administratifs pour les autres personnes.

**Article 6** : Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié au représentant légal de la personne morale de l'établissement, dont copie sera adressée à :

- Monsieur le Président du Conseil Central de la Section H de l'Ordre National des Pharmaciens,
- Monsieur le Directeur Général de l'Agence Française de Sécurité Sanitaire des Produits de Santé.

et sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture de Lorraine et de la Meurthe-et-Moselle.

Nancy le 3 février 2012

Le Directeur Général de l'Agence Régionale  
de Santé de Lorraine,  
Jean-François BENEVOISE



**DIRECTION DEPARTEMENTALE DES FINANCES PUBLIQUES****Arrêté du 20 février 2012 relatif au régime d'ouverture au public des services de la direction départementale des finances publiques de Meurthe-et-Moselle**

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU les articles 1 et 3 du décret n°71-69 du 26 janvier 1971 relatif au régime d'ouverture au public des services extérieurs de l'Etat ;  
VU le décret n°71-72 du 26 janvier 1971 portant abrogation des articles 632 et 644 du Code Général des Impôts ;  
VU les articles 26 et 43 du décret n°2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des Préfets, à l'organisation et à l'action des Services de l'Etat dans les régions et départements ;  
VU le décret n°2008-309 du 3 avril 2008 portant dispositions transitoires relatives à la direction générale des finances publiques ;  
VU le décret n°2009-707 du 16 juin 2009 relatif aux services déconcentrés de la direction générale des finances publiques ;  
SUR proposition de la directrice départementale des finances publiques ;

**ARRETE**

**Article 1er** : Les services de la direction départementale des finances publiques du département de Meurthe-et-Moselle seront fermés à titre exceptionnel le 18 mai 2012.

**Article 2** : Le secrétaire général de la préfecture et la directrice départementale des finances publiques sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera affiché et publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture et des services déconcentrés de l'Etat.

Nancy, le 20 février 2012

Pour le Préfet,  
Le Secrétaire Général,  
Jean-François RAFFY

**DIRECTION DEPARTEMENTALE DES TERRITOIRES****AGRICULTURE - FORET - CHASSE****Arrêté 2012/DDT54/AFC/Association Foncière/044 du 7 février 2012 adoptant les statuts d'office de l'association foncière de Bruley**

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU l'ordonnance n° 2004-632 du 1er juillet 2004 relative aux associations syndicales des propriétaires et notamment son article 60 ;  
VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;  
VU les dispositions du code rural en vigueur au 31 décembre 2005 ;  
VU l'arrêté préfectoral en date du 16 janvier 2012 portant délégation de signature à M. Hubert ESPIASSE, sous-préfet de l'arrondissement de Toul ;  
VU l'arrêté préfectoral en date du 30 mai 1973 portant institution de l'association foncière de BRULEY ;  
VU la décision en date du 08 juin 2011 par laquelle le préfet a enjoint le président de l'association foncière de BRULEY, de faire adopter des statuts par les instances de l'association dans un délai de 3 mois ;  
VU le courrier de réponse en date du 03 novembre 2011 du président de l'association foncière de BRULEY ;  
CONSIDERANT qu'aucune suite ne sera donnée à l'injonction adressée par lettre recommandée au président de l'association foncière et conformément aux dispositions de l'article 60 de l'ordonnance n° 2004-632 du 01 juillet 2004, les statuts, ci-joint, sont adoptés d'office ;  
SUR proposition du secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

**ARRETE**

**Article 1er** : Les statuts de l'association foncière de BRULEY sont adoptés d'office.

**Article 2** : Cet arrêté préfectoral est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle, affiché à la mairie de BRULEY.

L'arrêté ainsi que les statuts sont notifiés au président de l'association foncière de BRULEY ainsi qu'aux propriétaires ou à défaut aux personnes citées à l'article 9 du décret du 03 mai 2006.

Toul, le 7 février 2012

Le Préfet,  
Pour le Préfet et par délégation,  
Le Sous-Préfet,  
Hubert ESPIASSE

*Délais et voies de recours : Le bénéficiaire d'une décision qui désire la contester peut saisir le tribunal administratif compétent d'un recours contentieux dans les DEUX MOIS à partir de la notification de la décision considérée. Il peut également saisir d'un recours gracieux l'auteur de la décision. Cette démarche prolonge le délai de recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse (l'absence de réponse au terme de deux mois vaut rejet implicite).*

**Arrêté 2012/DDT54/AFC/Association Foncière/045 du 7 février 2012 adoptant les statuts d'office de l'association foncière de Lagney**

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU l'ordonnance n° 2004-632 du 1er juillet 2004 relative aux associations syndicales des propriétaires et notamment son article 60 ;  
VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;  
VU les dispositions du code rural en vigueur au 31 décembre 2005 ;  
VU l'arrêté préfectoral en date du 16 janvier 2012 portant délégation de signature à M. Hubert ESPIASSE, sous-préfet de l'arrondissement de Toul ;  
VU l'arrêté préfectoral en date du 07 juillet 1968 portant institution de l'association foncière de LAGNEY ;  
VU la décision en date du 08 juin 2011 par laquelle le préfet a enjoint le président de l'association foncière de LAGNEY, de faire adopter des statuts par les instances de l'association dans un délai de 3 mois ;  
VU le courrier de réponse en date du 31 janvier 2012 du président de l'association foncière de LAGNEY ;  
CONSIDERANT qu'aucune suite ne sera donnée à l'injonction adressée par lettre recommandée au président de l'association foncière et conformément aux dispositions de l'article 60 de l'ordonnance n° 2004-632 du 01 juillet 2004, les statuts, ci-joint, sont adoptés d'office ;  
SUR proposition du secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

**ARRETE**

**Article 1er** : Les statuts de l'association foncière de LAGNEY sont adoptés d'office.

**Article 2** : Cet arrêté préfectoral est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle, affiché à la mairie de LAGNEY.

L'arrêté ainsi que les statuts sont notifiés au président de l'association foncière de LAGNEY ainsi qu'aux propriétaires ou à défaut aux personnes citées à l'article 9 du décret du 03 mai 2006.  
Toul, le 7 février 2012

Le Préfet,  
Pour le Préfet et par délégation,  
Le Sous-Préfet,  
Hubert ESPIASSE

*Délais et voies de recours : Le bénéficiaire d'une décision qui désire la contester peut saisir le tribunal administratif compétent d'un recours contentieux dans les DEUX MOIS à partir de la notification de la décision considérée. Il peut également saisir d'un recours gracieux l'auteur de la décision. Cette démarche prolonge le délai de recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse (l'absence de réponse au terme de deux mois vaut rejet implicite).*

---

**Arrêté 2012/DDT54/AFC/Association Foncière/046 du 6 février 2012 adoptant les statuts d'office de l'association foncière de Reillon**

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU l'ordonnance n° 2004-632 du 1er juillet 2004 relative aux associations syndicales des propriétaires et notamment son article 60 ;  
VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;  
VU les dispositions du code rural en vigueur au 31 décembre 2005 ;  
VU l'arrêté préfectoral en date du 16 janvier 2012 portant délégation de signature à M. Alexis ANDRES, sous-préfet de l'arrondissement de Lunéville ;  
VU l'arrêté préfectoral en date du 14 mars 1983 portant institution de l'association foncière de REILLON ;  
VU la décision en date du 08 juin 2011 par laquelle le préfet a enjoint le président de l'association foncière de REILLON, de faire adopter des statuts par les instances de l'association dans un délai de 3 mois ;  
VU le courrier de réponse en date du 31 janvier 2012 du président de l'association foncière de REILLON ;  
CONSIDERANT qu'aucune suite ne sera donnée à l'injonction adressée par lettre recommandée au président de l'association foncière et conformément aux dispositions de l'article 60 de l'ordonnance n° 2004-632 du 01 juillet 2004, les statuts, ci-joint, sont adoptés d'office ;  
Sur proposition du secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

**ARRETE**

**Article 1er :** Les statuts de l'association foncière de REILLON sont adoptés d'office.

**Article 2 :** Cet arrêté préfectoral est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle, affiché à la mairie de REILLON.

L'arrêté ainsi que les statuts sont notifiés au président de l'association foncière de REILLON ainsi qu'aux propriétaires ou à défaut aux personnes citées à l'article 9 du décret du 03 mai 2006.  
Lunéville, le 6 février 2012

Le Préfet,  
Pour le Préfet et par délégation,  
Alexis ANDRES

*Délais et voies de recours : Le bénéficiaire d'une décision qui désire la contester peut saisir le tribunal administratif compétent d'un recours contentieux dans les DEUX MOIS à partir de la notification de la décision considérée. Il peut également saisir d'un recours gracieux l'auteur de la décision. Cette démarche prolonge le délai de recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse (l'absence de réponse au terme de deux mois vaut rejet implicite).*

---

**AMENAGEMENT DURABLE, URBANISME ET RISQUES**

*Unité affaires transversales et contentieux*

**Arrêté 2012/DDT54/ADUR03 du 14 février 2012 déclarant d'utilité publique en vue d'une servitude de passage pour le renouvellement de 2 câbles HTA vétustes entre le poste source « Mexy » à MEXY et le poste de distribution public « District » à REHON**

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU l'article L 323-3 du code de l'énergie ;  
VU l'article 35 modifié de la loi n° 46-628 du 8 avril 1946 sur la nationalisation de l'électricité et du gaz ;  
VU le décret n° 70-472 du 11 juin 1970 modifié pris pour l'application de l'article 35 modifié de la loi du 8 avril 1946 concernant la procédure de déclaration d'utilité publique des travaux d'électricité et de gaz ;  
VU les arrêtés ministériels des 2 avril 1991 et 17 mai 2001 modifiés fixant les conditions techniques auxquelles doivent satisfaire les distributions d'énergie électrique ;  
VU le dossier présenté le 12 décembre 2011 par ERDF, en vue d'obtenir la déclaration d'utilité publique en vue d'une servitude de passage pour le renouvellement de deux câbles HTA vétustes ;  
VU les résultats de la consultation des services intéressés à laquelle il a été procédé dans le cadre de l'instruction administrative réglementaire ;  
VU l'avis formulé par l'unité « prévention des risques » de la direction départementale des territoires de Meurthe-et-Moselle le 14 décembre 2011 ;  
VU l'avis formulé par la Direction interdépartementale des routes de l'Est le 29 décembre 2011 ;  
SUR proposition du secrétaire général de la préfecture ;

**ARRETE**

**Article 1er :** Sont déclarés d'utilité publique les travaux en vue de l'établissement d'une servitude de passage pour renouvellement de deux câbles HTA vétustes entre le poste source « Mexy » à MEXY et le poste de distribution public « District » à REHON sur les communes de MEXY et de REHON, conformément au plan général des travaux joint en annexe.

**Article 2 :** Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle, le directeur de OPI/B.E, le maire de MEXY, le maire de REHON sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera inséré au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont une copie sera adressée à la sous-préfecture de BRIEY, au directeur départemental des territoires, au directeur de la DREAL Lorraine, au directeur de la DIR Est, au directeur de la SNCF, au chef d'ERDF, agence ingénierie Lorraine Nord, au président du syndicat départemental d'électricité, et fera l'objet d'un affichage pendant un mois en mairies de REHON et LEXY.

**Article 3 :** Délais et voies de recours

Le présent arrêté préfectoral peut faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif de NANCY à compter de la date du début d'affichage en mairie et de l'insertion au recueil des actes administratifs du département (RAA) dans le délai de deux mois.

Nancy, le 14 février 2012

Le Préfet,  
Pour le Préfet,  
Le Secrétaire Général,  
Jean-François RAFFY

## DIRECTION DEPARTEMENTALE DE LA COHESION SOCIALE

## SOLIDARITE - INSERTION

**Arrêté n° DDCS/SI/2012-01 du 17 février 2012 fixant la liste des mandataires judiciaires à la Protection des Majeurs du département de Meurthe-et-Moselle**

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU les articles L. 471-2 et L. 474-1 du code de l'action sociale et des familles ;

VU la loi n° 2007-308 du 5 mars 2007 portant réforme de la protection juridique des majeurs, notamment ses articles 44 et 45 ;

VU la loi n° 2009-526 du 12 mai 2009 de simplification et de clarification du droit et d'allègement des procédures et notamment son article 116, § IV modifiant la loi 2007-308 du 5 mars 2007 ;

VU l'arrêté préfectoral n° DDCS/SI/2010-74 du 16 février 2010 fixant la liste provisoire des mandataires judiciaires (MJPM) du département de Meurthe et Moselle ;

VU les arrêtés préfectoraux des 7 février 2011, 1<sup>er</sup> mars 2011, 10 mars 2011, 14 avril 2011, 6 septembre 2011, 18 octobre 2011, 16 décembre 2011 et du 12 janvier 2012 modifiant et complétant l'arrêté susvisé du 16 février 2010 fixant la liste provisoire des MJPM de Meurthe et Moselle ;

VU l'arrêté préfectoral n° DDCS/SI/2012-02 du 17/02/2012 portant agrément de M. BALTZ Livier pour l'exercice à titre individuel de l'activité de Mandataire Judiciaire à la Protection des Majeurs ;

VU l'arrêté préfectoral n° DDCS/SI/2012-03 du 17/02/2012 portant agrément de Mme BONS Colette, divorcée COULOMBET, pour l'exercice à titre individuel de l'activité de Mandataire Judiciaire à la Protection des Majeurs ;

VU les autorisations d'ouverture de service accordées aux associations tutélaires (UDAF, AEIM et UTML) en date du 27 octobre 2010 ;

VU l'autorisation de création d'un service de préposés d'établissement Mandataires Judiciaire à la Protection des Majeurs par le Centre Psychothérapeutiques de NANCY ;

CONSIDERANT que les visites de conformité ont été réalisées les 7, 12 et 13 décembre 2011 pour l'UDAF 54, les 7 et 13 décembre 2011 pour l'UTML et le 21 novembre 2011 pour l'AEIM ;

CONSIDERANT que la visite de conformité a été réalisée le 22 septembre 2011 pour le Centre Psychothérapeutique de Nancy ;

SUR PROPOSITION du Directeur Départemental de la Cohésion Sociale ;

## ARRETE

**Article 1er** : L'arrêté susvisé du 16/02/2010 fixant la liste provisoire des Mandataires Judiciaires à la Protection de Majeurs du département de Meurthe et Moselle ainsi que les arrêtés modificatifs des 7 février 2011, 1<sup>er</sup> mars 2011, 10 mars 2011, 14 avril 2011, 6 septembre 2011, 18 octobre 2011, 16 décembre 2011 et du 12 janvier 2012 sont abrogés.

**Article 2** : La liste des personnes et services habilités à être désignés au titre de l'article L. 471-2 du code de l'action sociale et des familles en qualité de mandataire judiciaire à la protection des majeurs par les juges des tutelles pour exercer des mesures de protection des majeurs au titre de la tutelle, de la curatelle ou du mandat spécial auquel il peut être recouru dans le cadre de la sauvegarde de justice est ainsi fixée :

1° Tribunal d'instance de NANCY

1) Personnes morales gestionnaires de services :

- Service MJPM de l'Union Départementale des Associations Familiales de Meurthe-et-Moselle (UDAF 54), service et siège domiciliés 11 rue Albert Lebrun 54000 NANCY

- Service MJPM de L'Association Adultes et Enfants Inadaptés Mentaux de Meurthe-et-Moselle (AEIM 54), service domicilié 4 allée de l'Alzette 54500 VANDOEUVRE LES NANCY (siège : 6 allée de Saint Cloud - 54600 VILLERS LES NANCY)

- Service MJPM de l'Union Territoriale Mutualiste Lorraine (UTML – ex UDM), service domicilié 51 rue Emile Bertin - 54000 NANCY (siège : 7 rue Lyautey - BP 327 - 54000 NANCY)

2) Personnes physiques exerçant à titre individuel :

M. BERNIER Henry

Mme BLAISON épouse GRILL Patricia

Mme BONS Colette divorcée COULOMBET

Mme BROCARD épouse PERI Agnès

Mme CASTILLO épouse POCHARD Georgette

Mme CLAUS MICHON Nadine

Mme COLIN épouse MARCHAL Anne

Mme DAHLER Nelly

M. DELIEGE Fabrice

M. DIVOUX Rémi

Mme GERARD épouse SESMAT Caroline

Mme HANNEQUIN épouse COLSON Hélène

Mme MANDUAKILA épouse SOLA Elise

Mme PANTALACCI épouse MAYEUR Danielle

Mme PETRY Patricia

M. PIGEON Pierre

Mme RACIBOR épouse COFFION

Mme REGNIER épouse VILLA Claudine

M. TRAINA Antoine

Mme URIOT épouse DE SOUSA Brigitte

3) Personnes physiques et services préposés d'établissement :

Mme BERNARDIN divorcée LAHAYE Evelyne

Mme URIOT épouse DE SOUSA Brigitte

Mme DONNOT épouse GIRARD Agnès

Mme MAIRE Marielle

BP 43 - 54110 DOMBASLE SUR MEURTHE

Bâtiment B 35<sup>e</sup> impasse de la Brasserie

54700 PONT A MOUSSON

470, avenue André Malraux

BP 80019 - 54600 VILLERS LES NANCY

42, rue Saint Antoine - 54136 BOUXIERES AUX DAMES

27, rue Jean Mermoz - 54700 JEZAINVILLE

BP 62118 - 54021 NANCY CEDEX

BP 80016 - 54711 LUDRES CEDEX

BP 10381 - 54007 NANCY

BP 8 - 54290 BAYON

BP 30026 - 54202 TOUL

BP 40162 - 54706 PONT A MOUSSON

BP 63010 - SEICHAMPS

54272 ESSEY LES NANCY

BP 50088 - 54601 VILLERS LES NANCY

160, rue de l'Améthyste - 54320 MAXEVILLE

470, avenue André Malraux

BP 80019 - 54600 VILLERS LES NANCY

BP 40545 - 54008 NANCY CEDEX

42, rue Alexandre III - 54170 COLOMBEY LES BELLES

14, rue de Clauselle - 54990 XEUILLEY

BP 78 - 54140 JARVILLE LA MALGRANGE

BP 20037 - 54170 LUDRES

- CHU NANCY 29 avenue de Lattre de Tassigny

CO N° 34 - 54035 NANCY CEDEX pour :

- Hôpital Saint Julien 1, rue Foller - NANCY et

- Hôpital Stanislas - NANCY

- Centre de Moyen séjour

1, rue Louis Pasteur - 54760 FAULX

- Centre hospitalier intercommunal de POMPEY / LAY ST CHRIS-

TOPHE pour :

- Les maisons de retraite de la Salle et de l'avant-garde et la structure

Mme STRUB épouse BRENOT Nelly	Notre Chaumière de POMPEY et - La maison de retraite Beaudinet de Courcelles de LAY ST CHRIS- TOPHE - Maison de retraite St François d'Assise 69, avenue du Général Leclerc 54701 PONT A MOUSSON Et par convention : - Maison de retraite Sainte Sophie 54470 THIAUCOURT - Centre Jacques Parisot 54550 BAINVILLE SUR MADON - CAPS - Carrefour d'Accompagnement Public Social 4, rue Léon Parisot 54110 ROSIERES AUX SALINES et pour les établissements et services suivants : - FAS Rosières aux Salines - MAS (EPCPH) Rosières aux Salines - SAT avec ou sans SA des secteurs de Blainville, Dombasle, Rosières aux Salines, St Nicolas de Port, Varangéville - FH et FAS d'Angomont - FAS Badonviller, FAS EPC Blâmont, FAS EPC Cirey, FAS Lunéville et FAS accueil de jour Lunéville, - SA Badonviller et Lunéville Et par convention - Centre Hospitalier de Lunéville comprenant la maison de retraite Saint Charles et l'unité de soins longue durée 53 rue de Villers – 54300 LUNEVILLE et la maison de retraite Stanislas 2 rue Level – 54300 LUNEVILLE - FAS CAPS Thiaucourt, FAS EPC Thiaucourt, Mont-Bonvillers, - FH/SAT Dombasle et Rosières aux Salines - FAS de jour et FI d'Essey les Nancy - SAT avec ou sans SA du secteur de Nancy et Environs - FAS/FH Rosières aux Salines et Dombasle - Familles d'accueil
Mme REGNIER épouse VILLA Claudine	
Mme BRULLIARD Véronique	
Mme RUSE épouse CHACHAY Emmanuella	
Mme FRICADEL Amélia	
Mme MEUNIER Virginie	
Service de préposés d'établissement	- Centre Psychothérapique de NANCY BP 11010 54521 LAXOU CEDEX Et par convention - Centre Hospitalier 3, rue du Jeu de Paume 54210 SAINT NICOLAS DE PORT

## 2° Tribunal d'instance de LUNEVILLE

## 1) Personnes morales gestionnaires de services :

- Service MJPM de l'Union Départementale des Associations Familiales de Meurthe-et-Moselle (UDAF 54), service et siège domiciliés 11 rue Albert Lebrun - 54000 NANCY
- Service MJPM de L'Association Adultes et Enfants Inadaptés Mentaux de Meurthe-et-Moselle (AEIM 54), service domicilié 4 allée de l'Alzette 54500 VANDOEUVRE LES NANCY (siège : 6 allée de Saint Cloud - 54600 VILLERS LES NANCY)
- Service MJPM de l'Union Territoriale Mutualiste Lorraine (UTML – ex UDM), service domicilié 51 rue Emile Bertin - 54000 NANCY (siège : 7 rue Lyautey - BP 327 - 54000 NANCY)

## 2) Personnes physiques exerçant à titre individuel :

M. BERNIER Henry  
 Mme BONS Colette divorcée COULOMBET

Mme CLAUS MICHON Nadine  
 Mme DAHLER Nelly  
 M. DELIEGE Fabrice  
 M. DIVOUX Rémi  
 Mme GERARD épouse SESMAT Caroline  
 Mme HANNEQUIN épouse COLSON Hélène

Mme PETRY Patricia

M. PIGEON Pierre  
 Mme RACIBOR épouse COFFION  
 M. TRAINA Antoine  
 Mme URIOT épouse DE SOUSA Brigitte

## 3) Personnes physiques et services préposés d'établissement :

Mme RUSE épouse CHACHAY Emmanuella

BP 43 - 54110 DOMBASLE SUR MEURTHE  
 470, avenue André Malraux  
 BP 80019 - 54600 VILLERS LES NANCY  
 BP 62118 - 54021 NANCY CEDEX  
 BP 10381 - 54007 NANCY  
 BP 8 - 54290 BAYON  
 BP 30026 - 54202 TOUL  
 BP 40162 - 54706 PONT A MOUSSON  
 BP 63010 - SEICHAMPS  
 54272 ESSEY LES NANCY  
 470, avenue André Malraux  
 BP 80019 - 54600 VILLERS LES NANCY  
 BP 40545 - 54008 NANCY CEDEX  
 42 rue Alexandre III - 54170 COLOMBEY LES BELLES  
 BP 78 - 54140 JARVILLE LA MALGRANGE  
 BP 20037 - 54170 LUDRES  
 - CAPS - Carrefour d'Accompagnement Public Social  
 4, rue Léon Parisot  
 54110 ROSIERES AUX SALINES et  
 pour les établissements et services suivants :  
 - FAS Badonviller, FAS EPC Blâmont, FAS EPC Cirey, FAS Lunéville et  
 FAS accueil de jour Lunéville,  
 - SA Badonviller et Lunéville  
 Et par convention  
 - Centre Hospitalier de Lunéville comprenant la maison de retraite Saint  
 Charles et l'unité de soins longue durée 53 rue de Villers – 54300  
 LUNEVILLE et la maison de retraite Stanislas 2 rue Level – 54300  
 LUNEVILLE

Mme ANTOINE épouse SEIGNE Marie-Pierre

- Hôpital 3H Santé  
62 rue Raymond Poincaré  
54480 CIREY SUR VEZOUZE et pour les établissements de  
- Hôpital 3H Santé 17, rue Voise - 54450 BLAMONT  
- Maison de retraite (hôpital 3h santé) 6, rue Chanzy  
54540 BADONVILLER  
- Maison de retraite 1, ruelle au Jard - 54830 GERBEVILLER

Mme MICHEL épouse LAURENT Isabelle

Service de préposés d'établissement

- Centre Psychothérapique de NANCY  
BP 11010  
54521 LAXOU CEDEX  
Et par convention  
- Centre Hospitalier 3, rue du Jeu de Paume  
54210 SAINT NICOLAS DE PORT

3° Tribunal d'instance de BRIEY

1) Personnes morales gestionnaires de services :

- Service MJPM de l'Union Départementale des Associations Familiales de Meurthe-et-Moselle (UDAF 54), service et siège domiciliés 11 rue Albert Lebrun - 54000 NANCY  
- Service MJPM de l'Association Adultes et Enfants Inadaptés Mentaux de Meurthe-et-Moselle (AEIM 54), service domicilié 4 allée de l'Alzette 54500 VANDOEUVRE LES NANCY (siège : 6 allée de Saint Cloud - 54600 VILLERS LES NANCY)  
- Service MJPM de l'Union Territoriale Mutualiste Lorraine (UTML – ex UDM), service domicilié 51 rue Emile Bertin - 54000 NANCY (siège : 7 rue Lyautey - BP 327 - 54000 NANCY)

2) Personnes physiques exerçant à titre individuel :

M. BALTZ Livier

34, rue Mendes France - 54800 LABRY

Mme CLAUS MICHON Nadine

BP 62118 - 54021 NANCY CEDEX

Mme GERARD épouse SESMAT Caroline

BP 40162 - 54706 PONT A MOUSSON

3) Personnes physiques et services préposés d'établissement :

Mme VOLCKAERT

Par convention avec le CHR Metz Thionville  
- Centre Hospitalier Maillot 31 ave Albert de Briey  
BP 70099 - 54151 BRIEY

Mme DI LIBERTO Barbara

- Centre hospitalier ALPHA SANTE 4, rue Alfred Labbé  
54350 MONT SAINT MARTIN et pour  
- la Maison de retraite Pasteur à VILLERUPT  
- la Maison de retraite Les Peupliers à VILLERUPT  
- la Maison de retraite La résidence à MONT ST MARTIN  
- CAPS - Carrefour d'Accompagnement Public Social  
4, rue Léon Parisot  
54110 ROSIERES AUX SALINES et  
pour les établissements et services suivants :

Mme BRULLIARD Véronique

- FAS Rosières aux Salines  
- MAS (EPCPH) Rosières aux Salines  
- SAT avec ou sans SA des secteurs de Blainville, Dombasle, Rosières  
aux Salines, St Nicolas de Port, Varangéville  
- FH et FAS d'Angomont

Mme RUSE épouse CHACHAY Emmanuella

- FAS Badonviller, FAS EPC Blâmont, FAS EPC Cirey, FAS Lunéville et  
FAS accueil de jour Lunéville,  
- SA Badonviller et Lunéville  
Et par convention  
- Centre Hospitalier de Lunéville comprenant la maison de retraite Saint  
Charles et l'unité de soins longue durée 53 rue de Villers – 54300  
LUNEVILLE et la maison de retraite Stanislas 2 rue Level – 54300  
LUNEVILLE

Mme FRICADEL Amélia

- FAS CAPS Thiaucourt, FAS EPC Thiaucourt, Mont-Bonvillers,  
- FH/SAT Dombasle et Rosières aux Salines  
- FAS de jour et FI d'Essey les Nancy

Mme MEUNIER Virginie

- SAT avec ou sans SA du secteur de Nancy et Environs  
- FAS/FH Rosières aux Salines et Dombasle  
- Familles d'accueil

Service de préposés d'établissement

- Centre Psychothérapique de NANCY  
BP 11010  
54521 LAXOU CEDEX  
Et par convention  
- Centre Hospitalier 3, rue du Jeu de Paume  
54210 SAINT NICOLAS DE PORT

**Article 3 :** La liste des personnes et services habilités à être désignés au titre de l'article L. 471-2 du code de l'action sociale et des familles en qualité de mandataire judiciaire à la protection des majeurs par les juges des tutelles pour exercer des mesures de protection des majeurs au titre de la tutelle aux prestations sociales versées aux adultes ou de la mesure d'accompagnement judiciaire est ainsi fixée :

1) En qualité de services :

- Service DPF de l'Union Départementale des Associations Familiales de Meurthe-et-Moselle (UDAF 54), service et siège domiciliés 11 rue Albert Lebrun - 54000 NANCY

2) Personnes physiques exerçant à titre individuel :

- Néant

3) Personnes physiques et services préposés d'établissement :

- Néant

**Article 4 :** La liste des personnes et services habilités à être désignés au titre de l'article L. 474-1 du code de l'action sociale et des familles en qualité de mandataire judiciaire à la protection des majeurs par les juges en qualité de délégué aux prestations familiales est ainsi fixée :

1) En qualité de services :

- Service DPF de l'Union Départementale des Associations Familiales de Meurthe-et-Moselle (UDAF 54), service et siège domiciliés 11 rue Albert Lebrun - 54000 NANCY

2) Personnes physiques exerçant à titre individuel :

- Néant

**Article 5** : Une ampliation du présent arrêté sera notifiée :

- aux intéressés ;

- aux procureurs de la République près le tribunal de grande instance de Nancy et Briey ;

- aux juges des tutelles des tribunaux d'instance de Nancy, Lunéville et Briey ;

- aux juges des enfants des tribunaux de grande instance de Nancy et Briey ;

**Article 6** : La présente décision peut faire l'objet d'un recours administratif, soit gracieux auprès de Monsieur le Préfet de Meurthe et Moselle, soit hiérarchique auprès du Ministère des solidarités et de la cohésion sociale, dans les deux mois suivant la notification.

Un recours contentieux peut être déposé auprès du Tribunal Administratif de Nancy, 5 place Carrière - CO 38 - 54038 NANCY CEDEX, également dans un délai de deux mois à compter de la notification, ou dans le délai de deux mois à partir de la réponse de l'administration si un recours administratif a été déposé, l'absence de réponse au terme d'un délai de deux mois valant rejet implicite.

**Article 7** : Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe et Moselle.

**Article 8** : Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe et Moselle et le directeur départemental de la cohésion sociale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Nancy, le 17 février 2012

Le Préfet,  
Raphaël BARTOLT

---

**Arrêté n° DDCS/SI/2012-02 du 17 février 2012 portant agrément pour l'exercice à titre individuel de l'activité de Mandataire Judiciaire à la Protection des Majeurs**

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le code de l'action sociale et des familles, notamment les articles L. 472-1 et L. 472-2, R. 472-1 et R. 472-2 ;

VU la loi n°2007-308 du 5 mars 2007 portant réforme de la protection juridique des majeurs, notamment son article 44 ;

VU le schéma des mandataires judiciaires à la protection des majeurs et des délégués aux prestations familiales de Lorraine arrêté le 27 avril 2010 ;

VU le dossier déclaré complet le 9 Décembre 2011 présenté par M. BALTZ Livier domicilié 34, rue Mendès France 54800 LABRY, en vue d'obtenir l'agrément pour l'exercice à titre individuel de l'activité de mandataire judiciaire à la protection des majeurs, destinée à exercer des mesures de protection des majeurs au titre du mandat spécial auquel il peut être recouru dans le cadre de la sauvegarde de justice ou au titre de la curatelle, de la tutelle dans le ressort du tribunal d'instance de Briey ;

VU l'arrêté N°DDCS/SI/2010-74 du 16 Février 2010 fixant la liste des mandataires judiciaires à la protection des majeurs ;

VU l'avis favorable en date du 19 janvier 2012 du Procureur de la République près le tribunal de grande instance de Nancy ;

CONSIDERANT que M. BALTZ Livier satisfait aux conditions de moralité, d'âge, de formation et d'expérience professionnelle prévues par les articles L.471-4 et D. 471-3 du code de l'action sociale et des familles ;

CONSIDERANT que M. BALTZ Livier justifie d'une assurance en responsabilité civile dont les garanties sont susceptibles de couvrir les dommages que pourraient subir les personnes protégées du fait de son activité ;

CONSIDERANT que l'agrément s'inscrit dans les objectifs et répond aux besoins du schéma des mandataires judiciaires à la protection des majeurs et des délégués aux prestations familiales de Lorraine ;

SUR PROPOSITION du Directeur Départemental de la Cohésion Sociale ;

**ARRETE**

**Article 1er** : L'agrément mentionné à l'article L 472-1 du code de l'action sociale et des familles est accordé à Monsieur BALTZ Livier domicilié 34, rue Mendès France - 54800 LABRY pour l'exercice à titre individuel en qualité de mandataire judiciaire à la protection des majeurs de mesures de protection des majeurs au titre du mandat spécial auquel il peut être recouru dans le cadre de la sauvegarde de justice ou au titre de la curatelle ou de la tutelle, dans le ressort du tribunal d'instance de Briey.

L'agrément vaut inscription sur la liste des mandataires judiciaires à la protection des majeurs pour le ressort du tribunal d'instance susmentionné.

**Article 2** : Tout changement concernant la nature et la consistance des garanties prévues par l'assurance en responsabilité civile, tout changement de catégorie de mesures de protection exercées ainsi que toute évolution du nombre de personnes qui exercent auprès du mandataire judiciaire à la protection des majeurs les fonctions de secrétaire spécialisé donnent lieu à un nouvel agrément dans les conditions prévues aux articles R. 471-1 et R. 472-2 du code de l'action sociale et des familles.

**Article 3** : Dans les deux mois de sa notification ou de sa publication, le présent arrêté peut faire l'objet soit d'un recours gracieux devant le Préfet de Meurthe et Moselle, soit d'un recours contentieux devant le tribunal administratif, 5 Place Carrière - CO 38 - 54036 NANCY CEDEX.

**Article 4** : Le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe et Moselle et le Directeur Départemental de la Cohésion Sociale de Meurthe et Moselle sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié au demandeur et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe et Moselle.

Nancy, le 17 février 2012

Le Préfet,  
Raphaël BARTOLT

---

**Arrêté n° DDCS/SI/2012-03 du 17 février 2012 portant agrément pour l'exercice à titre individuel de l'activité de Mandataire Judiciaire à la Protection des Majeurs**

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le code de l'action sociale et des familles, notamment les articles L. 472-1 et L. 472-2, R. 472-1 et R. 472-2 ;

VU la loi n°2007-308 du 5 mars 2007 portant réforme de la protection juridique des majeurs, notamment son article 44 ;

VU le schéma des mandataires judiciaires à la protection des majeurs et des délégués aux prestations familiales de Lorraine arrêté le 27 avril 2010 ;

VU le dossier déclaré complet le 14 Janvier 2011 présenté par Mme BONS Colette divorcée COULOMBET domiciliée 470, avenue Malraux BP 80019 - 54601 VILLERS LES NANCY en vue d'obtenir l'agrément pour l'exercice à titre individuel de l'activité de mandataire judiciaire à la protection des majeurs, destinée à exercer des mesures de protection des majeurs au titre du mandat spécial auquel il peut être recouru dans le cadre de la sauvegarde de justice ou au titre de la curatelle, de la tutelle dans les ressorts des tribunaux d'instance de Nancy et de Lunéville ;

VU l'arrêté N°DDCS/SI/2010-74 du 16 Février 2010 fixant la liste des mandataires judiciaires à la protection des majeurs ;

VU l'avis favorable en date du 31 Décembre 2011 du Procureur de la République près le tribunal de grande instance de Nancy ;

CONSIDERANT que Madame BONS Colette divorcée COULOMBET satisfait aux conditions de moralité, d'âge, de formation et d'expérience professionnelle prévues par les articles L.471-4 et D. 471-3 du code de l'action sociale et des familles ;

CONSIDERANT que Madame BONS Colette divorcée COULOMBET justifie d'une assurance en responsabilité civile dont les garanties sont susceptibles de couvrir les dommages que pourraient subir les personnes protégées du fait de son activité ;  
CONSIDERANT que l'agrément s'inscrit dans les objectifs et répond aux besoins du schéma des mandataires judiciaires à la protection des majeurs et des délégués aux prestations familiales de Lorraine ;  
SUR PROPOSITION du Directeur Départemental de la Cohésion Sociale ;

#### ARRETE

**Article 1er :** L'agrément mentionné à l'article L 472-1 du code de l'action sociale et des familles est accordé à Madame BONS Colette divorcée COULOMBET domiciliée BP 80019 54601 VILLERS LES NANCY pour l'exercice à titre individuel en qualité de mandataire judiciaire à la protection des majeurs de mesures de protection des majeurs au titre du mandat spécial auquel il peut être recouru dans le cadre de la sauvegarde de justice ou au titre de la curatelle ou de la tutelle, dans les ressorts des tribunaux d'instance de Nancy et Lunéville.

L'agrément vaut inscription sur la liste des mandataires judiciaires à la protection des majeurs pour les ressorts des tribunaux d'instance susmentionnés.

**Article 2 :** Tout changement concernant la nature et la consistance des garanties prévues par l'assurance en responsabilité civile, tout changement de catégorie de mesures de protection exercées ainsi que toute évolution du nombre de personnes qui exercent auprès du mandataire judiciaire à la protection des majeurs les fonctions de secrétaire spécialisé donnent lieu à un nouvel agrément dans les conditions prévues aux articles R. 471-1 et R. 472-2 du code de l'action sociale et des familles.

**Article 3 :** Dans les deux mois de sa notification ou de sa publication, le présent arrêté peut faire l'objet soit d'un recours gracieux devant le préfet de Meurthe et Moselle, soit d'un recours contentieux devant le tribunal administratif, 5 Place Carrière - CO 38 - 54036 NANCY CEDEX.

**Article 4 :** Le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe Moselle et le Directeur Départemental de la Cohésion Sociale de Meurthe et Moselle sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié au demandeur et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe et Moselle.

Nancy, le 17 février 2012

Le Préfet,  
Raphaël BARTOLT

## DIRECTION DES SERVICES DEPARTEMENTAUX DE L'EDUCATION NATIONALE

**Arrêté du 2 février 2012 accordant subdélégation de signature par le Directeur Académique des Services de l'Education Nationale, Directeur des Services Départementaux de l'Education Nationale de la Meurthe-et-Moselle**

Le Directeur académique des services de l'éducation nationale,  
Directeur des services départementaux de l'éducation nationale de Meurthe-et-Moselle,

VU le code de l'éducation modifié par le décret n° 2012-16 du 5 janvier 2012 relatif à l'organisation académique et notamment ses articles R222-19-3, D 222-20, R222-36-2,

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'état dans les régions et les départements,

VU le décret n° 2012-16 du 5 janvier 2012 relatif à l'organisation académique et notamment son article 6 –II,

VU le décret du Président de la République en date du 7 mai 2009 nommant Monsieur Philippe PICOCHÉ, inspecteur d'académie, directeur des services départementaux de l'éducation nationale de Meurthe-et-Moselle (directeur académique des services de l'éducation nationale, directeur des services départementaux de l'éducation nationale de Meurthe-et-Moselle à compter du 1er février 2012),

VU le décret du Président de la République en date du 10 septembre 2010 nommant Madame Christine DODANE-BEGUE, inspectrice d'académie, inspectrice pédagogique régionale, dans l'emploi d'inspectrice d'académie adjointe de Meurthe-et-Moselle à compter du 1er août 2010 (directrice académique adjointe des services de l'éducation nationale à compter du 1er février 2012),

VU l'arrêté ministériel du 21 décembre 2009 portant affectation de Madame Dominique VEILLON-PERRIN, inspectrice de l'éducation nationale, en qualité d'inspectrice de l'éducation nationale adjointe à l'inspecteur d'académie, à compter du 1er janvier 2010 (inspectrice de l'éducation nationale adjointe au directeur académique des services de l'éducation nationale à compter du 1er février 2012),

VU l'arrêté ministériel du 11 avril 2011 nommant Monsieur David-Olivier COMTE, conseiller d'administration scolaire et universitaire, dans l'emploi d'administrateur de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche, en qualité de secrétaire général de l'inspection académique de Meurthe-et-Moselle à compter du 2 mai 2011 (secrétaire général du service départemental de l'éducation nationale de Meurthe-et-Moselle à compter du 1er février 2012),

VU l'arrêté du 1er février 2012 du recteur de l'académie de Nancy-Metz relatif à l'organisation fonctionnelle et territoriale de l'académie de Nancy-Metz et aux attributions de ses services académiques et départementaux,

VU l'arrêté du 1er février 2012 du recteur de l'académie de Nancy-Metz relatif à la mutualisation des moyens entre les services académiques et les services départementaux de l'académie de Nancy-Metz,

VU l'arrêté du 2 février 2012 du recteur de l'académie de Nancy-Metz de délégation de signature aux responsables des services mutualisés,

VU l'arrêté du 2 février 2012 du recteur de l'académie de Nancy-Metz de délégation de signature (gestion du personnel),

VU l'arrêté du préfet de Meurthe-et-Moselle n°11.OSD.15 du 22 août 2011 accordant délégation de signature de l'ordonnancement secondaire et de la personne exerçant le pouvoir adjudicateur en matière de marchés publics à Monsieur Philippe PICOCHÉ, inspecteur d'académie, directeur des services départementaux de l'éducation nationale de Meurthe-et-Moselle, et notamment ses articles 4 et 10,

#### ARRETE

**Article 1er :** En cas d'absence ou d'empêchement du directeur académique des services de l'éducation nationale, directeur des services départementaux de l'éducation nationale de Meurthe-et-Moselle, délégation de signature est donnée à :

Madame Christine DODANE-BEGUE, directrice académique adjointe des services de l'éducation nationale,

à l'effet de signer, au nom directeur académique des services de l'éducation nationale, directeur des services départementaux de l'éducation nationale de Meurthe-et-Moselle, et dans la limite des délégations reçues par ce dernier, les actes, les décisions et les correspondances relatives au pilotage des politiques pédagogiques et éducatives, à la gestion des personnels de direction et à celle des moyens des écoles et des collèges.

**Article 2 :** En cas d'absence ou d'empêchement du directeur académique des services de l'éducation nationale, directeur des services départementaux de l'éducation nationale de Meurthe-et-Moselle, délégation de signature est donnée à :

- Madame Dominique VEILLON-PERRIN, inspectrice de l'éducation nationale adjointe au directeur académique des services de l'éducation nationale,

à l'effet de signer, au nom directeur académique des services de l'éducation nationale, directeur des services départementaux de l'éducation nationale de Meurthe-et-Moselle, et dans la limite des délégations reçues par ce dernier :

- Les rapports d'inspection, la notation, les autorisations d'absence et les avis sur les projets de mobilité des enseignants du premier degré, les correspondances dans le cadre de la relation hiérarchique avec ces derniers ;

- Les sorties scolaires avec nuitées ;

- Les agréments des intervenants extérieurs ;

- Les correspondances usuelles avec les divers partenaires de l'école.

**Article 3 :** En cas d'absence ou d'empêchement du directeur académique des services de l'éducation nationale, directeur des services départementaux de l'éducation nationale de Meurthe-et-Moselle, délégation de signature est donnée à :

- Monsieur David-Olivier COMTE, secrétaire général du service départemental de l'éducation nationale de Meurthe-et-Moselle, à l'effet de signer, au nom directeur académique des services de l'éducation nationale, directeur des services départementaux de l'éducation nationale de Meurthe-et-Moselle, et dans la limite des délégations reçues par ce dernier, les actes, les décisions et les correspondances élaborées dans le cadre de leurs activités d'administration et de gestion (dont celles mentionnées par l'arrêté du préfet de Meurthe-et-Moselle n°11.OSD.15 ) par les services placés sous l'autorité du directeur académique précédemment cité par :
- l'article 3 de l'arrêté du 1er février 2012 relatif à l'organisation fonctionnelle et territoriale de l'académie de Nancy-Metz et aux attributions de ses services académiques et départementaux,
- l'arrêté du 1er février 2012 relatif à la mutualisation des moyens entre les services académiques et les services départementaux de l'académie de Nancy-Metz.

Les actes, les décisions et correspondances mentionnés à l'alinéa précédent et qui sont relatifs à des domaines pour lesquels la directrice académique adjointe des services de l'éducation nationale ou l'inspectrice de l'éducation nationale adjointe au directeur académique des services de l'éducation nationale bénéficient en application des articles 1 et 2 du présent arrêté d'une délégation de signature peuvent être signés par secrétaire général du service départemental de l'éducation nationale de Meurthe-et-Moselle en cas d'absence ou d'empêchement de la directrice académique adjointe des services de l'éducation nationale ou l'inspectrice de l'éducation nationale adjointe au directeur académique des services de l'éducation nationale.

**Article 4 :** L'arrêté du 30 septembre 2011 accordant subdélégation de signature est abrogé.

**Article 5 :** Le secrétaire général du service départemental de l'éducation nationale de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 2 février 2012

Le Directeur Académique des Services de l'Education Nationale,  
Directeur des Services Départementaux de l'Education Nationale de Meurthe-et-Moselle,  
Philippe PICOCHÉ

---

## AUTRES SERVICES

### CENTRE HOSPITALIER UNIVERSITAIRE DE NANCY

*Secrétariat direction générale et affaires juridiques*

#### Délégation de signature du 8 février 2012

Monsieur Philippe VIGOUROUX, Directeur Général, Président du Directoire, du C.H.U. de Nancy :

VU la loi n° 2009-879 du 22 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative à la santé, aux patients et aux territoires,  
VU le décret n° 2009-1765 du 30 décembre 2009 relatif au directeur et aux membres du directoire des établissements publics de santé,  
VU le décret en date du 28 avril 2008 le nommant Directeur Général du C.H.U. de NANCY,

**Article 1er :** En matière de gestion du personnel, donne délégation à Madame Geneviève LEFEBVRE, titulaire de la délégation générale de signature, pour la signature des mémoires en justice ainsi que pour les décisions administratives suivantes :

- fixation des tableaux d'avancement de grade et des listes d'aptitude,
  - confirmation ou infirmation d'une notation dans le cadre de la procédure de révision de note,
  - sanction disciplinaire,
- concernant l'ensemble des personnels contractuels, stagiaires et titulaires des catégories A, B et C relevant de la Fonction Publique Hospitalière.

**Article 2 :** En matière de gestion du personnel et de la formation, en dehors des décisions administratives sus énoncées et celles visées aux articles 4 et 5, donne délégation à Madame Diane PETTER, Directrice des Ressources Humaines, et à Monsieur Philippe BOUC, Directeur Adjoint des Ressources Humaines pour signer aux nom et place du Directeur Général, les pièces administratives relatives :

- aux courriers, attestations, actes et décisions, à caractère général ou individuel, en matière de gestion des personnels contractuels, stagiaires et titulaires des catégories A, B et C relevant de la Fonction Publique Hospitalière ainsi que des agents sous contrat d'apprentissage, contrat d'accompagnement dans l'emploi, contrat avenir ou contrat unique d'insertion.

**Article 3 :** En l'absence de Madame Diane PETTER, et de Monsieur Philippe BOUC, la délégation visée à l'article 2 est donnée à Madame Geneviève LEFEBVRE.

**Article 4 :** En matière de notation administrative (fixation de la notation chiffrée sur la feuille de notation individuelle) donne délégation :

a) pour l'ensemble des personnels de catégorie A, B et C relevant de la Fonction Publique Hospitalière qui leur sont rattachés, aux Directeurs suivants :

- Madame Pascale BASTIEN-KÉRÉ
- Monsieur Philippe BOUC
- Mademoiselle Anne-Lucie BOULANGER
- Madame Françoise BRUNEAUD
- Monsieur Florent CAVELIER
- Madame de TOMMASO Françoise
- Monsieur Mickaël DUWOYE
- Madame Vanina DUWOYE
- Monsieur Jacques DUDREUILH
- Monsieur Frédéric GROSSE
- Monsieur Xavier HUARD
- Mademoiselle Clémence MAINPIN
- Madame Diane PETTER
- Monsieur Olivier de PESQUIDOUX
- Mademoiselle Aurélie PRETAT
- Madame Liliane ROUX
- Monsieur Pascal TAFFUT
- Mademoiselle Julie THUILLEAUX
- Madame Laurence TOURRE
- Madame Laurence VERGER
- Madame Isabelle VIDREQUIN
- Monsieur Eric ZURCHER



b) pour les personnels des écoles et instituts qui leur sont rattachés, aux Directeurs des Soins et Cadres Supérieurs de Santé chargés de la direction d'une école ou d'un institut de formation suivants :

- Madame Marie-France GAUROIS
- Monsieur Alain VIAUX
- Monsieur Jean Michel KLEFFERT
- Madame Sylvia PERRIN OZZA
- Madame Véronique PIERSON
- Monsieur Jean-Maurice PUGIN
- Madame Marie-Christine SCHONS
- Monsieur Gérard THOMAS

c) pour les personnels qui leur sont rattachés, aux ingénieurs et responsables des services techniques suivants :

- Mademoiselle Laure DELERY
- Monsieur Jean-Paul GASSMANN
- Monsieur Richard PEREZ
- Monsieur Jean Louis PEROT

d) pour les personnels qui leur sont rattachés, aux Attaché(e)s d'Administration Hospitalière suivant(e)s de la direction de la facturation suivant(e)s :

- Madame Marie-José BICHET
- Madame Martine DUMARET (faisant fonction)
- Madame Anne-Marie HOEFFEL

e) pour les personnels qui leur sont rattachés, aux Cadres Supérieurs de Santé des pôles médicaux et médico-techniques suivants :

- Madame Christine LAVOIVRE
- Monsieur Patrick AUBLET CUVELIER
- Madame Marie-José DONO
- Madame Annie CHERY
- Madame Patricia CHANET
- Madame Françoise RICHARD
- Madame Jocelyne DAWINT
- Madame Isabelle CASTIN
- Madame Véronique KLEIN
- Monsieur Gilles FERQUEL
- Monsieur Michel PICHON
- Madame Sophie POTTIER
- Madame Eliane BAUMANN

Dans le cadre de la délégation donnée en b), c), d), et e) les directeurs cités en a) conservent un droit d'évocation et de réformation de la notation pour les personnels qui leur sont rattachés.

Donne délégation à Madame Diane PETTER pour modifier toute notation chiffrée définitive qui ne serait pas conforme à la note de service annuelle de cadrage du Centre Hospitalier Universitaire.

**Article 5 :** En matière de gestion de proximité du personnel, donne délégation de signature aux bénéficiaires visés à l'article précédent pour tous les agents qui leur sont rattachés, pour les décisions administratives relevant de la gestion de proximité du personnel : tableaux de service, autorisations spéciales d'absence, congés annuels, assignations individuelles en cas de mise en œuvre du service minimum.

Délégation est également donnée, en matière d'établissement des tableaux de service, autorisations spéciales d'absence et congés annuels aux Directeurs des Soins et aux Cadres administratifs, soignants, médico-techniques et techniques en ce qui concerne les personnels placés sous leur autorité. Un droit d'évocation et de réformation des décisions est par ailleurs accordé aux différents échelons de la hiérarchie.

**Article 6 :** En matière de gestion administrative des écoles et instituts du CHU, donne délégation de signature aux Directeurs des Soins et Cadres Supérieurs de Santé chargés de la direction d'une école ou d'un institut de formation suivants :

- Monsieur Alain VIAUX pour l'Institut de Formation des Cadres de Santé
- Monsieur Jean Michel KLEFFERT pour l'Institut de Formation Régional des Ambulanciers
- Madame Sylvia PERRIN OZZA pour l'Institut de Formation des Aides Soignants
- Madame Véronique PIERSON pour l'Institut de Formation en Soins Infirmiers de Lionnois
- Monsieur Jean-Maurice PUGIN pour l'Institut de Formation des Manipulateurs d'Electroradiologie Médicale et pour l'école de Puériculture
- Madame Marie-Christine SCHONS pour l'école d'Infirmiers de Bloc Opératoire et Institut de formation de Soins Infirmiers de Brabois
- Monsieur Gérard THOMAS pour l'école d'Infirmiers Anesthésistes
- Madame Marie-France GAUROIS pour l'Institut de Formation d'Auxiliaires de Puériculture

**Article 7 :** Donne délégation à Madame Françoise ABEL, Madame Michèle LLORCA, Monsieur Charles ROESCH, Monsieur Nicolas SAUFFROY, Monsieur Gérald UMLOR et Monsieur Patrick ALBERT, Attachés d'Administration Hospitalière, et à Madame Martine LANG, Monsieur Michaël HACQUARD et Madame Fatima HADDINE, Adjoints des cadres Hospitaliers, pour signature des contrats à durée déterminée, des attestations et des courriers adressés à titre d'information ou dans le cadre d'instruction des dossiers en ce qui concerne les personnels et les matières relevant de leur compétence.

Donne délégation secondaire à Monsieur Charles ROESCH et Madame Françoise ABEL pour la signature des contrats d'engagement entre le C.H.U de Nancy et les prestataires de service intervenant dans le cadre de missions de remplacement de personnel.

Délégation est également donnée à Monsieur Charles ROESCH et Monsieur Patrick ALBERT, Attachés d'Administration Hospitalière, et Monsieur Michaël HACQUARD et Madame Fatima HADDINE, Adjoints des Cadres Hospitaliers, pour signature des assignations dans le cadre du service minimum en cas de grève.

**Article 8 :** En matière de délégation d'engagement et de liquidation de dépenses, donne délégation principale à Madame Diane PETTER, pour l'ensemble des comptes relevant des dépenses du personnel relevant de la Fonction Publique Hospitalière, sous Contrat d'Accompagnement dans l'Emploi, ou sous contrat d'apprentissage, contrat avenir ou contrat unique d'insertion.

Une délégation secondaire est également donnée à Monsieur Philippe BOUC, Directeur adjoint, ainsi qu'en l'absence de ces derniers, à Madame Geneviève LEFEBVRE, Directrice Générale Adjointe.

La liste des comptes concernés est communiquée aux bénéficiaires de la délégation. Elle est également communiquée au Comptable du C.H.U.

**Article 9 :** La délégation octroyée est assortie de l'obligation pour les titulaires :

- de respecter les procédures réglementaires,
- de n'engager les dépenses que dans la limite des crédits autorisés et notifiés par le Directeur des Finances,
- de rendre compte à la Direction Générale des opérations effectuées dans le cadre de la présente délégation.

**Article 10 :** Les titulaires de la présente délégation ont la responsabilité des opérations qu'ils effectuent dans le cadre de leur délégation.

A ce titre, ils sont chargés d'assurer le contrôle de l'ensemble des agents qui interviennent dans les procédures concernées.

**Article 11 :** Cette délégation prendra effet à sa date de publication.

Elle sera publiée au Recueil des Actes Administratifs de Meurthe et Moselle.

Nancy, le 8 février 2012

Le Directeur Général, Président du Directoire,  
Philippe VIGOUROUX

Les bénéficiaires de la délégation (engagement des dépenses) : Geneviève LEFEBVRE, Diane PETTER, Philippe BOUC.

**MATERNITE REGIONALE UNIVERSITAIRE DE NANCY****Délégation de signature des services financiers du 17 janvier 2012**

Monsieur Philippe VIGOUROUX, Directeur Général du CHU et de la Maternité Régionale Universitaire de NANCY,

VU les dispositions des articles L. 6143-7 et D. 6143-33 et suivants du code de la santé publique,

VU la convention de direction commune entre le CHU et la Maternité Régionale Universitaire du 2 novembre 2010,

VU la décision du 30 juillet 2006 nommant Madame Julie GUER, adjoint des cadres à la Maternité Régionale de Nancy,

VU la délégation de signature principale en cours,

**DECIDE**

**Article 1er** : En l'absence de Monsieur Philippe VIGOUROUX, Monsieur Eric TROTTMANN et Madame Clémence MAINPIN, délégation est donnée à Madame Julie GUER pour signer, l'ensemble des titres de recettes et des mandats émis par l'établissement, ainsi que différents documents portant mobilisation ou remboursement de la ligne de trésorerie, les notes et différentes correspondances se rapportant à l'organisation et au fonctionnement des services financiers et du bureau Admissions-Facturation.

**Article 2** : Le délégataire doit s'assurer de la légalité des décisions, actes administratifs, notes et documents signés de sa main établis en vertu de la présente décision.

**Article 3** : Toute décision de délégation de signature antérieure à la présente, ayant le même objet est rapportée.

Fait à Nancy, le 17 janvier 2012, en quatre exemplaires originaux

Le Directeur Général,  
Philippe VIGOUROUX

---

**SYNDICAT INTERHOSPITALIER NANCEIEN  
DE LA CHIRURGIE DE L'APPAREIL LOCOMOTEUR****Délégation de signature du 6 février 2012**

Mickaël DUWOYE, Secrétaire Général par intérim du Syndicat Interhospitalier Nanceien de la Chirurgie de l'Appareil Locomoteur, SINCAL,

VU la loi n° 91-748 du 31 juillet 1991 portant réforme hospitalière,

VU le décret n° 92-783 du 6 août 1992 relatif à la délégation de signature des directeurs des établissements hospitaliers publics,

VU le décret 2004-15 portant code des Marchés publics,

VU la Décision de l'Agence Régionale de Santé n° 2012-002 du 17 janvier 2012 le désignant en qualité de Secrétaire Général par intérim du SINCAL à compter du 1er février 2012,

VU la décision conjointe du Secrétaire Général du SINCAL et de Monsieur le Directeur de l'UGEAM du Nord Est en date du 1er décembre 2004 nommant Monsieur Olivier CALLET, Secrétaire Général Adjoint du SINCAL,

**DECIDE**

**Article 1er** : En l'absence ou en cas d'empêchement de Monsieur Mickaël DUWOYE, Secrétaire Général par intérim, une délégation générale de signature pour :

- l'ordonnancement des dépenses et des recettes (PROGICIELS : CPAGE FACTURATION – CPAGE ECONOMAT),
  - les pièces administratives relatives à la passation et à l'exécution des marchés de fournitures, services et travaux quel que soit le montant, exception faite du choix de l'attributaire,
  - contracter un emprunt bancaire,
  - l'affectation des personnels, les recrutements,
  - les admissions des hospitalisés et des consultants,
  - les relations avec les usagers,
- est donnée à :

- Monsieur Olivier CALLET, Secrétaire Général Adjoint du SINCAL, cadre de direction de l'UGEAM, mis à disposition du SINCAL selon les termes de la convention UGEAM – SINCAL en date du 31 juillet 2002.

**Article 2** : Cette délégation générale est assortie d'une mission de contrôle de la régularité des procédures et d'une obligation de veiller à l'existence de crédits.

**Article 3** : La présente délégation prend effet à la date du 6 février 2012 et porte sur les crédits du budget 2012. Elle sera reportée pour chaque nouvel exercice budgétaire par tacite reconduction.

**Article 4** : Les précédentes délégations en date du 3 décembre 2004 et du 13 juillet 2006 sont abrogées.

Fait en 2 exemplaires à Nancy, le 6 février 2012

Le Secrétaire Général par intérim,  
Mickaël DUWOYE

Délégataire :

- M. Olivier CALLET

---

**AVIS ET COMMUNICATIONS****SERVICES DECONCENTRES DE L'ETAT****DIRECTION DEPARTEMENTALE DES TERRITOIRES****AMENAGEMENT DURABLE, URBANISME ET RISQUES**

*Unité affaires transversales et contentieux*

**Avis de parution de l'arrêté préfectoral n° 55113 du 13 février 2012 autorisant OPI/B.E à exécuter des travaux sur la commune de Beuveille**

Par arrêté préfectoral n° 55113 en date du 13 février 2012, OPI/B.E, centre d'affaires Blenovista, rue de Maidières à 54700 BLENOD LES PONT A MOUSSON, a été autorisée à exécuter les travaux en vue du remplacement du poste cabine haute Chenevières par un 4UF et modification des réseaux BTA et HT rue André Maginot, sur la commune de BEUEVILLE.

---

**Avis de parution de l'arrêté préfectoral n° 61584 du 13 février 2012 autorisant Electricité de France à exécuter des travaux sur la commune de Saffais**

Par arrêté préfectoral n° 61584 en date du 13 février 2012, Electricité de France a été autorisée à exécuter les travaux en vue de PAC 2012/LANEUC0014 Rosières/Saffais, sur la commune de SAFFAIS.

## AUTRES SERVICES

### CENTRE HOSPITALIER UNIVERSITAIRE DE NANCY

#### DIRECTION DES RESSOURCES HUMAINES

*Service des concours et examens*

#### **Recrutement sans concours dans le grade d'adjoint administratif hospitalier de 2e classe en date du 22 février 2012**

En application du décret n° 90-839 du 21 septembre 1990 (art.12), modifié relatif au Recrutement sans Concours des Adjointes Administratifs Hospitaliers de 2ème classe, sont à pourvoir après inscription sur une liste d'aptitude :

- 29 postes d'Adjointes Administratifs Hospitaliers de 2ème classe au CHU de NANCY

#### **MODALITES DE CANDIDATURES**

Aucune condition de titres ou de diplômes n'est exigée pour faire acte de candidature.

#### **MODALITES D'INSCRIPTION SUR CETTE LISTE D'APTITUDE**

Cette liste sera la résultante de :

1. Examen des demandes de candidature par une commission
2. Après sélection par la commission, audition publique des candidats préalablement retenus.

#### **DEPOT DES DEMANDES DE CANDIDATURES**

Les demandes d'inscription constituées de :

- une lettre de candidature,
  - un curriculum vitae détaillé indiquant les formations suivies et les emplois occupés avec précision des durées,
- sont à adresser à :

Centre Hospitalier Universitaire de NANCY  
Direction des Ressources Humaines  
Service des Concours et Examens – Bureau n° 11  
29 Avenue du Maréchal de Lattre de Tassigny – C.O. 60034  
54035 NANCY CEDEX

- par lettre recommandée avec accusé réception

ou

- déposées au Bureau n° 11 – Service des Concours et Examens contre la remise d'une attestation de dépôt (au plus tard à 16h00).

UN DELAI DE 2 MOIS EST IMPARTI POUR DEPOSER SA CANDIDATURE  
A COMPTER DE LA DATE DE PUBLICATION DE CET AVIS

Nancy, le 22 février 2012

La Directrice des Ressources Humaines,  
Diane PETTER

### CENTRE HOSPITALIER DE SARREGUEMINES

#### DIRECTION DES RESSOURCES HUMAINES

#### **Avis de concours sur titres pour le recrutement de 3 manipulateurs d'électroradiologie**

Un concours sur titres sera organisé au Centre Hospitalier de Sarreguemines, conformément aux dispositions du décret 2011-748 du 27/06/2011, en vue de pourvoir 3 postes de manipulateurs d'électroradiologie médicale.

Peuvent faire acte de candidature les titulaires du diplôme d'état de manipulateurs d'électroradiologie médicale ou équivalent.

Les lettres de candidatures accompagnées d'un curriculum vitae détaillé incluant les formations suivies, les emplois occupés et précisant leur durée, devront être envoyées à :

Monsieur le Directeur  
Centre Hospitalier  
BP 50025  
57211 SARREGUEMINES CEDEX

dans un délai d'un mois à compter de la date de publication du présent avis au Recueil des Actes Administratifs des Préfectures des départements de la région.

#### **Avis de concours sur titres pour le recrutement d'1 technicien de labo**

Un concours sur titres sera organisé au Centre Hospitalier de Sarreguemines, conformément aux dispositions du décret 2011-748 du 27/06/2011, en vue de pourvoir 1 poste de technicien de labo.

Peuvent faire acte de candidature les titulaires du diplôme d'état de technicien de labo ou équivalent.

Les lettres de candidatures accompagnées d'un curriculum vitae détaillé incluant les formations suivies, les emplois occupés et précisant leur durée, devront être envoyées à :

Monsieur le Directeur  
Centre Hospitalier  
BP 50025  
57211 SARREGUEMINES CEDEX

dans un délai d'un mois à compter de la date de publication du présent avis au Recueil des Actes Administratifs des Préfectures des départements de la région.

**Avis de concours interne sur titres pour le recrutement d'1 cadre de santé**

Un concours interne sur titres est ouvert au Centre Hospitalier de Sarreguemines en application du décret 2001-1375 du 31 décembre 2001 portant statut particulier du corps des cadres de santé de la Fonction Publique Hospitalière en vue de pourvoir 1 poste de cadre de santé. Peuvent être candidats les fonctionnaires hospitaliers titulaires du diplôme de cadre ou certificat équivalent, relevant des corps régis par les décrets n° 88-1077 du 30 novembre 1988, comptant au moins cinq ans de services effectifs dans un ou plusieurs des corps précités.

Les candidatures accompagnées des pièces suivantes :

- les diplômes ou certificats dont ils sont titulaires, et notamment le diplôme de cadre de santé,
  - un curriculum vitae,
- doivent être adressées à :

Monsieur le Directeur  
Centre Hospitalier de Sarreguemines  
2 rue René François Jolly  
57211 SARREGUEMINES CEDEX

dans un délai de deux mois à compter de la date de publication du présent avis au Recueil des Actes Administratifs des Préfectures des départements de la région.

---

**Avis de concours interne sur titres pour le recrutement d'1 maître-ouvrier**

Un concours interne sur titres est ouvert au Centre Hospitalier de Sarreguemines en vue de pourvoir 1 poste de maître-ouvrier (spécialité : Restauration) sur le site de Bitché.

Peuvent faire acte de candidature, les ouvriers professionnels qualifiés ainsi que les conducteurs ambulanciers de 2ème catégorie titulaires d'un diplôme de niveau V ou d'un diplôme au moins équivalent et comptant au moins 2 ans de service effectifs dans leurs grades respectifs.

Les candidatures (lettre + CV + copie des diplômes) devront être adressées dans un délai de un mois suivant la parution du présent avis au recueil des actes administratifs, délai de rigueur, à :

Monsieur le Directeur  
Centre Hospitalier  
BP 50025  
57211 SARREGUEMINES CEDEX

---

**CENTRE HOSPITALIER SPECIALISE DE SARREGUEMINES****DIRECTION DES RESSOURCES HUMAINES****Avis de concours sur titres pour le recrutement de 1 ergothérapeute**

Un concours sur titres sera organisé au Centre Hospitalier Spécialisé de Sarreguemines, conformément aux dispositions du décret 2011-746 du 27 juin 2011, en vue de pourvoir 1 poste d'ergothérapeute.

Peuvent faire acte de candidature les titulaires du diplôme d'ergothérapeute ou équivalent.

Les lettres de candidatures accompagnées d'un curriculum vitae détaillé incluant les formations suivies, les emplois occupés et précisant leur durée, devront être envoyées à :

Monsieur le Directeur  
Centre Hospitalier Spécialisé  
BP 80027  
57212 SARREGUEMINES CEDEX

dans un délai d'un mois à compter de la date de publication du présent avis au Recueil des Actes Administratifs des Préfectures des départements de la région.

